



Revue n°14
Novembre 2008

Écrits et manuscrits de la Médiation familiale

Directrice de publication : Isabelle JUÈS


Comité de rédaction

Claire DENIS
Marie-Jo FERCOT
Maïté LASSIME
Martine MÖRCH
Isabelle PASQUIER
Eugénio POPULIN
Marie ROUSSEAU
Cristina SANS

Mise en page  **Organno**

REVUES DÉJÀ PARUES

N°0	Janvier 2004	
N°1	Juin 2004	
N°2	Octobre 2004	<i>Des modèles aux pratiques... Du cadre au processus</i>
N°3	Janvier 2005	<i>Contexte institutionnel et réglementaire de la médiation familiale</i>
N°4	Juin 2005	<i>Le couple</i>
N°5	Octobre 2005	<i>Du médiateur et de la place de tiers</i>
N°6	Juillet 2006	<i>Médiation familiale et soutien à la parentalité</i>
N°7	Juillet 2006	<i>Du pouvoir et de l'autorité en médiation familiale – Actes du Colloque La Rochelle (27 et 28 Avril 2006)</i>
N°8	Avril 2007	<i>Médiation familiale dans le contexte pénal</i>
N°9	Juillet 2007	<i>Médiation familiale et Analyse de Pratique</i>
N°10	Décembre 2007	<i>Médiation familiale – Éthique de la pratique</i>
N°11	Janvier 2008	<i>Médiation familiale et lien social</i>
N°12	Juin 2008	<i>L'enfant et la médiation familiale</i>
N°13	Septembre 2008	<i>Médiation familiale – Éthique de la pratique n°2</i>

The background of the page features a large, light gray watermark of the letters 'APMF' in a stylized, geometric font. Below the letters, there are several interlocking puzzle pieces, also in a light gray color, arranged in a cluster. The entire graphic is tilted slightly to the right.

L'A.P.M.F.

Vingt ans au service de la médiation familiale

Sommaire

ÉDITORIAL	6
<i>Isabelle JUÈS</i>	7
AVANT-PROPOS	8
AU FIL DU TEMPS	9
LE TEMPS DES BÂTISSEURS	13
<i>Marc CHAPEAU</i>	13
<i>Claire DENIS</i>	15
<i>Muriel LAROQUE</i>	17
<i>Hans LEHMANN</i>	21
<i>Joëlle RUDIN</i>	24
<i>Hélène VAN DEN STEEN</i>	26
LA CONSOLIDATION	28
<i>Françoise ANCELLIN</i>	28
<i>Stéphane DITCHEV</i>	30
<i>Christine de GAULEJAC</i>	35
<i>Pierre GRAND</i>	37
<i>Martine MURER</i>	40
<i>Émile RICARD</i>	41
<i>Jean-Claude SURY</i>	44
<i>Marie THÉAULT</i>	47
DES PIERRES À L'ÉDIFICE	49
Commission éthique.....	49
<i>Claire DENIS</i>	49
Collège des Médiateurs Familiaux.....	51
Témoignage de la première inscrite.....	51
<i>Brigitte GARY</i>	51
Régions.....	52
<i>Dominique LEFEUVRE</i>	52
La formation : le chemin pour la construction d'un métier.....	56
<i>Jocelyne DAHAN</i>	56
Sylvie Farnane, Aïssatou Condé et les autres... : le secrétariat.....	63
<i>Stéphane DITCHEV</i>	63
... ET DES COMPAGNONS DE ROUTE	65
<i>Costanza MARZOTTO</i>	65
<i>Lisa PARKINSON</i>	68
Discours d'Irène Théry pour la remise de la médaille de Chevalier de l'Ordre National du Mérite à Annie BABU.....	70
<i>Irène THÉRY</i>	70
L'A.P.M.F. C'EST AUSSI...	75
Les Membres Fondateurs de l'A.P.M.F.....	75

Les Présidents et Présidentes	76
Les Administrateurs de 1988 à 2008	77
Les Colloques et Journées d'Études.....	78
Le Colloque de La Rochelle : une rencontre parmi d'autres	79
<i>Claire DENIS</i>	79
Réflexions sur la professionnalisation	81
<i>Les membres du C.A. répondent</i>	81
EN CONCLUSION...	92
<i>Claire DENIS</i>	92
ANNEXES	93
Sigles et abréviations	93
Présentation générale de l'A.P.M.F.....	94
Statuts de l'A.P.M.F.	96

***Nous rappelons que les écrits contenus dans les revues
de l'A.P.M.F. n'engagent que leurs auteurs.***

Éditorial

Petites histoires très subjectives ou « l'A.P.M.F. au temps des cathédrales »

Il était une fois ...un groupe d'idéalistes, tous engagés dans des luttes, des recherches, profondément insatisfaits de la manière dont se traitaient les conflits familiaux et animés du même désir de paix. Ils ne se connaissaient pas, mais avaient en commun la capacité à s'interroger, à accueillir la nouveauté et à s'enthousiasmer. Ajoutez à cela la confiance en leur cause : ils étaient des avant-gardistes.

En quête d'inspiration, ils partirent en voyage au pays de l'érable et des cabanes à sucre.

Ce qu'ils trouvèrent là-bas, nul ne le sait vraiment, aujourd'hui le mystère plane toujours autour de cette « révélation ». Ce qui est certain, c'est, qu'à leur retour, ils entreprirent alors de bâtir autour d'une « utopie » un édifice qui, vingt ans après, marque toujours par l'originalité de son architecture, le dynamisme de son profil, la solidité de sa base et la diversité de ses clochers.

En cours de route, ils embauchèrent d'autres compagnons qui tous apportèrent leur pierre à la construction. En cours de route, il leur arriva de s'arrêter pour regarder s'élever d'autres constructions aux côtés de la leur ; ils se méfièrent de ces voisins, renforçant les murs, fermant les fenêtres.

Ils eurent des temps de doute, de gloire, de conflits. Parfois, comme les bâtisseurs de Babel, ils se rendaient compte qu'ils ne se comprenaient plus. Parfois, dans l'euphorie de l'aventure, ils en oubliaient de consolider leurs fondements. Il y eut des pleurs et des grincements de dents, il y eut des fêtes, des rires et des amitiés.

Ils subirent des attaques, furent moqués pour leur originalité ; quelques uns quittèrent le chantier, fatigués ou découragés. Ils s'en trouvaient toujours d'autres pour prendre le relais.

Pensant aller plus vite, ils désignèrent des reines et des rois ; ingrats, ils s'en lassèrent. Ils vécurent leurs révolutions, découvrirent la démocratie, et s'exercèrent à la vivre...

Ce faisant, leur « utopie » se précisait, s'appréciait, se répandait, se transmettait.

Aujourd'hui, l'A.P.M.F. fête ses vingt ans, et avec elle les vingt ans de la médiation familiale...

Cathédrale à la gloire de la médiation familiale ? Auberge espagnole, lieu de ressource pour les médiateurs familiaux ? Phare, à la fois repère pour les uns et éclairer pour les autres ? Stade olympique où s'affrontent, se confrontent modèles, pratiques et pouvoirs ?

Notre association est peut-être bien tout cela à la fois, c'est ce qui rend compliqué son abord, certes ; c'est aussi c'est ce qui fait sa richesse et son dynamisme, ce qui la rend unique.

De vingt cinq en 1988, nous nous comptons aujourd'hui cinq cents... Cinq cents, médiateurs familiaux pour la plupart, qui, s'ils se reconnaissent dans cette culture de paix qu'est la médiation familiale, ont besoin de savoir à partir de quels débats cette aspiration à la non violence a pu se construire.

C'est cette histoire que je vous convie à découvrir, racontée par les témoins de cette épopée. Une histoire volontairement subjective, tant il est vrai que « *nos chimères sont ce qui nous ressemble le mieux* »¹.

Isabelle JUÈS

Présidente de l'A.P.M.F.



¹ Victor Hugo, « Les Misérables »

Avant-propos

L' A.P.M.F. tient à remercier tous ceux qui ont accepté de participer à ce travail sur son histoire, à l'occasion de la célébration de ses vingt ans, et qui ont répondu à la lettre et au questionnaire envoyés en juillet 2008.



Association Pour la Médiation Familiale
APMF - 11 rue Beccaria, 75012 PARIS
Tel : 01.43.40.29.32 – Fax : 01.43.40.30.09
Email : apmf@apmf.eu Web : www.apmf.eu

Le 30 juillet 2008

Madame, Monsieur

Dans le cadre de la préparation de son colloque, « **Entre liberté et altérité: le conflit apprivoisé..** », les 14 et 15 novembre 2008, l'APMF fête ses 20 ans au service de la médiation familiale.

L'APMF a voulu pour cette occasion, initier un travail sur son histoire. Le Conseil d'Administration a donné mission pour ce travail à Eugénio Populin.

Trois objectifs ont été définis pour ce travail :

1. l'établissement d'un travail chronologique de l'évolution de l'APMF
2. une revue sur l'histoire de l'APMF à paraître pour le colloque
3. un projet d'interviews vidéo, pour le colloque.

Nous proposons aussi que ces documents soient exploités sur le site internet de l'APMF.

Vous êtes une des personnes qui ont marqué l'histoire de l'APMF et de ce fait, votre témoignage nous apparaît fondamental. C'est pourquoi nous vous sollicitons, en vous remerciant de bien vouloir nous faire parvenir par écrit votre réflexion, à partir de la trame des questions ci-jointe.

Nous vous serions très reconnaissants de nous renvoyer vos réponses pour le 1^{er} septembre, les délais pour la parution de la prochaine revue « Écrits et manuscrits » nous obligeant à cette exigence.

Nous vous souhaitons d'excellentes vacances et nous vous prions d'accepter tous nos remerciements ainsi nos plus sincères salutations.

Pour l'APMF,

Eugenio Populin
Marie Jo Fercot, administratrice
Isabelle Pasquier, administratrice

Trame de questions

Merci, après vous être présenté en quelques mots, de suivre la trame suivante :

- Quelles sont les raisons de votre engagement à l'A.P.M.F. ?
- Pendant le temps de votre présidence ou de votre engagement comme membre fondateur, quels ont été les points marquants que vous relevez dans l'évolution de l'association :
 - o Ce qui faisait débat ?
 - o Les choix qui ont été faits, pas faits ou pas pu être faits ?
- S'il fallait en choisir une, quelle anecdote aimeriez-vous raconter ?
- Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'A.P.M.F., et comment voyez-vous son avenir ?

Au fil du temps

L'Association pour la **P**romotion de la **M**édiation **F**amiliale est née le **2 juillet 1988**

Les membres fondateurs sont les personnes qui ont effectué une formation organisée à l'initiative d'Annie Babu à Montréal au printemps 1988 :

Annie Babu, Georgette Bertin, Françoise Bouthors, Marc Chapeau ;
Michèle Colombel, Gérard Coulon, Michel Deleau, Claire Denis, Michèle Fournanier,
Chantal Gingembre, Cécile Grandjean, Maryvonne Jaffrain-Randier, Muriel Laroque,
Hans Lehmann, Claude Lienhard, Philippe Mahouin, Etienne Mouret, Jacqueline
Mouret, Françoise Nérissou, Georgette Pélissier, Martine Péronnet,
Monique Rondeleux, Joëlle Rudin, Hélène Van Den Steen

Devant à gauche : Georgette Pélissier
2ème rang : 1 - Joëlle Rudin, 3 - Claire Denis,
4 - Maryvonne Jaffrain Randier
3ème rang : 2 - Hélène Van Den Steen,
3 - Claude Lienhard, 4 - Annie Babu,
5 - Françoise Nérissou, 5 - Marc Chapeau
4ème rang : à droite Françoise Bouthors



Photo 1

Devant, de gauche à droite : Maryvonne Jaffrain Randier, Claire Denis, Loraine Filion

2ème rang : derrière Loraine, Françoise Nérissou, Aldo Morrone (main sur l'épaule de Claire, Martine Perrone)

3ème rang : à droite Françoise Bouthors et à côté Claude Lienhard

Au fond : Marc Chapeau



Photo 1

Devant : Maryvonne Jaffrain, Claire Denis, Loraine Filion

2ème rang : Martine Perrone, Marc Chapeau, Aldo Morrone, Françoise Nérissou

Derrière : Claude Lienhard

Photo 3

Devant : Marc Chapeau, Maryvonne Jaffrain, Philippe Mahouin, Claire Denis, Françoise Nérissou



1988

- Statuts de 1988 (Voir Annexe 1)
- Annie Babu, et Georgette Pélissier sont élues Co-Présidentes (de 1988 à 1990)

1990

- Colloque Européen de Caen en association avec *l'Association des Amis de Jean Bosco*
- Élaboration et adoption du Code de Déontologie

1991

- Muriel Laroque est élue Présidente (de 1991 à 1995)

1992

- Élaboration de la Charte européenne de formation des médiateurs familiaux
- Journée d'étude : « *L'Enfant et la Médiation Familiale* »

1995

- Lancement de la « *Lettre de l'A.P.M.F.* »
- Journée d'étude « *Parents et Médiation Familiale* »

1996

- Journée d'étude « *Le Décret du 22 Juillet 1996* »
- Régionalisation

1997

- Jean-Claude Sury est élu Président (de 1997 à 1998)
- Modification des statuts

1998

- 4 décembre 1998 : en partenariat avec l'APME de Versailles et le CERAFF.
« *La Médiation Familiale 10 Années pour Demain* »
- Modification du code de déontologie
- Pierre Grand est élu Président (de 1999 à 2002)

1999

- Nouvelle plaquette A.P.M.F.



2000

- Modification du titre de l'association qui devient : **Association Pour la Médiation Familiale**
- Création du collège des médiateurs familiaux
- Journée d'étude sur « *La Professionnalisation* »
- Actualisation de la charte européenne de formation

2001

- Participation de l'A.P.M.F. aux consultations interministérielles (famille emploi, justice)
- Installation du siège social et bureaux de l'association rue Bécarrà à Paris
- Première embauche d'une secrétaire
- Journée d'étude « *Identité de la Médiation Familiale* »
- Participation au « Conseil National Consultatif de la médiation familiale »

2003

- Bernard Cortot est élu Président (de 2003 à 2006)
- Journée d'étude « *Éthique et Pratiques de la Médiation Familiale* »
- Première parution de la nouvelle revue de l'A.P.M.F. « *Écrits et Manuscrits de la Médiation Familiale* »
- Écriture du livret « *Pratique Éthique de Médiation Familiale* »
- Création de la commission des litiges qui deviendra « Commission des différends »

2004

- Colloque de Lille « *Des Modèles, Cadre et Processus* », avec la région Nord
- Journée d'études sur « *Médiation Familiale et Pratiques Sociales* »

2005

- Colloque de Bordeaux « *La Médiation Familiale, à quel Prix* », avec la région Aquitaine
- Première semaine nationale de la médiation familiale

2006

- Journée du Collège des Médiateurs Familiaux à Paris « A.P.M.F. et VAE »
- Colloque de La Rochelle « *Du Pouvoir et de L'Autorité* », avec la région Poitou Charente
- Modification des statuts ; création du Conseil des régions
- Premières journées d'étude de Montbard: « *L'Analyse de la Pratique* »,

2007

- Isabelle Juès est élue présidente
- Journées du collège des médiateurs familiaux à Dijon, « *La Confidentialité* »
- Journées de Montbard, « *Le Lien Social.* »
- Journées de Montbard: « *L'Évaluation* »
- Journée d'étude à Paris : « *Médiation Familiale et Protection de l'Enfance* »
- Élections des délégués régionaux
- Ouverture du site internet

<http://www.apmf.fr/>

Assis, de gauche à droite : Anne Delater,
Raoul Bouteille, Pascal Trunck,
Jean-Louis Matrod, Carole Jouasset
Debout : Aïssatou Condé, Dominique Lefeuvre,
Isabelle Pasquier



2008

- Journée d'études: « *Les Orientations Politiques de l'A.P.M.F.* »
- Journée du collège des médiateurs familiaux à Paris: « *La Déontologie* »
- Mission « archivage »
- Structuration financière des régions
- Les vingt ans : Colloque de Paris « *entre liberté et altérité, le conflit approuvé ?* ».



Si vous souhaitez vous procurer les documents cités,
contactez l'A.P.M.F. par écrit ou par téléphone.

11 rue Beccaria, 75012 PARIS - tél. 01 43 40 29 32 – fax 01 43 40 30 09
contact@apmf.fr
www.apmf.fr

Le temps des bâtisseurs

Marc CHAPEAU

*Médiateur familial
Membre fondateur de l'A.P.M.F.*

Membre fondateur de MÉDIATIONS 49, association créée en février 1992 qui gère et anime actuellement :

- Un service de médiation familiale avec une équipe de 8 médiateurs familiaux à temps partiel, pour deux ETP à ANGERS et CHOLET
- Trois « points rencontre » à ANGERS, CHOLET et SAUMUR
- Un relais parental à ANGERS

Médiateur familial, salarié à temps partiel, depuis 1992, j'ai cessé cette fonction lors de ma retraite en juillet 2005

Je suis resté investi dans cette association, comme membre du C.A., chargé de la communication et vice-président depuis juin 2008

- Par quel itinéraire suis-je arrivé à la médiation familiale ?

Éducateur Spécialisé exerçant la fonction de délégué aux tutelles prestations familiales ordonnées par le Juge des Enfants à l'UDAF de MAINE et LOIRE, j'ai été sollicité pour diligenter des enquêtes sociales ordonnées par les juges aux affaires familiales dans le cadre des séparations et divorces.

Lors d'une formation à cette activité, dispensée en novembre 1987 à l'EPE de PARIS, Annie BABU responsable et animatrice, revenant du QUÉBEC, nous fit l'éloge de la médiation familiale, nouvelle pratique d'aide à la gestion des conflits et d'accompagnement des parents avant, pendant ou après séparation. Ce fut pour moi une découverte et même une "révélation " pour mon nouveau parcours professionnel !

- Janvier 1988 : participation au colloque organisé par l'APME de VERSAILLES avec Loraine FILION
- 27 avril au 03 mai 1988 : MONTRÉAL: formation à la médiation familiale à l'institut de médiation avec Justin LEVESQUE et Aldo MORRONE, voyage et formation organisés à l'initiative d'Annie BABU
- Juin 1988 : membre fondateur de l'A.P.M.F., avec l'élection d'Annie BABU, présidente
- Novembre 1988 : participation au congrès européen de la médiation familiale à CAEN
- Novembre 1993 : module de sensibilisation à la médiation familiale, à l'EPE de Paris

- 1994, 1995, 1996 : formation de 280 heures à l'IEMF.

Mon engagement à l'A.P.M.F. répondait à "la conviction" que j'avais et que j'ai toujours en cette activité et les valeurs qu'elle développe, en particulier : responsabilisation des parents, coparentalité, intérêt de l'enfant et la nécessité de créer une structure pour promouvoir la médiation familiale et soutenir les professionnels.

Très mobilisé sur le terrain pour créer et développer un service dans mon département, je n'ai que peu participé aux travaux de l'A.P.M.F. sur PARIS, mais ai suivi avec intérêt la réflexion et l'évolution, en particulier: le code de déontologie, la participation au Conseil National Consultatif, le Diplôme d'État ...

L'A.P.M.F. au delà de ses vicissitudes est une structure reconnue, nécessaire tant pour les praticiens, les interlocuteurs officiels, politiques et financiers et doit être vigilante sur l'évolution de la médiation familiale vers des champs d'intervention plus larges, sans perdre ses valeurs fondamentales

Quelle énergie pour promouvoir, faire reconnaître et développer la médiation familiale, sur le plan national comme sur le plan local !!!

Bravo aux pionniers et à tous ceux et celles qui ont pris le relais et continuent !!!

Marc CHAPEAU, 63 ans, éducateur spécialisé

oOo

Claire DENIS

*Médiatrice familiale
Membre fondateur de l'A.P.M.F.*

- Mon engagement à l'A.P.M.F. ?

Mon changement d'activité professionnelle, pour devenir médiatrice, a coïncidé avec la naissance de l'A.P.M.F.. Je suis, par nature, fidèle.

Pour moi, pratiquer et penser la médiation est devenu un métier, et au delà, une véritable passion : L'A.P.M.F. a toujours été et reste l'un des lieux de débat où je peux rencontrer les médiateurs familiaux.

Elle est aussi pour moi le lieu du politique, de l'engagement citoyen au sein de la société civile- J'y porte et y défends ma propre vision de la médiation et de la place de la médiation dans la cité.

- Les points marquants dans l'évolution de l'association ?

De façon qui se voudrait objective : la création (qui faisait repère, lieu de rassemblement pour les médiateurs familiaux), le code de déontologie, la charte / formation, la professionnalisation, le livret éthique, les écrits (lettre puis revue), les rassemblements (colloques, journées d'études) – voir supra « au fil du temps » avec les dates –

De façon plus subjective : l'effort pour réunir – en premier lieu –, faire reconnaître la médiation et le métier de médiateur familial, en deuxième lieu- transmettre le métier – en troisième lieu.

J'ai œuvré à mon niveau dans la production d'écrits.

o Ce qui faisait débat

Il y eut beaucoup de débats, souvent emprunts d'affectivité et de passion – ce que j'ai écrit sur la fraternité dans une revue me semble bien aller à l'A.P.M.F. –

Ce qui a fait débat : les orientations à prendre pour le métier – identité de la médiation familiale, repères et limites par rapport à la pratique de médiation familiale ; professionnalisation ou non ? Orientations politiques de l'association vers la promotion, la formation, la recherche, les relations avec la justice (avec des désaccords sur les voies à prendre)...

Et par ailleurs, en interne : les relations région - national, l'organisation de l'association, les relations de pouvoir et d'influence au sein de l'association, la représentativité des administrateurs ou d'autres personnes, en lien avec les administrateurs.

J'ai regretté tous les débats qui n'ont pas eu lieu : débat sur « médiation et médiation familiale » ; travail de distinction des différents modèles et représentations de la médiation ; reconnaissance des différents « cou-

rants » et luttes d'influences (intérêts sous-jacents) au sein de l'association. J'ai beaucoup écrit en ce sens.

o Les choix qui ont été faits, pas faits ou pas pu être faits...

Les choix de l'A.P.M.F. ont toujours été, de mon point de vue, dans le sens de la promotion de la médiation familiale (commercialisation de la médiation familiale), du développement de la formation, de la professionnalisation, de la reconnaissance institutionnelle du métier. Sont venus en second lieu le travail d'écriture et de recherche (ce que j'aurai placé en priorité).

Pour moi nous n'étions pas prêts pour la professionnalisation (nous n'étions pas assez « assurés », nous n'avions pas suffisamment fait le travail de clarification des modèles, de recherche sur les pratiques et les étayages théoriques qui pouvaient les soutenir). J'ai regretté le développement sans limite des formations et la façon dont la VAE s'est déroulée (manque de préparation)

– J'aurai beaucoup d'anecdotes à raconter ...

Une peut être parmi tant d'autres : Hans avait pris la succulente habitude de jeter des tablettes de chocolat (Belge) sur la table du conseil d'administration... Le moment était-il choisi ? Je ne saurais le dire et je n'ai jamais osé le demander. Généralement, les administrateurs abandonnaient la saveur des mots pour fondre sur le chocolat et je n'étais pas la dernière à m'en délecter ! J'aimais ces instants de convivialité, de rires et de gourmandises échangées : les querelles fondaient alors comme chocolat au soleil. Et pourtant, il n'y a pas si longtemps, le chocolat me laissa un goût amer : nous parlions de la VAE et j'écoutai, sidérée, des administrateurs justifier une passation de VAE fort peu dans les règles... et le chocolat vint à point nommé pour éluder la question épineuse ! Je ne tirerai pas la morale de l'histoire.

- Avenir de l'A.P.M.F.

L'A.P.M.F. continue à travailler... Elle est peut être en train de récolter les fruits semés de la professionnalisation accélérée (des fruits de diverses qualités. Je pense que l'A.P.M.F. a encore et encore un travail à faire sur l'exercice démocratique en son sein. J'aimerais voir l'A.P.M.F. s'orienter vers la recherche, le travail de fond sur éthique, déontologie, les écrits... et par ailleurs, devenir une association de praticiens (distincte de la fédération – association d'employeurs de médiation familiale).

oOo

Muriel LAROCHE¹

Avocat

Membre fondateur de l'A.P.M.F.

Présidente de l'A.P.M.F. de 1991 à 1995

Inscrite au Barreau de Paris en 1972, j'ai très vite été intéressée, non par le Droit des Affaires, choisi principalement par mes confrères masculins, mais par l'histoire du sujet, sa trajectoire, d'où une attirance forte pour le Droit des Personnes et le Droit Pénal (dans lequel je suis spécialisée depuis 1994)

J'ai donc débuté ma carrière avec quelques dossiers de divorce, époque où seul le divorce pour faute existait.

Il a fallu attendre la loi du 11 juillet 1975 pour que soient instituées quatre formes de divorce (exception française sur la scène européenne) dont la procédure de divorce par consentement mutuel : fantasme de réussir son divorce face à l'échec du mariage.

Tollé des avocats de l'époque, qui craignaient un manque à gagner... par cette procédure simplifiée qui pouvait être diligentée par un avocat unique.

Leur crainte s'avéra infondée d'autant plus que ces divorces consensuels étaient en réalité des accords souvent bâtis à la hâte, faute de temps et de notre méconnaissance quant à la dimension psychologique du conflit.

Pour ces raisons et pour d'autres, il y eut une augmentation des instances modificatives après divorce, asphyxiant un peu plus les Juges aux Affaires Matrimoniales, devenus Juges aux Affaires Familiales en 1993.

Au fil des années la déception du justiciable face à une justice carencée, lente, complexe, coûteuse dans les procédures conflictuelles, l'évolution des mentalités séduites par les idées de la Révolution : "le droit au bonheur s'oppose au mariage à perpétuité" amènent les parents en instance de divorce ou séparés, à refuser une justice imposée et à retrouver la maîtrise des conséquences de leur désunion.

A l'insatisfaction croissante des clients se doubla celle des avocats: beaucoup d'efforts développés pour de maigres résultats...

Au vu de ces constatations, j'ai donc effectué en avril 1988 un stage à Montréal organisé par Annie BABU et dispensé par Aldo MORRONE et Justin LEVESQUE.

Enthousiasmée par la formation délivrée par les Canadiens, et comprenant que la Médiation familiale pouvait devenir un outil performant pour les professionnels de la famille, notre groupe composé principalement de travailleurs sociaux, association de thérapeutes, quelques juristes et parents ont décidé de fonder en juin 1988,

¹ Avocat spécialisée au barreau de Paris en droit des personnes et en droit pénal, membre de la commission du droit de la famille au Barreau de Paris, présidente des avocats de la famille (A.A.F)

l'A.P.M.F., dont l'objectif principal était de promouvoir la Médiation familiale et de coordonner des actions permettant sa diffusion.

En ma qualité de déléguée du Bâtonnier de Paris dès 1988, je sollicitais du Président des Affaires Familiales de Paris, Monsieur GOUDON, la réunion de l'ensemble des Juges de la Famille pour leur faire partager "mon irrésistible engouement pour la Médiation familiale" (B. BASTARD).

Le Président GOUDON m'informa que vraisemblablement j'aurai grand peine à leur communiquer mon enthousiasme, raison pour laquelle je demandais à Georgette PELISSIER, Juge aux Affaires Familiales à Chartres, (qui avait également participé à la formation à Montréal) de m'aider à convaincre ses collègues magistrats.

Toutes deux nous conservons encore un souvenir cuisant d'avoir été la risée des Juges qui se gaussaient de la nouvelle venue d'un homme providentiel le Médiateur, homme orchestre aux multiples casquettes qui allait être capable de résoudre les conflits à leur place avec sa baguette magique.

Je me rappelle également que mes confrères avocats parisiens estimaient que "je sciais la branche sur laquelle j'étais assise" puisque nous étions parfaitement compétents pour réussir des divorces à l'amiable sans l'aide d'une tierce personne.

Or, les années ont passé et j'ai l'occasion de retrouver les mêmes magistrats dans des colloques se faisant des ardents défenseurs de la Médiation, certains aujourd'hui à la retraite se targuant d'effectuer avec succès des médiations privées grâce à leur seule expérience de Juge...

Aujourd'hui, nul ne contestera que la médiation familiale est, fort heureusement bien ancrée dans l'esprit des professionnels, même si l'on peut regretter qu'elle n'ait pas totalement acquis ses lettres de noblesse.

C'est pourquoi, l'A.P.M.F., très tôt, a pris conscience que pour être crédible, le recours à un texte légal était nécessaire.

L'A.P.M.F. s'est battue pour obtenir une loi sur la médiation familiale; d'autant plus que lors de notre premier congrès européen à Caen sur la médiation familiale, les pouvoirs publics nous ont clairement fait savoir que l'idée de médiation familiale était séduisante, encore fallait-il faire nos preuves...

Parallèlement, de nombreux Centres de Médiation Familiale s'implantaient en province (environ 80) avec le risque que d'une année sur l'autre les subventions dont ils avaient bénéficié ne seraient pas renouvelées l'année suivante.

Bons nombres de Juges, à l'époque, écartaient la Médiation, au motif, que malgré les dispositions de l'article 21 du code de Procédure civile, aucune loi n'existait.

C'est pourquoi l'A.P.M.F. a fait le siège de la Chancellerie, convaincu Monsieur DELATTRE, député PS en 1989, pour qu'il soutienne un projet de loi instituant la Médiation devant les juridictions de l'ordre judiciaire.

Il est utile de rappeler que ce projet de loi interdisait l'exercice de la Médiation à titre professionnel afin de ne pas surtout instaurer une nouvelle profession ...

Dans une atmosphère particulièrement houleuse, le 5 avril 1990, accompagnés de nombreux incidents dus à la suite d'une erreur dans le maniement du vote électronique, le texte a tout d'abord été rejeté, un second vote a été décidé.

Défendu par le Garde des Sceaux, Monsieur ARPAILLANGE, devant une Assemblée désertée par l'UDF et le RPR, seuls les socialistes l'ont voté, les communistes l'ont rejeté.

En 1990, l'A.P.M.F. se dota d'un code de déontologie et en 1991 diffusa la Charte Européenne de formation à la Médiation familiale, consciente que le développement de la médiation familiale passait incontestablement par une solide formation professionnelle puisque bon nombre de parlementaires dont le sénateur PS : M. DREYFUS-SCHMIDT, raillait dans sa séance du 20 octobre 1994² les officines composées de personnes qui prétendent se former à la fonction de médiateur en 8 jours et qui, le plus souvent ne sont pas juristes et qui s'interrogeait sur : "*qui va payer ? Cette médiation ne va pas être gratuite, alors que faite par le Juge, elle l'est!*"

L'A.P.M.F. a dû batailler ferme, multiplier les rencontres, convaincre la Chancellerie pour que soient prises en compte ses propositions afin que soit votée la loi du 5 février 1995 sur la Médiation Judiciaire.

Consciente que le conflit familial était spécifique, notre association a également œuvré pour obtenir un texte propre à la médiation familiale.

Actuellement bon nombre de Juges aux Affaires Familiales (et peut-être plus spécialement en province et en banlieue parisienne) sont convaincus de l'apport essentiel de la médiation familiale qui permet incontestablement la réalisation d'un accord durable des parents dans l'intérêt des enfants. Il en est de même pour les avocats exerçant en Droit des Personnes.

Mais, ce qui faisait débat à l'époque et qui semble se perpétuer aujourd'hui, est une certaine réserve entre les médiateurs et les avocats.

Il est évident qu'il existe des spécialités propres à chacun de nous quant à la formation, aux concepts ainsi que bon nombre de complémentarités puisque ces deux professionnels tentent de pacifier le conflit pour dégager une entente pérenne.

C'est la raison pour laquelle Marie THÉAULT et moi-même avons, en 1994, coécrit : "*Notre enfant d'abord*"² afin de tenter d'illustrer que nos deux professions peuvent et doivent cohabiter dans l'intérêt d'une famille désunie.

Mais pour qu'un véritable partenariat s'instaure entre nous, il est indispensable de respecter les rôles de chacun, d'accepter nos différences : le secret en médiation est mal vécu par l'avocat élevé au biberon du "judiciaire et du respect du contradictoire"; le médiateur estime à tort ou à raison, que la présence souhaitée chez certains avocats des parties aux séances de médiation est inopportune.

Or, vingt ans après, force est de constater, que si chacun reconnaît l'autre, (mais ne l'écoute pas toujours), un partenariat efficace à toujours du mal à s'ancrer, notamment à Paris.

L'avocat reste pourtant convaincu que le médiateur est l'interlocuteur privilégié pour reconstruire un lien familial en redonnant le pouvoir aux parents, d'autant plus que la déjudiciarisation souhaitée par les professionnels de la Famille vient de faire l'objet de 34 propositions sur les 65 présentées par la Commission GUINCHARD au Garde des Sceaux.

² LAROQUE Muriel, THÉAULT Marie. *Notre enfant d'abord*. Albin Michel. 1979

La confortation et l'extension de la médiation familiale ainsi que le développement des modes alternatifs de règlement des litiges familiaux dont le droit Collaboratif constituent des mesures prioritaires.

Il est certain que la justice participative est aujourd'hui l'avenir et qu'il nous appartient d'œuvrer les uns et les autres afin de nous compléter dans l'intérêt des enfants.

L'A.P.M.F. doit, bien entendu, continuer à jouer un rôle majeur dans la concrétisation de ces nouveaux modes de résolution des conflits prônés par les professionnels de la famille, les Pouvoirs Publics et surtout par les intéressés eux mêmes.

oOo



Muriel Laroque

Hans LEHMANN

Membre fondateur de l'A.P.M.F. (Suisse)

Mon parcours de militant pour la promotion de la médiation familiale commence par l'association de parents d'élèves du primaire lorsque ma première fille y allait et mon intérêt du bien-être de l'enfant...

J'ai passé par l'étape du divorce après dix-huit ans de vie commune et suivi peu après d'une séparation en étant chaque fois devenu père. J'ai ressenti un terrible dysfonctionnement de la société, les enfants étaient arrachés à un de leurs parents et ce parent est généralement un père.

De quel droit la société peut-elle priver un enfant d'un parent qui n'a pas déchu de sa capacité éducative et affective ?

Ces constatations m'ont amené à des réflexions sur mon histoire, l'histoire de mes partenaires et l'histoire de la société.

Je suis passé à l'action en participant au mouvement des pères (M.C.P.). A travers cette association, je suis devenu cofondateur de Parents Forever International (PFI) et participé à des rencontres à Paris, Bruxelles, Odensee, Londres, Strasbourg, Cambridge où j'ai eu le plaisir de faire connaissance de **la médiation familiale** lors d'une réunion de PFI les 1^{er} et 2 novembre 1986, Prague, Luxembourg, Genève (1^{er} octobre 1988, 1^{er} colloque international sur la médiation familiale) et même Kansas City, Toronto.

Depuis lors, et c'était dans l'air du temps, je suis devenu un promoteur persévérant de cette pratique. En effet, la responsabilité individuelle est développée, les compétences de chaque parent sont valorisées dans l'intérêt de l'enfant. J'avais réussi à instaurer une garde alternée avec l'autre parent en 1984 déjà lorsque cette deuxième fille avait six ans.

Il est devenu pour moi évident de promouvoir ce processus lors d'une séparation et, grâce à un réseau européen, de participer à une formation dans ce domaine. Annie Babu, organisatrice de ce parcours, a accepté un militant de la paternité à faire partie d'un groupe de professionnels du droit, du social, du thérapeutique, et celui-ci n'avait pas un de ces pré-requis. J'ai donc pu faire le saut pour me former à la médiation familiale à Montréal au printemps 1988.

Depuis lors, j'ai eu le plaisir et l'honneur d'être parmi les fondateurs de l'A.P.M.F. (Association pour la promotion de la médiation familiale) dont la première réunion s'est déroulée le 2 juillet 1988 à Paris et la première présidente en a été Annie Babu.

Cela m'a permis de devenir cofondateur de l'Association Genevoise de Médiation Familiale (AGMF) devenue peu après Groupement Pro Médiation (GPM), de l'Association Suisse de Médiation Familiale (ASMF) devenue maintenant l'Association Suisse de Médiation (ASM) et de la Maison genevoise des Médiations (MgeM) et plus récemment de l'Association MédiationS (AM'S) à Genève.

Les rencontres que j'ai faites et la stimulation qu'elles ont exercées m'ont amené à créer une permanence dès 1989 jusqu'en janvier 2003 dans laquelle j'ai pu utiliser les outils de la médiation et permettre à bien des enfants de maintenir des relations avec les deux parents.

C'est vers quoi je poursuis mon action. Culturellement, chaque sexe est encore dans un certain carcan. L'un doit être pourvoyeur et l'autre reste dans la dépendance. Peu de pères ont su prendre leur responsabilité de parent. La médiation ouvre des perspectives permettant d'établir un équilibre et progressivement d'aller vers une culture plus équivalente.

- Pendant le temps de votre engagement quels ont été les points marquants que vous relevez dans l'évolution de l'association ?:

Dès le départ, il a fallu tendre vers la compétence et la qualité des prestations. Les médiateurs familiaux allaient prendre la place aux avocats, aux thérapeutes et aux assistants sociaux. Un code de déontologie et d'éthique ont été établis. Les formations ont été améliorées.

Il a fallu démontrer que les résultats d'une médiation familiale avaient des conséquences positives pour toutes les parties engagées, y compris l'État, dans ce processus et que la médiation familiale méritait d'être soutenue. Ce que l'A.P.M.F. a progressivement réussi.

La professionnalisation du médiateur a été un objectif important. Et la VAE (validation des acquis par l'expérience) par un diplôme d'état en est une reconnaissance.

Il a fallu un engagement personnel de chacun pour poursuivre l'implantation de la médiation familiale dans les milieux concernés qui craignaient la concurrence.

Les pionniers ont eu une foi de charbonnier pour persévérer dans cette nouvelle approche d'apaisements des conflits familiaux.

La seule chose qui me paraît encore à faire : une majorité de pères ne savent pas combien ils sont importants pour leur enfant. Ils doivent apprendre à prendre leur place en complément à l'autre parent. Cette mutation de la société se fait trop lentement. (Annexes : Le changement d'identité masculine, Walter Hollstein 1994 et Équivalence parentale, H. Lehmann 1999)

- S'il fallait en choisir une, quelle anecdote aimeriez-vous raconter ?

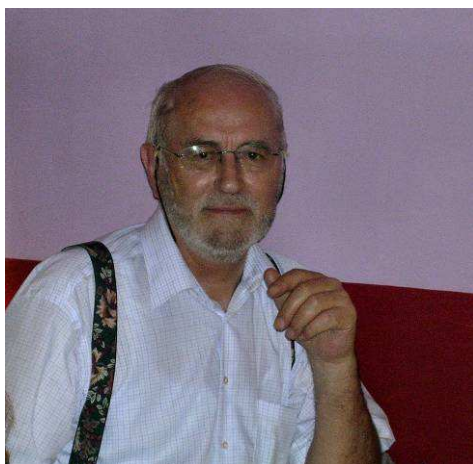
J'ai oublié ma fille le 2 juillet 1988.

Elle m'accompagnait ce jour-là à Paris. (!)

- Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'A.P.M.F., et comment voyez-vous son avenir ?

Je porte un regard admiratif au travail accompli durant ces vingt ans d'existence par tous ceux et surtout celles qui ont constitué une base solide sur laquelle se construit une nouvelle vision de l'humanité en développant des responsabilités individuelles respectant l'enfant.

oOo



Hans Lehmann

Joëlle RUDIN

*Psychologue psychothérapeute, médiatrice familiale
Membre fondateur de l'A.P.M.F.*

Ma vision de l'Histoire de l'A.P.M.F.

Je suis médiatrice familiale et psychologue psychothérapeute. Psychothérapeute d'enfants au départ puis thérapeute familiale et de couple, je pratique la médiation familiale depuis 1990. Je suis inscrite au Collège des Médiateurs Familiaux de l'A.P.M.F. depuis 2001 et titulaire du Diplôme d'État de Médiateur Familial.

J'étais psychologue dans un service qui réalisait des enquêtes sociales et des expertises demandées par les Juges aux Affaires Matrimoniales de l'époque. Parallèlement j'étais psychothérapeute d'enfants. Il m'est rapidement apparu que la réponse apportée au conflit parental lors du divorce n'était pas adaptée, en particulier par rapport aux enfants, otages d'un conflit.

De 1982 à 1986, j'ai participé à la création d'un service où nous apportons une aide aux parents divorcés. Cet accompagnement des parents autour de la séparation dans une approche systémique allait dans le sens d'une idée de médiation familiale, dont je n'avais pas encore entendu parler à l'époque. En 1987 j'ai entendu parler de la médiation familiale qui se pratiquait aux USA et au Québec. J'ai fait partie, en avril/mai 1988, du groupe pluridisciplinaire de 24 personnes réunies par Annie BABU qui était composé de travailleur social, avocat, magistrat, président d'association de parents divorcés, enseignant, psychologue, qui partageons le même point de vue et sommes allés découvrir la médiation familiale à Montréal et nous former. La médiation familiale m'est apparue être le prolongement de ma recherche et de la pratique professionnelle que je tentais de développer.

Au retour, nous avons fondé l'A.P.M.F. (Association pour la Promotion de la Médiation Familiale) le 2 juillet 1988, « afin d'étudier, de promouvoir, et de mettre en œuvre tous moyens appropriés pour favoriser la résolution par la médiation des problèmes liés à la rupture des couples et de coordonner toutes ses actions », afin de faire connaître et développer la médiation familiale en France.

Le premier acte de l'association a été de rédiger un code de déontologie. Puis, de coorganiser avec l'Association des Amis de Jean Bosco le premier colloque de Médiation Familiale à Caen en 1990.

Des groupes de réflexion avec des magistrats ont également été mis en place.

En 1995, La Lettre de l'A.P.M.F. et la création du PIF (délégation Paris Ile de France) a vu le jour.

La mise en place d'une commission de réflexion et de propositions autour de la place de la médiation familiale dans le droit de la famille a été pour moi une étape impor-

tante. Nous avons été auditionnés en 1999 par le groupe de travail pour la réforme du droit de la famille chargé de proposer une nouvelle loi qui modifierait le divorce, où la médiation familiale serait incluse et reconnue. Il s'en est suivi également, au sein de l'A.P.M.F., une réflexion sur l'injonction de la médiation familiale par le juge et sur son financement (gratuité des premiers entretiens).

Un autre débat, a été également la régionalisation de l'A.P.M.F., ainsi que la professionnalisation, en 2000. Au départ, les membres adhérents de l'association étaient des sympathisants de la médiation familiale qui ne la pratiquaient pas forcément.

L'A.P.M.F. est devenue peu à peu une association de médiateurs familiaux. La modification de son nom a fait l'objet de discussions (Association de Praticiens...), ainsi que le maintien des adhérents non médiateurs dans l'association. D'autres débats avaient eu lieu sur l'accréditation des médiateurs familiaux. Le Collège des Médiateurs Familiaux a été créé en 2001.

Après la professionnalisation, c'est la participation de l'A.P.M.F. au Conseil Consultatif National de la Médiation Familiale qui a été discutée. Fallait-il y participer ? Deux tendances se sont affrontées. L'histoire de l'A.P.M.F. a été marquée par des débats et des oppositions entre différentes tendances ou personnes. Malgré cela, elle a été le creuset du développement et de la reconnaissance de la médiation familiale en France, en particulier par rapport à l'instance judiciaire. La nouvelle bataille pourrait être de développer la déjudiciarisation de la médiation familiale.

oOo

Hélène VAN DEN STEEN

*Médiatrice, professeur en médiation (Belgique)
Membre fondateur de l'A.P.M.F.*

- Quelles sont les raisons de votre engagement à l'A.P.M.F. ?

Dès 1984, je me suis engagée dans des associations de Parents séparés (Addemas, Parents pour Toujours, Parents Forever International) en vue d'aider certains parents dans les difficultés qu'ils rencontrent lors de situations de séparations (psychologiques, juridiques, sociales...). A l'époque j'effectuais une recherche sur « l'intérêt de l'enfant dans les décisions de divorce » pour l'Université (UCL – Louvain-la-Neuve – Belgique). Ma recherche se voulait tant théorique (analyse de la jurisprudence) que pratique (situations concrètes). À l'occasion d'une rencontre internationale de Parents Forever International (PFI) j'ai rencontré diverses personnes engagées dans la même démarche (Stéphane Ditchév, Hans Lehmann...). Dès cette époque une rencontre de PFI à Cambridge avec un service de médiation nous a confortés dans le souhait de développer cette nouvelle pratique de la médiation comme approche appropriée pour les familles en rupture. La médiation a fait l'objet de promotion (dépliants) dans les divers pays européens membres de PFI, de nombreuses réunions et une conférence ont été organisées (ex. Colloque à Genève - 1988)... Par l'intermédiaire de PFI (Stéphane Ditchév), j'ai eu l'occasion de rencontrer Annie Babu. J'ai participé à un séminaire à Montréal (1987) avec des professionnels francophones (+/- 20) venant de Belgique, France, Suisse, Portugal... Suite à cette formation intéressante, les participants du groupe ont souhaité s'associer en vue de **coordonner, de développer, d'échanger autour de cette nouvelle pratique professionnelle**. J'ai donc participé à la création de l'A.P.M.F. dans ces buts.

La médiation met en avant la coopération. Trop souvent cette dernière est mise de côté au profit de la compétition, de l'individualisme. Dommage !

- Pendant le temps de votre engagement comme fondateur, quels ont été les points marquants que vous relevez dans l'évolution de l'association ?

o Ce qui faisait débat

La promotion, la définition de la médiation familiale, le lien entre médiation et autres professionnels, les moyens financiers, la représentation de l'A.P.M.F. auprès des institutions, dans des conférences..., les thèmes des divers colloques envisagés...

- Les choix qui ont été faits, pas faits ou pas pu être faits...
Au départ, comme je l'ai précisé, les fondateurs étaient d'origines professionnelles différentes mais aussi issus de divers pays francophones. Je regrette que l'A.P.M.F. soit devenue franco-française. Nous avons pourtant tout intérêt à des échanges autour de nos pratiques, à théoriser autour de cette nouvelle profession. La médiation a en effet différents modèles... Notre pratique de médiation nous différencie aussi à travers nos cultures. J'ai pu le confirmer dans un séminaire (franco-belge, allemand, américain) auquel j'ai participé en 1994 (hors A.P.M.F.).
Je regrette aussi d'avoir passé un temps exagéré à définir la médiation familiale : dans / hors séparation / divorce... alors que la médiation familiale touche les différentes générations, les conflits de couples... Il valait mieux clarifier la place du médiateur au sein des 7 familles (conseiller conjugal, travailleur social, psychologue, éducateur, avocats, magistrat).
- Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'A.P.M.F., et comment voyez-vous son avenir ?
Plus de coopération entre membres, entre formateurs. Échange de compétences entre professionnels. Les colloques, conférences, réunions en ateliers..... sont de bonnes démarches dans le développement de la médiation. Plus de collaborations pour mieux avancer ! C'est en cela que j'émets l'idée de « poursuivre le chemin avec d'autres chaussures ».

oOo

La consolidation

Françoise ANCELLIN

*Médiatrice familiale
Administratrice de l'A.P.M.F. depuis 1998
Trésorière de 1998 à 2007*

Ni membre fondateur, ni présidente, j'ai été trésorière de l'A.P.M.F. pendant une dizaine d'années.

Je suis arrivée à la médiation familiale bien avant d'adhérer à la l'A.P.M.F.

Au printemps 1988, inscrite à une formation à l'Enquête Sociale de l'EPE, Annie Babu, responsable de cette formation, annonçait déjà le déclin de cette pratique au profit de celle de la médiation familiale qu'elle avait découverte avec enthousiasme au Québec.

Pour partager celui-ci, elle organisait la même année un voyage au Québec avec des professionnels sensibilisés aux difficultés liées au divorce, à la séparation et à la façon dont la loi se substituait au pouvoir décisionnel des parents débordés par leur conflit.

J'ai suivi une première semaine de formation à la médiation familiale avec Justin Lévesque et Aldo Morrone puis une seconde dite d'approfondissement l'année suivante.

Puis j'ai assisté au Congrès Européen de la Médiation Familiale de Caen, à l'issue duquel Annie Babu m'a convaincue de m'inscrire à la première formation longue dispensée par l'organisme qu'elle créait : l'IEMF.

Jusqu'en 1998, j'ai adhéré à l'A.P.M.F. de façon irrégulière.

Le besoin de me rapprocher de façon active de l'A.P.M.F. est né d'un désir de formation permanente, de partager les interrogations issues de ma pratique, d'évolution dans celle-ci, d'être rassurée dans les difficultés rencontrées.

En 1998, pour seconder Pierre Grand, trésorier de l'Association depuis plusieurs années, qui acceptait de prendre la Présidence de l'A.P.M.F., j'ai proposé « d'aider à la trésorerie » (peu importante à cette époque), proposition qui a pris avec le temps l'ampleur d'une fonction.

- Les points marquants dans l'évolution de l'Association vus par le trésorier

- Grâce au travail mené par Pierre Grand pour la reconnaissance de la médiation familiale et la pertinence de l'Association, l'obtention de subventions de la DGAS, de la Chancellerie et de la CNAF.
- L'acquisition d'un local en 2001 et l'embauche d'une première secrétaire : l'association obtenait une visibilité, une permanence téléphonique, un lieu de réunion et de regroupement des archives.
- Grâce au dynamisme et l'expérience de Martine Marchand pendant le temps (écourté pour des raisons de santé) consacré à l'A.P.M.F. comme trésorière adjointe, ont été mis en place :
 - Le remboursement en totalité des frais de déplacement des administrateurs pour toutes les réunions, y compris celles des commissions,
 - L'adjonction des services d'un expert comptable, jugé indispensable compte tenu de l'augmentation du compte d'exploitation de l'association.
- Pendant la présidence de Bernard Cortot, l'acquisition de moyens financiers plus importants a facilité :
 - L'embauche d'une secrétaire de direction devenue la charpente de l'Association.
 - Le soutien au développement de la régionalisation par le vote d'un budget annuel dont la gestion a été confiée au Conseil des Régions et le financement d'un téléphone portable par région constituée.
 - La parution de la nouvelle Revue de l'A.P.M.F. en 2003 et l'organisation d'un premier colloque à Lille en 2004, puis à la Rochelle en 2006 qui se sont tous les deux autofinancés.

Ce sont les aspects principaux dont je me souviens, la liste n'est cependant pas exhaustive.

- L'avenir de l'A.P.M.F..

- Que l'A.P.M.F. devienne une association de professionnels et de professionnels seulement.
- Que l'A.P.M.F. soit un lieu de partage, de débat, d'élaboration, de rapprochement avec d'autres médiateurs, un lieu de transcription de la parole des professionnels, parution de revues, d'écrits.
- Que l'A.P.M.F. soit une cellule de veille, garante du respect de l'éthique de la médiation.

oOo

Stéphane DITCHEV

*Médiateur familial
Administrateur de 1996 à 2006*

Vingt ans de médiation familiale & l'A.P.M.F. Vingt ans d'A.P.M.F. & de médiation familiale

Vingt ans déjà...
Mais vingt ans quand même...

Vingt ans déjà... Vingt ans, c'est une génération... Et vingt ans pendant lesquels il y a eu beaucoup de choses réalisées. Et beaucoup de choses ont changé : les relations entre les hommes et les femmes, donc entre pères et mères, le mariage, le non-mariage, les naissances hors mariage, la norme sociale, la liberté, les libertés...

L'histoire de la médiation familiale s'inscrit dans l'histoire de l'évolution de la famille. Or, ces vingt dernières années, c'est le temps de l'histoire d'une révolution de la famille, "la" famille prise comme unicité. C'est le temps et l'époque du questionnement : "famille, espace public / espace privé ?" C'est le temps où la liberté individuelle prime sur la norme sociale. C'est le temps d'évolution sociale où le couple n'existe plus dans sa durabilité et sa pérennité... Maintenant, c'est "Le couple, si je veux, quand je veux !" (par comparaison), sans en rendre compte à personne...

En vérité, il faut reculer encore un peu dans le passé, de vingt ans encore, pour comprendre ce qu'il s'est passé dans l'évolution des mentalités dans les familles, concernant les rapports entre les hommes et les femmes... Et vingt ans de plus, c'est 40 ans, et c'est 1968 ! Cependant, "68" a été fait (quelle que soit la vision de chacun...) en particulier par les jeunes de vingt ans, c'est-à-dire ceux nés en 1948 ! Or, les après-guerres sont des périodes de grands changements, des périodes où l'on dit que l'avenir ne sera plus jamais comme avant.

Est-ce qu'il faudra bientôt ajouter une autre étape, un autre laps de temps de vingt ans ? De 2008 à 2028 ? A partir de 2008, où une crise très particulière, financière, économique, et mondiale est en train de changer profondément les mentalités et les liens de solidarité !

Ces 2 ou 3 fois vingt ans représentent des étapes, des dates, mais c'est tout autant tout ce qui se passe pendant les vingt ans... Les familles évoluent, les gens évoluent, les pratiques professionnelles évoluent, les langages évoluent...

Je me souviens que parler de médiation familiale, il y a vingt ou trente ans, ne signifiait rien, quasiment rien pour tous. Lorsqu'on disait "médiation familiale", tout le

monde nous disait : qu'est-ce que c'est ? Cela n'existe pas ! On ne comprend pas ! On ne peut rien faire puisque les parents ne s'entendent pas !

Dès 1976/1977, lorsqu'à quelques-uns nous parlions déjà de trouver une autre façon de divorcer, c'était non seulement l'inconnu, mais cela évoquait d'énormes réticences, et même des résistances.

Et maintenant, la médiation familiale existe bel et bien, et a droit de cité. Beaucoup, maintenant, ont bien compris que le problème n'est pas le divorce, en soi, mais la façon dont le divorce se passe et est vécu ; l'essentiel est le travail sur la relation entre les personnes liées d'une façon inaliénable par l'enfant et le lien de filiation.

Vingt ans de médiation familiale & A.P.M.F. Vingt ans d'A.P.M.F. & de médiation familiale

- L'histoire de la médiation familiale se confond, en France avec l'histoire de l'A.P.M.F.... où à peu près... L'A.P.M.F. est née en 1988 avec le début de la pratique de la médiation familiale en France, mais la médiation familiale existait déjà avant depuis une dizaine d'années, elle était en recherche et en élaboration... Il y a eu les balbutiements, les atermoiements, les hésitations, et surtout les débuts de la conceptualisation, c'est-à-dire concevoir que cela puisse exister et que cela soit possible, et ensuite concevoir la médiation familiale elle-même !
- La médiation familiale n'a pu exister que parce que la réflexion sur la médiation familiale a été "un carrefour" de pensées entre parents et différents professionnels. De là est né un nouveau corps professionnel qui s'affirme de plus en plus. Espérons que ces professionnels et les institutions n'en dévoieront pas les espérances des familles...
- L'A.P.M.F. a donc regroupé, dès le début, des gens autour de la médiation familiale. Rappelons qu'à l'époque de sa création l'A.P.M.F. était une association de PROMOTION de la médiation familiale, car la médiation familiale ne se pratiquait pas vraiment encore... L'A.P.M.F. a regroupé des professionnels divers, et des parents.
- Après le premier colloque sur la médiation familiale organisé par Parents Forever International, en octobre 1988, à Genève, la création de l'A.P.M.F. et le colloque de Caen en novembre 1990 ont vu éclore un début de déontologie, et ont posé les bases d'une formation longue. La médiation familiale était sur le bon chemin...
- Quel chemin avons-nous parcouru depuis en vingt ans ? Dès les années 77/78, nous pensions et nous avons déjà perçu plusieurs pistes de travail pour concevoir la médiation familiale avec un nouveau corps professionnel à créer :
 - 1.- Désamorcer le conflit par le dialogue, être en face à face ou côte à côte plutôt que dos-à-dos, apaiser les relations, sortir des rapports de force ;
 - 2.- Traiter, évacuer la culpabilité et la culpabilisation, faire la part entre ce qui est répréhensible et d'ordre pénal, de ce qui est le "reproche" et d'ordre privé ;
 - 3.- Comprendre ce qui se passe dans le désamour, faire le point dans l'évolution du couple et des relations interindividuelles ;

- 4.- Penser la nécessité d'un droit concrètement égalitaire entre père et mère, égales responsabilités parentales, parité et respect quant aux modèles et rôles hommes / femmes, et droit de l'enfant à garder ses deux parents ;
 - 5.- Sortir des stéréotypes surannés et sexistes quant aux images des père et mère, vu l'évolution des individus dans nos sociétés ;
 - 6.- Partir de l'idée que l'enfant a vraiment besoin de ses deux parents, et que c'est un besoin fondamental ;
 - 7.- Examiner les questions financières et matérielles sur des bases concrètes et objectives, afin de chasser le marchandage et les surenchères ;
 - 8.- Favoriser une négociation ouverte, juste et équilibrée entre les parents ;
 - 9.- Trouver des solutions, des issues, des accords que les parents construiraient eux-mêmes ;
 - 10.- Prendre du temps, mais aussi limiter le temps... ceci dans un lieu convivial, un cadre spécifique et approprié où le temps serait celui des familles concernées.
- Sommes-nous arrivés à nos buts, après vingt de pratique de médiation familiale ? Peut-on faire un bilan ? Sur quels points faut-il encore continuer à avancer ?
 - Après avoir bien progressé dans les années 90, la médiation familiale a l'air de faire du "sur place", n'arrive pas à étendre son public. Est-ce vrai ? Pourquoi ? Le public concerné représente toujours une très faible proportion des 400 000 demandes de divorce en France et demandes hors divorce pour des questions d'autorité parentale et d'argent... Où se situent les empêchements à son développement ? Les oppositions ? Les freins, les difficultés ? Comment les médiateurs familiaux et l'A.P.M.F. y répondent ?
 - En même temps, et en parallèle, il se dit un peu tout et n'importe quoi sur la médiation familiale ! Et ceci malgré les spécifications du Diplôme d'État, qui, de plus, me semble un cadre encore bien incomplet.
 - Il faut donc sans cesse reprendre et approfondir le fond de la médiation familiale, et là, il n'y a pas assez de réflexions :
 - d'une part sur la "médiation",
 - d'autre part, sur les questions familiales, sur la famille, sur les familles,
 - et sur les particularités de la médiation familiale...

La médiation familiale est encore un espace professionnel récent. Continuons à y travailler et à y réfléchir...

Le colloque des vingt ans de l'A.P.M.F. vient à point nommé sur un sujet pertinent.

Entre liberté et altérité...

La médiation familiale est née entre la liberté et l'altérité.

De la liberté d'être ou de devenir parent, mais aussi parent divorcé ; **à** la perception et la maîtrise de l'altérité, c'est-à-dire la prise en compte à la fois :

- de "l'autre" qui est en moi pour devenir autre,

- de l'autre de moi-même (dans le couple) qui me permet d'advenir à une autre relation avec lui ou elle,
- de l'autre-enfant qui a besoin, pour exister et pour grandir, d'être autre que moi-même...
- de l'autre parent qui sera toujours l'autre co-parent, et de la place que je lui accorde, laisse ou permet.

Y a-t-il quelque chose entre liberté et altérité ? L'entre deux est aussi bien un espace sans interstice ou une superposition...

Dans cet espace intermédiaire, entre la liberté et l'altérité, il y a aussi bien la relation à l'autre, le dialogue et la communication, le couple qui s'installe... que les méfiances, les difficultés de relations, les malentendus, et la séparation, voire les conflits. Et, il y a les façons de traiter les conflits entre les couples de parents.

La médiation familiale traite en premier lieu de la relation entre personnes d'une famille, et en cela traite les difficultés familiales des personnes entre elles. Un des grands enseignements que j'ai appris de la médiation familiale, c'est qu'en traitant la forme d'une relation, aussi difficile soit-elle, il est plus aisé de traiter le fond. D'où l'importance de l'apprivoisement...

La relation avec une autre personne (l'autre...) est donc inévitablement une question de liberté. Une question de liberté d'être en relation avec l'autre, tout autant que d'être libre soi-même, ou du libre arbitre... Liberté de parole, liberté d'agir...

La particularité de la relation familiale est souvent d'être dans une relation qui "dépasse" l'individu lui seul, d'être dans une relation familiale préexistante à cette réflexion lorsqu'il est question d'enfant et de filiation. De même, pour chacun de nous, adulte, si nous existons, ce n'est que grâce à une filiation naturelle dans laquelle nous sommes inscrits.

Lorsqu'il est question de relation entre conjoints/parents qui se séparent, peut-on être absolument libre ? alors que l'enfant constitue un lien inaliénable... qui limite forcément la liberté individuelle, mais aussi l'enrichit considérablement ! Peut-on alors se croire libre de tout lien dans les séparations parentales ? Cependant, bien évidemment, cela est différent lorsqu'il n'y a pas d'enfant !

"La liberté individuelle s'arrête là où commence la liberté de l'autre..." A la fois, la liberté de l'enfant, et la liberté de l'autre/conjoint.

L'altérité est sans doute ce qu'on porte en nous, comme possibilité d'accepter la parole d'une autre personne...

La particularité de la médiation familiale, dans les cas de divorce et de séparation, est qu'il est question d'une relation entre deux personnes qui ont été dans une relation d'une grande intimité puisqu'elles se sont dénudées, dévoilées. Et c'est parce que cette intimité a existé et a été souvent forte, où il y a eu liberté et altérité, qu'il y a des difficultés à "résoudre" la séparation... avec de nouvelles façons de voir tant la liberté que l'altérité.

Est-ce qu'il y a conflit entre liberté et altérité ? Il y a sans doute une analogie à surfer entre liberté à altérité, et naviguer entre parole/communication et accord/désaccord/conflit...

Le conflit apprivoisé...

Sans aucun doute, l'apprivoisement du conflit est depuis le début au cœur de la médiation familiale... Mais voyons aussi que la médiation familiale est née sur un manque, sur une absence : il n'y avait pas de lieu ni de professionnel dont l'objectif était la gestion des conflits familiaux. Soit la famille est une, unie et indivisible, et les difficultés se gèrent en interne ; peut-être même on cache un peu les problèmes, et c'est le chef de famille qui décide... Soit des "fissures" apparaissent et conduisent à la séparation, et c'est le juge qui tranche ; mais ni les différents ni les conflits ne sont alors réglés, pas plus travaillés, et même sont souvent accentués...

Encore faut-il faire différences entre difficultés anodines (désaccord, dispute, crise...) et des situations plus graves (conflit, choc, heurt, confrontation...), et là il y a un véritable savoir-faire des médiateurs familiaux. Notre travail vogue sans cesse entre gérer la relation soft des gens en face de nous quand nous sommes en posture de médiateur familial, et gérer des relations difficiles, dures, très tendues et blessantes qui constituent aussi les limites de la médiation familiale et/ou les limites du médiateur familial.. Il nous faut travailler sur le conflit des autres, et pour cela, il nous faut, nous-mêmes médiateurs familiaux, travailler sur nos propres capacités à être face au conflit, voire même y être au milieu...

La médiation familiale est au milieu de conflits : décryptage, apprivoisement, apprentissage, comprendre, travailler avec, en trouver le sens, apaiser, chercher des issues, respecter chacun, et aider pour que chacun se respecte... Et ceci sans gagnant ni perdant l'un sur l'autre. Tous ont à y gagner.

La médiation familiale a encore des paris à jouer ! C'est l'intérêt des familles pour trouver un avenir autre que dans des impasses... C'est l'intérêt des médiateurs familiaux de démontrer et de mettre encore plus en avant leurs compétences à aider à régler les conflits,, à les apprivoiser. C'est un métier passionnant car il peut transformer des crises en clairvoyance, changer des attitudes négatives en apaisements, faire évoluer des positions prises en postures positives, convertir les problèmes en solutions, métamorphoser les souffrances en pardons, transcender les désaccords en complémentarité... et simplement aider les enfants à quitter un monde de haine, pour grandir dans un monde respectueux, afin qu'ils puissent construire leur liberté, et comprendre leur altérité...

°Oo°



Stéphane Ditchév

Christine de GAULEJAC

*Médiatrice familiale
Administratrice de l'A.P.M.F. depuis 1996*

« Je me souviens »

J' ai longtemps cheminé au côté de l'A.P.M.F., avant même qu'elle ne soit créée en décembre 1988.

En effet, formatrice à l'École des Parents et des Éducateurs depuis 1983, et ceci, notamment dans le cadre de la formation au Conseil conjugal et familial, j'y ai rencontré Annie Babu mais aussi Jocelyne Dahan, Stéphane Ditchév, Marie Théault, Jean Claude Sury, Andrée Pierre-Lahaye[†], Françoise Nérissou et quelques autres pionniers qui m'excuseront de ne pas tous les citer. Pour moi, l'École des Parents et des Éducateurs a été l'un des noyaux autour duquel s'est constituée l'A.P.M.F. À la même époque, d'autres parallèlement s'intéressaient à la médiation familiale. Je pense ici au rôle précurseur de L'APME (Association Père Mère Enfant) de Versailles qui avec Françoise-Marie Leroy-Morin[†], Georges Douarre et Philippe Mahouin a été, en janvier 1988, la première association à organiser en France, à Versailles, un colloque sur la médiation familiale. Les mêmes ont également joué un rôle très important dans le travail parlementaire de réflexion ayant permis la promulgation des lois Malhuret de 1987 et 1993 sur l'exercice en commun de l'autorité parentale, permettant ainsi de rapprocher, si ce n'est d'unifier la situation des enfants, que ceux-ci soient nés dans ou hors mariage.

En ce qui me concerne plus personnellement, ce n'est qu'en 1993 que je me suis vraiment rapprochée de la médiation familiale et, dans la foulée, de l'A.P.M.F., en commençant une formation longue à l'université Paris X Nanterre pionnière, comme EPE dans la formation des médiateurs familiaux. Très vite dans cette formation créée et coordonnée par Claude-France Servoisier, juriste et enseignante de droit, m'est apparue la nécessité de soutenir l'action menée par l'A.P.M.F. pour promouvoir, faire exister et se développer cette nouvelle pratique. Quelques années plus tard cette formation allait ouvrir les portes à une nouvelle profession reconnue par un diplôme d'État. (Décret n°2003-1166 du 2 décembre 2003)

En 1996 j'adhère à l'A.P.M.F. et, par les hasards et soubresauts dont l'A.P.M.F. sait se montrer coutumière, (observation vérifiée plusieurs fois depuis) je me retrouve propulsée membre du Conseil d'Administration et du Bureau de l'association que je viens de rejoindre. Depuis cette expérience fracassante, je me suis souvent demandée comment expliquer et comprendre la série de « coups d'état » qui se sont succédés à l'A.P.M.F. depuis sa création. Et comment admettre qu'une association de médiateurs pourtant si compétents par ailleurs n'ait cessé de se déchirer dans des désaccords sans parvenir, pour eux-mêmes, à trouver une issue acceptable et se retrouver alors confrontés à des ruptures devenues alors inévitables.

« Cordonniers les plus mal chaussés » ?

Approche un peu simpliste et caricaturale certes, mais je la perçois aussi comme un des paradoxes de l'A.P.M.F. si ce n'est de la médiation familiale. Une hypothèse explicative pouvant être pour l'A.P.M.F. de tenter de faire taire ses différences, pourtant patentées, dans le but de parvenir à faire exister cette « utopie ». Comment dépasser le conflit et ses violences pour recréer, après la traversée de la crise, des relations apaisées ?

Les questions que je vois se poser aujourd'hui :

- Éviter le conflit, ou s'y confronter ?
- Construire son identité, en interne (avec ses pairs) et en externe (avec ses proches et potentiels rivaux).
- Rester libre et indépendant
- Pouvoir nouer les fils du métissage professionnel dont nous sommes issus, sans perdre de vue la trame commune de la médiation.
- Reconnaître nos différences là où elles sont et pour ce qu'elles sont. Travail en cours et toujours à faire car il s'agit ici d'identifier et construire le sens commun que nous donnons à notre pratique en évitant le consensus mou.

En guise de conclusion et pour essayer de répondre à la question : comment voyez-vous l'avenir de l'A.P.M.F., je serais tentée de faire un rêve... et de souhaiter à l'A.P.M.F. de :

- Rester la référence incontournable des médiateurs familiaux en matière d'éthique dont le respect est la seule garantie d'indépendance au regard de toutes les formes de pressions que celles-ci soient institutionnelles et/ou financières.
- Être un lieu de recherche où chacun puisse s'interroger et débattre sur sa pratique et sur ce qui la fonde afin de contribuer à construire la réflexivité nécessaire à la théorisation.
- Rester le garant de l'exigence de formation longue et de validation de celle-ci pour assurer la compétence des médiateurs familiaux inscrits au collège A.P.M.F. des médiateurs familiaux.

Enfin, et au-delà de tout ce que je viens d'écrire, j'ai envie, à l'occasion des vingt ans de l'A.P.M.F., d'exprimer ma reconnaissance et ma gratitude à l'égard de cette association et des personnes que j'y ai rencontrées. Avec elles j'ai pu réfléchir, quelques fois mener de rudes batailles qui font sens et me permettent aujourd'hui de m'éprouver vraiment comme médiatrice familiale.

oOo



Christine de Gaulejac

Pierre GRAND

Médiateur familial
Administrateur de l'A.P.M.F. 1993 à 2006
Président de l'A.P.M.F. de 1999 à 2002

En écrivant ces quelques lignes, je pose comme préalable que « l'histoire n'est pas sûre ». Les historiens ou chercheurs qui feront un jour ce travail, auront sans doute un autre point de vue de cette période. Aussi, les quelques lignes souhaitées pour les vingt ans de l'A.P.M.F., n'engagent que moi, je tiens néanmoins à préciser que toutes les décisions étaient prises au sein du Conseil d'Administration de l'époque.

En adhérant à l'A.P.M.F. en 1992, créée en 1988, je n'avais visiblement pas le projet de devenir Président. C'était avant tout de m'imprégner de la culture de la médiation familiale en lien avec ma situation professionnelle de l'époque. Déjà Directeur d'Établissement d'Éducation Spécialisée, et Président d'une Association sur les « lieux de vie » recevant des jeunes incassables, selon le jargon employé. Je suis arrivé à la présidence avec beaucoup de réserve. Ce fut, néanmoins une période d'une nouvelle richesse avec des personnes militantes, exigeantes, parfois sans concessions ; passionnées dans les débats, révolutionnaires au sein du rêve et de l'évolution.

Je qualifierais cette période comme un processus en marche d'une structuration. De nombreuses questions n'avaient pas encore trouvées de réponses adaptées. Les budgets de fonctionnement étaient dérisoires (équivalents à une trésorerie d'une association de quartier avec quelques activités), pas de lieu identifié, une démarche politique peu connue, une volonté de promotion de la médiation familiale pas à la hauteur des statuts, une clarification des adhésions à poursuivre, une place à prendre dans la mouvance, ou dans l'évolution du droit de la famille.

La recherche du local a été une priorité. Nous avons visité dans le 12^{ième} arrondissement plusieurs espaces (studios, anciens magasins.....) et la rue Beccaria a retenu toute notre attention. Proche d'une grande gare, au cœur de Paris, peu de grands travaux, le choix a été rapidement fait, sans toutefois avoir la certitude de pouvoir payer le premier loyer. Nos finances, étaient très insuffisantes. Nous avons pris un risque, « un pari ». Ce fut une première décision. Le choix de la rue Beccaria, était aussi quant à moi une démarche symbolique chargée de sens. Au-delà de l'implantation, il y avait un certain panache. Le **marquis Cesare Beccaria, économiste et criminaliste**, est l'auteur d'un ouvrage « sur les délits et les peines » dont les principes ont renouvelé et adouci le droit pénal ; voilà un humaniste, précurseur pour un lieu qui se veut lisible, porteur de sens. L'implantation de l'A.P.M.F. au 11 rue Beccaria était donc rêvée. Certains pensaient, déjà, que ce lieu serait trop petit. L'espoir d'une évolution de l'A.P.M.F., était dans l'esprit de nombreuses personnes.

En parallèle avec ce choix, c'était le début des constructions budgétaires, avec élaboration des bilans, des budgets prévisionnels, des cahiers explicatifs. Tous ces travaux ont été menés sans comptable, sans cabinet comptable, avec le soutien d'une secrétaire embauchée sous contrat aidé (CES) qui appelait « au secours » suite aux appels téléphoniques des ministères. Progressivement les lignes ont été identifiées puis reconnues par la Chancellerie, par la CNAF, et par la DGAS. Le secrétariat de l'A.P.M.F. commençait à sortir de son isolement. L'histoire était en marche.

Puis ce fut la période de promotion de la médiation familiale avec le choix des affiches et des plaquettes d'information (les couleurs, le choix des textes, la calligraphie, étaient au cœur des débats). Les affiches sont toujours là, et sont toujours très appréciées.

Les contacts politiques ont été pour moi et pour le conseil d'administration d'une grande priorité. J'ai rencontré de nombreuses personnalités comme Madame BARBEROUSSE de la CNAF, qui a soutenu notre démarche dans sa reconnaissance budgétaire, Madame E. GUIGOU ; Madame E. LEBRANCHU, Garde des Sceaux ; Ministre de la Justice ; Madame S. ROYAL, Ministre de la Famille ; Monsieur Pierre Louis REMI ; Monsieur JACOB, Ministre de la Famille ; Madame Monique SASSIER, Directrice Générale de l'UNAF ; sans oublier d'autres personnes dans le champ de la famille. A cet égard, je me souviens d'avoir rencontré Monsieur J. François SIX au Ministère, qui abordait la médiation plus en terme de rivalité, que de construction. A plusieurs reprises, l'A.P.M.F. a été auditionnée auprès des Commissions de travail (Assemblée Nationale, Sénat) pour une « réforme du droit de la famille ».

Ce fut une période de reconnaissance, je crois, de l'A.P.M.F., de tissage de liens avec des interlocuteurs qui devenaient ainsi des partenaires.

En interne, c'était la mise en place des collèges, en lien avec les adhésions : collège des médiateurs, collège des services, collège des Instituts de formation (prolongement du travail remarquable de la Charte de la formation). Ce sont les premières journées d'étude (Identité de la médiation familiale par exemple), ce sont des groupes de travail, comme l'élaboration de propositions sur le droit de la famille. Ce document a fait référence. D'autre part, le lien entre l'A.P.M.F. nationale et les régions devenait une étape incontournable pour un meilleur dynamisme « de base ». Ce travail de structuration a commencé au cours de cette période. L'idée d'une commission des différents a été actée suite à l'appartenance ou non au Collège des Médiateurs Familiaux.

Enfin, pour être plus complet, le travail au sein du CNCMF, sur la reconnaissance de la médiation familiale, mérite plus d'un regard. C'était la période où une ouverture politique était ainsi posée pour promouvoir la médiation familiale : reconnaissance, diplôme d'état, formation, déontologie..... Il fallait saisir, je crois, cette opportunité ; n'y prêté qu'un intérêt relatif était quant à moi, une faute. Cette période (plus de 3 ans) a été lourde à gérer, compte tenu de mes activités, et des débats que cela suscitait en interne, avec des positions très contrastées. Le débat mené au CNCMF était peut être, trop tôt, pour notre Association, malgré son expérience en la matière. Le

regain de militantismes, les représentations différentes de la médiation familiale, l'approche passionnelle, la représentation de l'A.P.M.F. au sein de ce même conseil faisait débats. La synthèse impossible était à trouver entre le ciel des idées et la terre de la réalité. Quelle période ! Avec le recul, l'histoire nous dira...

Suite à une présidence, on en ressort différent. Ce fut une présidence qui expose, et laisse des traces...qui interroge, sur le caractère associatif comme passage obligé d'un lien démocratique. Comment une idée rencontrée sur le terrain devient une exigence, une position à défendre, comment cette même idée devient parfois un enjeu de pouvoir. La médiation n'est pas uniquement utile aux parents, aux familles en rupture de communication, elle est un devoir dans la conduite des relations à ce niveau. C'est un poste d'équilibriste.

C'est un très bon souvenir, qui me permet de poursuivre, encore aujourd'hui, la promotion de la médiation familiale dans l'esprit de l'A.P.M.F. et de vérifier, par la formation tout le travail entrepris.

La boucle se refermera et sera sans aucun doute, une nouvelle quête de sens.

oOo



Pierre Grand



Martine MURER

*Médiatrice familiale
Administratrice de l'A.P.M.F. depuis 2008*

Entre militantisme et mercantilisme

Adhérente à l'A.P.M.F. depuis quelques années, je suis administratrice depuis le début de cette année.

Il m'a été demandé d'expliquer ce qui m'a amené à faire cette démarche.

Je pense qu'il est important que les différents « courants » de la médiation familiale puissent exister, s'exprimer et être entendus. Je me suis construite une identité de médiatrice familiale grâce à cela, pendant ma formation, mais également au cours des différentes rencontres entre médiateurs familiaux (collège des médiateurs familiaux, analyse des pratiques, colloques....).

Le Conseil d'administration de l'A.P.M.F., est le seul lieu qui permet de légitimer cette diversité d'exercice de la médiation familiale avec un cadre unique : Le cadre de la médiation familiale.

J'ai des principes « professionnels ». Pour moi, être médiateur familial, c'est avoir des principes professionnels forts, où la mise en place du cadre de la médiation familiale permet l'expression de la parole, dans le respect de mon éthique et des règles déontologiques.

En cela, j'exprime un certain militantisme. **Le respect de la personne** ne se limite pas à énoncer aux demandeurs d'espace de médiation familiale « des règles de conduite » comme on peut lire la liste des ingrédients entrant dans la composition d'un produit mis dans une boîte de conserve. L'engagement vaut pour tous les « acteurs » de la médiation familiale. Ce militantisme exige aussi de l'intégrité. La médiation familiale est un espace professionnel où l'argent vient confronter le médiateur familial à ses valeurs professionnelles : est ce que c'est le médiateur familial ou l'espace qui est payé ? Je pense que c'est l'espace. Cela me permet d'être libre et de laisser aux demandeurs une expression « libre » et non normative de leur réalité « familiale ».

Pour cela, il est important que le médiateur familial soit reconnu comme un « professionnel », avec un « statut », une « valeur » professionnelle en adéquation avec les compétences et les qualifications requises. Cela permettra de limiter la tentation exclusivement mercantile qui peut tenter certains.

Participer à la réflexion générale comme adhérente mais aussi comme administrateur me permet d'exprimer et de défendre, ces principes.

Mais cela demande aussi à titre personnel une implication forte et constante au sein des instances de l'A.P.M.F..

Voilà en quelques lignes ce qui m'a semblé essentiel d'exprimer sur mon engagement au sein du conseil d'administration de l'A.P.M.F.

oOo

Émile RICARD

*Médiateur familial
Administrateur de l'A.P.M.F. de 1998 à 2004*

PETITE HISTOIRE D'UNE VIEILLE « FOURMI » A.P.M.F.

C' était en 1988. Je découvrais la médiation par France Inter. Je fais alors la formation courte (la longue n'existait pas encore) à Paris avec Justin LEVESQUE, Aldo MORRONE, Annie BABU. J'adhère à l'association dès le départ, même si je ne suis pas allé au Canada...

Puis, quelques années passent sans que rien ne vienne troubler le silence du désert...

Je ne renouvelle pas mon adhésion dans ses conditions.

Puis tout doucement une légère brise, un frisson se fait sentir d'où émerge quelques messages intéressants du brouhaha parisien ...

J'adhère à nouveau. Je verrai bien... Nous sommes en 1993. Sur le terrain je réussis à me faire détacher ¼ de temps de l'ADVSEA via l'UDAF pour créer la 1^{ère} consultation de médiation familiale en Vaucluse... Les subventions arrivent au compte goutte. Au bout de deux ans l'UDAF veut stopper l'expérience malgré son intérêt pour la médiation familiale.

Je propose de faire du bénévolat avec remboursement des frais de déplacements car je crois en cette nouvelle pratique professionnelle.

En 1997 l'expérience s'arrête. Je crée alors moi-même une nouvelle association avec des collègues travailleurs sociaux futurs médiation familiale qui vont se former à Marseille...

En 2008 il y a 9 médiateurs familiaux dans le Vaucluse ce qui doit correspondre à 3 temps pleins en termes d'activité, dont un temps plein non subventionné (libéral)

En 1997 j'entre au Conseil d'Administration de l'A.P.M.F. A ce moment là j'ai 40 ans d'expérience derrière moi dans les associations. J'ai commencé à l'adolescence avec la JOC. Plus tard j'ai assumé plusieurs fois la fonction de Président d'association de travailleurs sociaux pendant de longues années. Par ailleurs j'ai été aussi responsable syndical tout en étant éducateur spécialisé puis psychothérapeute avant d'être médiateur familial...

Au Conseil d'Administration de l'A.P.M.F. je constate que la ruche est bien pleine et que malgré quelques combats de reines, l'essentiel du travail se fait par les membres présents au plan national. Nous n'avons en ce temps, aucune capacité à travailler au niveau régional tant au plan du potentiel humain qu'au plan financier. Il y a très peu de subvention. Chacun paye le train de sa poche et le reste aussi. Ça dure des années... Il n'y a pas de locaux de l'association et c'est pour chaque réunion la course au local gratuit à travers Paris...

Nous arrivons tout de même à travailler et avancer dans plusieurs directions :

- *Grand public* : C'est toute une action de sensibilisation qui est menée pour faire passer des articles dans les journaux nationaux et pour être présent dans les émissions de radio nationale. C'est laborieux...C'est aussi une chasse gardée de quelques Parisiens qui ont des relations. ...
- *Prestataires* : Il s'agit de convaincre de l'intérêt de la médiation familiale sur le terrain de la pratique, mais aussi dans les bureaux parisiens. Là aussi il faut montrer patte blanche...
- *Formation* : Il s'agit de labelliser la formation par le biais du Forum Européen puis par un diplôme à la française à inventer ...
J'entre alors à la Commission Formation. Au bout de 3 réunions je suis frontalement « remercié » Une manière par la responsable de l'époque de m'indiquer que je ne suis pas le bienvenu. Je n'insiste pas...Chasse gardée encore ! C'est dommage car le travail m'intéressait.
- *Éthique* : Le code de déontologie de l'A.P.M.F. devient progressivement une référence chez les praticiens et aussi chez les cadres administratifs qui veillent/surveillent notre développement professionnel. Ne sachant pas si nous étions un phénomène de mode qui allait implorer en pleine ascension ou une vraie création d'un nouveau métier à partir d'une nouvelle pratique auprès des parents...
Le Conseil d'Administration décide d'une Commission éthique que j'animerai pendant 6 ans. Au début nous nous réunissons chez Brigitte Garry qui nous accueille gentiment dans son appartement familial. Certains compagnons de route se demandent alors ce que veut bien dire « éthique de médiation »...
Le temps passe et le travail d'une fois par mois à Paris pendant 6 ans accouche du Livret Éthique. Depuis, je continue à participer à cette Commission.
- *Pression* : Depuis deux décennies une forte action parfois même violente/bruyante des associations de parents/pères *mobilisent l'opinion sur le scandale de l'inégalité de traitement des mères et des pères concernant la prise en compte de la parentalité et de la filiation, en particulier par le judiciaire en France.*
Je suis persuadé que cette pression a fortement contribué à « ouvrir les yeux » des Responsables entre autre les juges et les Politiques *pour s'interroger sur cette inégalité. Du coup ils ont fait évoluer la loi en faveur de l'équilibre de l'enfant et laissé la médiation familiale se développer.* Puis enfin en subventionnant l'A.P.M.F. fer de lance de la pratique et de la réflexion sur la professionnalisation de la médiation familiale.
- *Personnification de la fonction de Président* :
J'évoque ici le point faible, selon moi, de l'A.P.M.F. qui est une trop grande présidentialisation de la fonction de Président. En même temps à leur corps défendant, vous n'imaginez pas combien chacun d'entre nous, nous étions surmenés : en plus de son métier de base, nous avons notre activité de médiateur+ notre famille+ notre action à l'A.P.M.F.. Juste un petit exemple. Pour mon dossier VAE j'ai dû comptabiliser les heures de réunions A.P.M.F. réellement faites à Paris : 3.000 heures !...Je crois qu'avec le supplément de travail perso strictement A.P.M.F. j'aurai pu doubler ce chiffre.

Je suis entré au Bureau pensant que je pourrais avoir une influence sur ce fonctionnement et créer une synergie plus collective. J'aurai aimé faire basculer le fonctionnement de régime présidentiel à celui d'un réel pouvoir collégial....Je suis allé jusqu'à assumer la fonction de vice-président. Rien n'a changé, malgré mes débats et combats fraternels avec Bernard Cortot et les autres...

- « *Rubrique médiation* » : Ma 2^{ème} idée fut celle de la rubrique « Médiation, » dans les Pages Jaunes de l'annuaire. Enfin en 2008 la rubrique « Médiation familiale » est créée !...Pour la rubrique « Médiation » il faudra attendre plus tard. Il faut savoir que certaines personnes mettent 6 mois pour trouver un médiateur dans leur voisinage.
- *Concept unique de médiation* : Ma 3^{ème} idée se trouve dans le concept même de médiation. Selon moi, depuis 1995 et il me semble que pour de plus en plus de médiateurs de tous secteurs aujourd'hui aussi, *le concept de médiation est le même quel que soit le secteur de médiation indépendante¹ dans lequel nous travaillons.*

oOo



Émile Ricard

¹ Par différenciation avec la « Médiation institutionnelle » où le médiateur représente de près ou de loin l'un des protagonistes : médiateur de France 2, des impôts, d'EDF...



Jean-Claude SURY

*Médiateur familial
Administrateur de l'A.P.M.F. de 1996 à 1998
Président de 1997 à 1998*

Membre de l'A.P.M.F. de 1990 à 1998 et du Bureau (Trésorier puis Président de 1996 à 1998). Psychologue clinicien de formation, j'ai exercé la fonction de médiateur familial dans le cadre de la consultation de l'École des Parents et des Éducateurs d'Île-de-France de 1990 à 2006, puis ponctuellement à l'UDAF du Pas-de-Calais.

À la demande de Marie THÉAULT, j'ai intégré l'équipe de formation de l'EPE en 1991 et au moment de la création du Diplôme d'État de médiateur familial, j'ai été désigné comme responsable pédagogique de cette formation. J'ai exercé cette fonction de façon collégiale avec deux collègues (Arthur DE OLIVEIRA et Florence N'DA KONAN, puis Isabelle PASQUIER) jusqu'en juin 2007, date à laquelle nous avons quitté l'institution en raison d'un désaccord avec les orientations commerciales prises par l'EPE.

Au titre de praticien, j'ai contribué à la formation pour différents organismes, j'ai animé des séances d'analyse de la pratique et participé à des jurys pour le D.E.M.F. et la VAE.

Durant mon mandat de Président, j'ai souhaité un rapprochement avec la FENAMEF et après avoir quitté l'A.P.M.F. j'ai d'ailleurs répondu favorablement à la proposition du Président de cette association de rejoindre leur Conseil d'Administration. J'ai siégé au Bureau de la FENAMEF jusqu'en janvier 2007.

Cette double expérience de la vie associative nationale m'amène aujourd'hui à un bilan mitigé qu'il serait prématuré de développer.

- Quelles sont les raisons de votre engagement à l'A.P.M.F. ?

Elles tiennent essentiellement à la nécessité d'intégrer une association où il m'apparaissait qu'une réflexion pouvait donner du corps à cette approche qui suscitait tellement d'enthousiasme. En effet, de façon tout à fait aléatoire, j'avais rencontré Lorraine FILION à Montréal, quelques jours avant le mythique voyage du groupe qui allait fonder l'A.P.M.F.. Elle m'avait fait part de l'existence de ce groupe et lorsque l'EPE a organisé une journée d'étude en novembre 1989, j'ai été conforté dans mon option ; j'ai donc adhéré à l'A.P.M.F., mais mes activités professionnelles m'ont écarté d'une participation active jusqu'au Congrès de Caen, où la présentation du Code de déontologie m'a convaincu qu'il fallait poursuivre la démarche. Je me suis présenté au Conseil d'Administration de l'association et j'ai pu, à ce moment là, être véritablement un acteur dans les travaux de l'A.P.M.F., la première concrétisation en étant la journée consacrée à

« l'enfant et la médiation familiale », en octobre 1992, précédée de la signature de la charte européenne pour la formation des médiateurs.

A partir de là l'activité de l'A.P.M.F. s'est considérablement développée et je l'ai quittée en 1998, après qu'ait été validée la seconde mouture du Code de déontologie. Le cercle se refermait.

- Le temps de mon engagement

o Ce qui faisait débat

Je mettrai l'accent sur une volonté farouche de structurer la démarche de médiation, depuis la formation jusqu'à l'institution d'un métier organisé en profession. En même temps, l'entreprise trouvait ses limites dans le militantisme des adhérents.

Ce qui faisait débat également, c'était précisément la détermination des objectifs, la priorité à dégager et... la manière de mener le débat : l'A.P.M.F. a sûrement souffert de ces forums interminables où les décisions de la veille étaient remises en cause le lendemain.

o Les choix qui ont été faits, pas faits ou pas pu être faits...

Progressivement, des intérêts divergents, parfois sous-tendus par des ambitions personnelles ou des enjeux idéologiques ont fait obstacles à certaines avancées. Je retiendrai particulièrement la difficulté à mettre en place une vie régionale plus dynamique et je me réjouis aujourd'hui de ce que les choses aient bougé sur ce plan là.

J'ajoute que la présidence d'une association nationale rend pratiquement nécessaire qu'elle soit exercée par un Francilien, sinon un Parisien et que la personne dispose d'un temps suffisant pour être réactive est disponible pour la représentation auprès des Pouvoirs publics.

Mon expérience de 2 ans, avec une résidence à Amiens où mon employeur avait accepté que j'exerce cette activité bénévole et qu'elle se déroule, ainsi que le secrétariat (pour ¼ de temps), dans ses locaux démontre cette nécessité.

- Une anecdote :

Je reste très marqué par la journée d'étude que nous avons organisée le 1^{er} décembre 1995. Souvenez-vous, la grande grève de la SNCF s'était déclarée quelques jours auparavant : après mûre réflexion, nous avons décidé de maintenir cette manifestation et, bien sûr, près des 2/3 des personnes inscrites n'ont pu se déplacer. Il a donc fallu reprendre contact avec chacune d'elles, procéder à des remboursements ou à des avoirs, bref, doubler pratiquement le travail qu'implique la tenue d'une telle journée.

Mais au bout du compte, je retiendrai de ce 1^{er} décembre qu'il nous a fallu pallier l'absence d'un des intervenants, le Professeur FULCHIRON, retenu à Lyon faute d'avoir pu trouver place à bord d'un avion pour suppléer le train défaillant. Une partie de son propos a pu être relayée par un représentant du Ministère de la Justice, mais toute une partie du travail que

nous avons sollicité et qui concernait l'exercice de l'autorité parentale dans le cadre de la résidence alternée menaçait de faire défaut. Heureusement, nous avons pu compter sur les compétences et le goût du risque de notre Vice-présidente, Georgette PELISSIER, qui rassemblant dans un même élan ses expériences d'avocat, de Juge aux Affaires Familiales et de militante convaincue de la médiation familiale a pu faire oublier temporairement l'absence de l'orateur. Mais aussi, plus subtilement encore, préparer l'intervention qu'il fera quelques mois plus tard et j'avoue que cette suppléance nous a tous soulagés. Relisons son intervention dans les actes qui ont été publiés, je suis certain que nous retrouverons cette fraîcheur qui, ce jour-là nous avait redonné le sourire.

- L'A.P.M.F. aujourd'hui et demain

Il m'est difficile de répondre objectivement, faute d'avoir suivi ses travaux. Je me permettrai toutefois de dire que j'ai pleine confiance en Isabelle JUËS et en sa façon de responsabiliser ses coéquipiers. Pour autant, à l'inverse de ce qui s'observe dans certains partis politiques, pourra-t-elle fédérer les chapelles qui peuvent rapidement dévoyer l'objet même de l'association ?

C'est d'autant plus indispensable que les conditions dans lesquelles se met en place la professionnalisation de la médiation familiale sont loin d'être optimales : que ce soit en termes de formation, où manifestement l'économique, et disons le mot, le profit, prend le pas sur le clinique et le pédagogique ou que ce soit en termes de financement des centres de consultation, où la prestation de service et ses modalités d'attribution mettent en péril nombre d'institutions, c'est l'esprit même de la médiation (et pas seulement familiale) qui est menacé en même temps que l'objectif du Ministère, rappelé à l'époque par Monique SASSIER (rendre la médiation familiale accessible à tous)

Dans ces conditions, il me semble que l'A.P.M.F. a un rôle important à tenir dans ce qu'on pourrait appeler une mission de veille, d'abord en clarifiant en interne l'objet et les modalités de sa mission, ensuite en participant à une réflexion nationale avec d'autres associations concernées par la médiation familiale. Les travaux en cours sur l'évaluation des effets de cette pratique constituent un matériel de choix pour contribuer paritairement à l'exploitation des données recueillies. Elle a dans ses rangs des praticiens qualifiés, reconnus et intègres. Elle peut également s'appuyer sur l'apport de quelques anciens qui, ayant pris de la distance avec le terrain, peuvent d'autant mieux s'ouvrir à de nouvelles perspectives qu'ils sont dégagés d'intérêts partisans.

vingt ans, un âge mythique... mais pour une association comme l'A.P.M.F., une étape qui doit sceller son identité.

oOo

Marie THÉAULT

*Thérapeute familiale, Médiatrice familiale
Administratrice de l'A.P.M.F. de 1990 à 1996*

Membre de l'A.P.M.F. pratiquement depuis sa création, jusqu'en 1996. En tant que thérapeute familiale, j'ai découvert la médiation familiale en 1986, lors d'une formation sur les thérapies familiales centrées sur les familles recomposées.

En 1987, je suis allée, en compagnie d'Annie BABU et de Benoît DESMOULIERE, à MONTRÉAL où nous avons découvert l'activité du service de médiation. L'année suivante, toujours à MONTRÉAL, j'ai suivi la formation organisée par Justin LEVESQUE et Aldo MORRONE. A mon retour, j'ai soumis un projet de création de service à l'Association des Amis de Jean Bosco, à Caen et dont l'ouverture a eu lieu en novembre de cette même année.

Suite au départ d'Annie BABU de l'EPE **Erreur ! Signet non défini.** Paris/Ile de France, la direction de cet établissement m'a sollicitée pour prendre la responsabilité du secteur de médiation familiale afin d'élaborer puis structurer une formation longue et qualifiante.

En 1990, j'ai intégré le Bureau de l'A.P.M.F. en tant que Vice-présidente.

- Quelles sont les raisons de votre engagement à l'A.P.M.F. ?
 - M'inscrire dans un collectif ayant pour objectif de promouvoir cette médiation et donner un cadre d'intervention à cette nouvelle pratique.
 - Mettre en place une recherche fondée sur une rigueur partagée.
 - Élaborer un Code de déontologie.
 - Confronter les idées dans l'optique de structurer une formation longue et qualifiante et dégager des critères pour que les centres de formation puissent s'appuyer sur un référentiel commun (références théoriques et organisation pratique).
 - Allier réflexion et action.
- Pendant le temps de votre engagement de votre vice-présidence, quels ont été les points marquants que vous relevez dans l'évolution de l'association :
 - Ce qui faisait débat

Étant responsable d'un centre de formation, la construction d'un cadre commun s'avérait difficile du fait d'une logique commerciale complexe déniée au titre de l'idéologie associative, idéologie entretenue et revendiquée par quelques membres influents de l'A.P.M.F.. Dès lors, la confrontation des idées n'était que partielle et les enjeux forcément non maîtrisés : comment articuler militantisme déclaré et agendas cachés ?... Dans ces conditions, comment être disponible à une réflexion commune, quand chacun devait préserver la spécificité, la vitalité et l'équilibre financier de sa structure ?

Autre point ayant fait débat : la rédaction du Code de déontologie et son actualisation quelques années plus tard.

- Les choix qui ont été faits, pas faits ou pas pu être faits...

En dépit de ce qui précède, je retiens que nous avons pu mobiliser une belle énergie s'exprimant notamment par un souci de créativité qui va se concrétiser dans l'organisation de journées nationales, de colloques (y compris, bien sûr le Congrès de Caen), dans la mise en place d'une charte européenne pour la formation des médiateurs familiaux.

- S'il fallait en choisir une, quelle anecdote aimeriez-vous raconter.

A propos du Congrès de Caen nous étions confrontés à une question de la logistique nécessaire à l'organisation de cette manifestation. En proposant d'associer mon employeur (l'AAJB) et le groupe de professionnels militants que nous formions (l'A.P.M.F.) j'avais le sentiment de répondre à cette motivation d'action concrète dont j'ai parlé ci-dessus. Le succès de ces trois journées, rassemblant plus de 500 congressistes a ouvert des portes fabuleuses tant auprès des Pouvoirs publics qu'auprès des professionnels concernés par la famille : juristes, travailleurs sociaux, thérapeutes etc.

Pour la petite histoire, je ferai volontiers référence à mon émoi en découvrant, la veille au soir précédant l'ouverture du Congrès le calicot ornant la porte d'entrée du Centre des Congrès sur lequel était inscrit : PREMIER CONGRÈS EUROPÉEN DE **MÉDITATION** FAMILIALE !!!

Aujourd'hui encore je reste marquée par un autre événement : la disparition, toujours inexpliquée, des synthèses de tous les ateliers que je devais remettre à Brigitte BECKER pour qu'elle puisse préparer sa propre synthèse de conclusion de la manifestation. Le fait de partager une grande partie de la soirée avec la journaliste a créé entre nous des liens qui perdurent.

- Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'A.P.M.F., et comment voyez-vous son avenir ?

Trop longtemps absente de l'association pour que je m'autorise à en dire quelque chose.

Je pense cependant qu'elle doit renforcer sa position pour être le contrepoint d'options défendues par ailleurs et qui privilégient les aspects organisationnels, financiers et réglementaires, au détriment parfois des éléments liés au processus même de la médiation familiale et de sa déontologie.

En ce sens, elle doit accentuer et faire valoir toute la recherche qu'elle peut mener sur deux plans

- la précision et l'évolution des concepts
- l'adaptation de son éthique

C'est la condition qui me semble indispensable pour que la médiation familiale maintienne son originalité, son indépendance par rapport à l'organisation traditionnelle des institutions liées au travail social.

oOo

Des pierres à l'édifice

Commission éthique

Claire DENIS

Médiatrice familiale

Membre fondateur de l'A.P.M.F.

Année 2002 – Texte écrit à l'occasion de la création de la commission éthique, lançant ainsi le travail de réflexion et d'écriture du livret « *Pratique éthique de la médiation familiale* »

Pourquoi avons-nous besoin de rédiger une charte ou un code de déontologie ?

Dans un premier temps, il est utile de distinguer éthique et morale, éthique et déontologie.

- Éthique et morale

L'étymologie d'éthique et de morale renvoie toutes les deux à « mœurs » en grec ; Ces termes renvoient aux pratiques et conduites, à des choix humains lorsque se manifestent des valeurs qui peuvent se nommer.

Dans le vocabulaire philosophique : éthique et philosophie morale sont souvent employés dans un sens proche.

Elles peuvent être cependant distinguées :

La morale est la théorie des devoirs et formule des impératifs universels pour atteindre le bien et éviter le mal, pour agir de telle sorte que l'autre soit saisi comme une fin et non un moyen.

La morale concerne la conduite individuelle et implique la notion des intentions (être en paix avec sa conscience) ; elle fait appel au sens du devoir, à l'action par devoir. Dans l'usage courant la morale peut être associée à des enjeux idéologiques ou de pouvoir, et concerner les valeurs en cours dans une classe dominante (la morale chrétienne, la morale bourgeoise...).

En psychanalyse, la morale est du côté du sur moi, instance de contrôle et de censure (référence à l'ambivalence de la nature humaine ; à la nécessité de limiter pulsions et instincts...limités par la peur, la rencontre de la réalité, la culpabilisation... ?)

L'éthique est plus pratique que la morale ; elle s'intéresse moins au devoir (morale) qu'aux actes réels et aux effets de ces actes. Elle s'intéresse à la singularité de la situation (morale +universelle). La valeur centrale en éthique est le respect de la personne humaine ; la mise en acte de ce respect ; il s'agit de l'esprit des actes mis à l'épreuve de l'altérité et de l'individualité. L'éthique est basée sur la responsabilité : il

s'agit de penser les actes, de se soucier des conséquences (éthique de la responsabilité) (pour soi même et pour l'autre).

En ce sens, l'éthique de la médiation s'intéresse à la spécificité des actes qui sont posés dans la médiation et par le médiateur.

La déontologie : vient de déontos : « ce qu'il faut », « ce qui nous oblige »

Ce sont les obligations propres à une profession ; obligations énoncées, écrites, produites par une corporation. Elle permet de rendre lisibles socialement les limites auquel le professionnel s'astreint. La déontologie précise le cadre social d'une profession ; articule les obligations avec des règles juridiques.

Une charte ou un code de déontologie ?

La charte est le produit d'une réflexion menée en commun, élucidée par l'écriture qui reflète l'esprit de l'accord collectif et laisse une certaine liberté d'interprétation.

Le code de déontologie fixe des règles plus strictes et prévoit une instance de sanction en cas de non respect des règles.



oOo

Collège des Médiateurs Familiaux Témoignage de la première inscrite

Brigitte GARY

Médiatrice familiale

Administratrice de l'A.P.M.F. de 1998 à 2005

Comme le processus de médiation familiale se déroule logiquement, j'ai construit mon engagement à l'A.P.M.F. d'une façon évidente et tout à fait logique.

Tout d'abord, j'ai adhéré à l'A.P.M.F. pendant ma formation.

Convaincue de l'utilité « d'œuvrer » pour la promotion et partante pour un certain militantisme... je me suis présentée comme administrateur.

Puis, isolée dans mon service, il m'était indispensable de partager et de réfléchir avec d'autres médiateurs familiaux en dehors de l'analyse de la pratique et je me suis donc impliquée dans la région Ile de France

Quand la décision du Conseil d'administration a été prise de créer un collège des médiateurs familiaux pour garantir la qualité et l'exigence de l'A.P.M.F. en matière de pratique, j'ai envoyé immédiatement ma demande d'inscription et j'ai été dans le tiercé gagnant !

Les partages avec les autres membres du collège lors de nos rassemblements, l'importance présentée aux institutions de la qualité supplémentaire offerte par les membres du collège, toujours en fonction sur le terrain, m'ont conforté dans mon choix initial et je renouvelle mon inscription chaque année pour asseoir la notoriété de ce collège auprès des tiers extérieurs.

Mais pourquoi me direz-vous continuer à faire partie du collège depuis que j'ai obtenu le diplôme d'État ?

Tout simplement parce que seul être membre du collège me permet de m'engager sur le code de déontologie, de justifier d'une pratique régulière et d'une participation à une analyse de la pratique : trois conditions essentielles en plus de la formation longue et du diplôme pour une pratique de qualité !

oOo



Brigitte Gary

**Qui fête ses 10 ans de médiation familiale
et pas ses vingt ans comme l'A.P.M.F. !**

Régions



Dominique LEFEUVRE

Médiateur familial

Administrateur de l'A.P.M.F. de 1996 à 2004

Délégué régional Paris Ile de France

Au fil de mes années A.P.M.F.

Entre engagements à l'échelon national et au niveau régional

Je me souviens des réunions de l'Association pour la Promotion de la Médiation Familiale rue des Frères Morane à Paris La dimension était européenne. La volonté des personnes était le moteur des échanges. Le choc des personnalités et l'énergie pionnière ne faisaient pas une encore une politique : les initiatives avaient la puissance de la conviction.

Je me souviens d'une Assemblée Générale tenue à l'École des Parents et des Éducateurs d'Ile de France, en 1995, l'année où je suis devenu administrateur. Jean Claude Sury debout à côté de la carte des régions France dessinée sur un tableau de papier recueillait les noms des personnes qui accepteraient de représenter l'A.P.M.F. dans leur région.

La même année, je me souviens d'une réunion parisienne à l'initiative d'un groupe de stagiaires de l'IEMF où avec Marie Claude Villot, nous avons choisi de nous impliquer avec l'approbation et le soutien de Stéphane Ditchév et Jocelyne Dahan. La région Paris Ile de France s'est ainsi dotée de deux correspondants avec l'appui d'une équipe à géométrie variable.

Je me souviens de la première plaquette francilienne à l'effigie d'un petit canard (PIF) largement distribuée par courrier (900 exemplaires), elle fit scandale pour certains, la crédibilité de l'A.P.M.F. était mise en cause. L'équipe régionale a été reçue par les membres du Bureau, nous avons été tancés et en même temps nous avons bénéficié de mansuétude pour ce qui fut considéré comme des erreurs de jeunes inconséquents. Le contenu de ces quelques feuillets se voulait humoristique, mais il risquait de porter atteinte à l'image sérieuse de l'association.

Nous avons formulé certaines questions déjà fondamentales : quel était le rôle et l'autonomie des correspondants régionaux, les objectifs et le financement de leurs actions ? Comment se répartissaient les prérogatives de représentation de la médiation familiale avec les institutions et les médias régionaux. L'articulation entre le « national et le régional » était particulièrement importante à clarifier pour Paris du fait du

risque de confusion de l'échelon régional et national. Nous n'avons pas eu de réponse, nos questions d'adhérents ont suscité de la peur. Nous avons touché à la question sensible de la répartition des pouvoirs de décision au sein de l'association. Le Bureau et le Conseil d'Administration étaient l'A.P.M.F..

L'équipe régionale francilienne a pris l'habitude d'un dîner mensuel et convivial au domicile montreuillois de Marie Claude Villot. Entre tarte aux endives-camembert et gâteau au chocolat nous organisons nos soirées-débat régionales avec l'équipe de théâtre interactif-Loulou, avec Christine Montagu, Claire Richardet, Monique Desmedt et Simone Beaumel, Joelle Rudin et d'autres encore.

Les présidents, Jean Claude Sury, puis Pierre Grand, ont défendu la nécessité d'un règlement intérieur où la question des activités régionales serait précisée avec les responsabilités des correspondants, (animateurs ou délégués régionaux, le terme n'était pas encore arrêté). Plusieurs états des lieux des initiatives régionales furent établis. Le développement et la structuration des actions régionales ont maintes fois été mis à l'ordre du jour des réunions de Bureau ou de Conseil d'Administration. Cette préoccupation était partagée par plusieurs administrateurs, cependant, ces initiatives ne prenaient pas corps.

Cette problématique est récurrente au sein de notre association, l'autonomie des délégués suscite en particulier des peurs non identifiées. Elle engage une délégation de pouvoir dont le principe serait acquis mais dont l'effectivité requiert un effort personnel de préciser les raisons de son adhésion-engagement à l'A.P.M.F. et le débat insuffisamment abordé sur un projet associatif apte à prendre en compte au moins chacun et l'ensemble de ses adhérents.

Je me souviens qu'en 1999 le premier site internet de l'A.P.M.F. avait pour objectif auprès du public et de tous les adhérents de diffuser largement l'information sur les actions organisées dans toutes les régions de France ainsi que les réflexions élaborées au sein des commissions du Conseil d'Administration.

Je me souviens que les correspondants des régions plus actives ont formulé la nécessité de se retrouver entre eux, de façon informelle, puis de manière instituée. Nous avons commencé à nous réunir, à tenter de définir le rôle, la fonction de délégué régional. Quelle instance de l'A.P.M.F. détiendrait la capacité et la légitimité de prendre des décisions localement, là, sur leur terrain, où les adhérents regroupés prennent l'initiative de se mobiliser ?

L'existence et la reconnaissance de chaque délégation régionale se sont matérialisées par un numéro de téléphone portable, par une adresse internet et un papier à en-tête régionaux, par un financement spécifique et par un rapport financier et d'activités annuels.

L'évidence et la nécessité de rencontres régulières entre délégués régionaux se sont imposées. Nous avons mis en commun les préoccupations exprimées par les adhérents, les rivalités, les inquiétudes, la demande de repères sur les positions de l'A.P.M.F. et leur articulation nécessaire avec les décisions du bureau et du conseil d'administration. L'évidente double légitimation des représentants régionaux s'est clarifiée : de la part des adhérents du territoire régional par une désignation électorale, et dans un second temps par la validation du conseil d'administration.

L'importance de disposer de supports de qualité et en quantité : plaquettes, affiches, panneaux d'information avec du texte ou des dessins d'humour, est apparue dès les premières actions d'information sur la médiation familiale. Celles-ci ont regroupé des médiateurs familiaux de plusieurs services pour des interventions communes auprès des publics professionnels ou familiaux, auprès des interlocuteurs institutionnels locaux (CAF, Tribunaux, Mairies, Conseils Généraux, Centres sociaux...).

Je me souviens des réflexions et des échanges vifs, de vive voix, par Internet ou par courrier lorsque Bernard Cortot conduisit le changement des statuts en 2006. L'inscription dans ce texte de la reconnaissance du conseil des régions fut portée par des délégués engagés depuis plusieurs années Jean Pierre Haza, Claude Barrier, Hedi Znaïen, Marie Claude Sixdenier, Marie Jo Fercot, Yves Mazzella et Dominique Lefeuvre. Le débat porta sur les questions de représentations de l'A.P.M.F. et les préoccupations de terrain des médiateurs familiaux, la question de la délégation des pouvoirs au sein de l'association. Qui décide ? Qui représente l'A.P.M.F., la médiation familiale, les médiateurs familiaux, les adhérents ? Le changement des statuts a constitué l'opportunité de penser la régionalisation dans le sens d'une plus grande autonomie politique et financière. S'est manifestée la nécessité de mieux clarifier les responsabilités et les fonctions des délégués et des délégations régionales.

Je me souviens du texte de 2007, signé Isabelle Juès, où les missions déléguées au conseil des régions ont été déclinées officiellement.

Je me souviens qu'en 2008, le conseil des régions est maintenant inscrit dans les statuts. Les articulations avec le Conseil d'Administration, le Bureau et la trésorière se précisent. À chaque fois, la réunion des délégués régionaux a lieu la veille du Conseil d'Administration. L'articulation se réalise par des membres représentants auprès de ces deux instances.

Je sais que pour les vingt ans de l'A.P.M.F., la semaine nationale de la médiation familiale¹ en particulier, sera un point d'orgue de nombreuses initiatives et de mobilisations locales et régionales. Tout au long de l'année, des adhérents se déplacent, se regroupent, participent à des permanences et des réunions d'information sur la médiation familiale, organisent des débats à thème ; et ce faisant participent au développement de la médiation familiale.

Le rythme de la structuration régionale s'inscrit dans des réalités locales très contrastées avec un nombre d'adhérents parfois limité parfois abondant et une représentation locale balbutiante ou très active et bien identifiée.

Au plan financier une étape importante a été initiée par Françoise Ancelin, finalisée par Marie Claude Sixdenier: chaque délégation dispose d'un compte bancaire associatif, les budgets prévisionnels et les comptes sont discutés en conseil des régions sous le contrôle de la trésorière avec des documents comptables communs. Cuisine interne diriez-vous en lisant ces lignes, vous auriez raison. Je précise juste que cette étape est symboliquement très forte pour inscrire les délégations régionales dans leur autonomie et leur appartenance à une même association.

¹ Du 17 au 22 novembre 2008 dans toute la France Pour la quatrième année consécutive, l'A.P.M.F. organise une semaine d'événements pour faire connaître la médiation familiale.

Je me souviens de débats animés en Conseil des Régions sur les pratiques, le rôle de l'A.P.M.F. et les responsabilités des délégués régionaux. Je garde en mémoire les manifestations intenses d'enthousiasme et de curiosité mais aussi l'expression de volontés émoussées, de colère, d'attentes déçues, de découragement... Les réunions du Conseil des Régions représentent une implication considérable en temps personnel avec des réveils à l'aube et de longs trajets. Et puis dans sa région, représenter l'A.P.M.F., ce sont des courriers, des décisions, des réunions, des concertations, des arbitrages, beaucoup de temps et beaucoup d'énergie où le soutien d'une équipe d'adhérents est extrêmement précieux.

Je me souviens de cette soirée de septembre 2008, où entre délégués régionaux, nous avons convenu d'une conférence téléphonique. La nécessité de ce lien solidaire et précieux pour assumer cette fonction de délégation régionale, passionnante et usante, a été exprimée très fortement (à distance mais de vive voix).

Le site Internet connaît au moment de la rédaction de ces lignes un changement dans le même sens, puisque dorénavant chaque délégué régional aura la responsabilité de rédiger et publier en ligne des pages pour diffuser les informations et les initiatives qui impliquent les adhérents dont il assure la représentation.

La politique actuelle de l'A.P.M.F. est le développement et la structuration des actions régionales avec des capacités élargies d'actions : budget par région, reconnaissance de la légitimité des délégués régionaux entouré d'équipes d'adhérents, autonomie, représentativité auprès des instances de l'association et auprès du public du territoire régional.

Un objectif est de faciliter et de renforcer les réseaux locaux entre médiateurs familiaux pour sortir de l'isolement, mettre en commun les expériences, faire avancer les pratiques, s'enrichir mutuellement. Il s'agit pour le délégué et son équipe d'impulser une dynamique d'un territoire, de motiver, responsabiliser, utiliser (au sens noble) les potentialités de chaque adhérent, de lancer un processus qui ne demande qu'à se poursuivre.

Un autre objectif est l'interface entre les « positions de l'A.P.M.F. » et les interrogations, la mobilisation des adhérents et des médiateurs familiaux à partir du terrain de leurs pratiques.

Un autre objectif est de participer au développement de la médiation familiale et d'affronter toutes les questions soulevées par le D.E.M.F., la formation initiale et continue, la prestation de service et le financement des services, le statut du médiateur familial, l'extension du champ des pratiques, la qualité éthique et les spécificités de la médiation familiale, la participation aux comités départementaux de la médiation familiale...

Et au-delà, la question essentielle posée est celle du lien qui unit chaque adhérent à tous les autres adhérents d'une même instance fondée et irriguée par des valeurs communes et capable de soutenir en permanence le débat des différences et des points communs de ses membres.

oOo

La formation : le chemin pour la construction d'un métier

Jocelyne DAHAN

Médiatrice familiale

Administratrice de l'A.P.M.F. de 1990 à 2005

Prendre le temps de retracer l'histoire de la formation à la médiation familiale ne peut pas être dissocié de l'histoire de notre association, c'est poser pierre après pierre pour construire un chemin débroussaillé par les premiers médiateurs jusqu'à la création du Diplôme d'État.

La mise en place du Diplôme d'État de Médiateur Familial² a consacré la professionnalisation d'une activité informelle qui s'est structurée en moins de vingt années et a été propulsée par l'A.P.M.F.. Ce texte est consécutif aux travaux du Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale (C.N.C.M.F.)³. La construction de cette filière de formation s'est réalisée progressivement entre 1988 et 2003, initiée par la réflexion et les travaux des premiers médiateurs familiaux au sein des deux associations qui les représentent au plan national : l'Association Pour la Médiation Familiale (A.P.M.F.)⁴ et la Fédération Nationale de la Médiation Familiale (FENAMEF)⁵.

Nous retracerons, ici, ce cheminement au travers de son historique et de sa conceptualisation : d'une fonction empirique à la création d'un métier.

La période initiale : 1988-1992

La première initiative publique relative à la médiation familiale a été le colloque de Versailles organisé au début de l'année 1988 par l'Association Père Mère Enfant⁶. Dans la foulée, un voyage d'étude est organisé, au printemps 1988, auprès du service de médiation à la Famille du Tribunal de Montréal, à l'issue duquel se pose la question de la transmission par la formation. Vont participer à ce voyage d'étude, pour la France, des représentants du Ministère de la Justice, des Affaires familiales et du Droit des Femmes mais aussi, des professionnels exerçant leurs activités dans le champ du conflit familial. La quasi-totalité de ces professionnels sont devenus les membres fondateurs de l'A.P.M.F..

² Décret n°2003-1166 du 2 décembre 2003 ; arrêté du 12 février 2004 ; circulaire N° DGAS/4A/2004/376 du 30 juillet 2004.

³ Le C.N.C.M.F. mis en place par décret interministériel en 2001, sera décrit ultérieurement dans le texte.

⁴ L'A.P.M.F. a été déclarée en préfecture en novembre 1988.

⁵ La FENAMEF a été créée en 1991, dans un premier temps elle s'intitulait le Comité National des Associations de Médiation Familiale.

⁶ APME-MEDIATION à Versailles, association créée en 1983 par une avocate, un magistrat et deux parents. Elle se fixe pour but de promouvoir la co-responsabilité parentale et la gestion des conflits parentaux pour les accompagner à trouver des accords prenant en compte les besoins de chacun et notamment ceux des enfants.

L'élément déclencheur de l'émergence de la médiation familiale en Europe et notamment, en France, reste le colloque de Genève organisé par l'association de parents divorcés *Parents Forever International*⁷.

C'est à l'automne 1989, qu'apparaissent les premières formations à la médiation familiale. Elles sont organisées par des médiateurs québécois au sein d'institutions françaises dont, en premier lieu, l'École des Parents et des Éducateurs d'Ile de France.

Ces formations s'adressent à des professionnels des sciences humaines ou du droit, sans sélection des futurs stagiaires et se situent donc, dès leur origine, dans le domaine de la formation continue.

Plusieurs étapes composent le processus de formation : formation de base sur cinq jours, formation avancée en cinq jours, supervisions en petits groupes avec un médiateur québécois.

Très rapidement, ces formations en dix jours apparaissent insuffisantes à la pratique de la médiation familiale. Des idées maîtresses se dégagent lors du Congrès de Caen⁸ :

- Une sélection des stagiaires apparaît obligatoire. Il est souhaitable que les médiateurs familiaux justifient d'une origine et d'une expérience professionnelles issues des sciences juridiques ou psycho-sociales comme pré-requis pour l'accès à cette formation
- Une formation structurée devient une nécessité absolue pour répondre aux besoins spécifiques du médiateur dans sa pratique et adapter les contenus aux compétences à développer
- Une confirmation de la crédibilité du futur médiateur qui doit faire ses preuves face aux familles, aux professionnels dont les magistrats et les avocats et, bien entendu, face aux Ministères et administrations concernés.

La formation à la médiation familiale devait alors conduire à une modification effective de la posture et du cadre d'intervention habituels de ces professionnels, mais aussi à une redéfinition de leur statut professionnel et à la mise en place de services de médiation familiale de qualité.

C'est également lors de ce congrès qu'est votée une motion créant une Commission Européenne qui devra définir les pré-requis et contenus de formation. A l'initiative de l'A.P.M.F., cette commission, composée de responsables de formation, s'est réunie dès septembre 1991, afin de réfléchir sur la possibilité d'un « tronc commun » à tous les organismes de formation, tout en préservant les spécificités et la culture de chaque pays. Des représentants de six pays sont présents (Italie, Belgique, France, Allemagne, Suisse, Angleterre) et rédigent la Charte Européenne de la Formation des Médiateurs Familiaux, qui décline :

- Les champs d'application de la médiation familiale,
- Les compétences requises du médiateur,
- La formation nécessaire à l'acquisition de ces compétences.

Cette Charte est signée par treize organismes de formation européens le 15 octobre 1992, dont cinq français :

- L'École des Parents et des Éducateurs IDF
- L'AFCCC

⁷ Octobre 1988.

⁸ Actes du Colloque, 1991 CNASMF (aujourd'hui FENAMEF) & A.P.M.F.

- Le CNIDFF
- La Ville de Paris
- L'Université Paris X Nanterre.

A moyen terme, l'objectif de cette commission était de définir les critères d'accréditation communs aux médiateurs européens. A long terme, l'objectif était de voir reconnaître, par les autorités compétentes de chaque pays, cette formation.

Tout au long de ces deux années, ce travail a été accompagné par Benoît Bastard, chercheur au CNRS CSO.

Dans les années suivantes, il est constaté que la formation dispensée permet non seulement aux stagiaires d'acquérir des capacités instrumentales, mais également de favoriser l'articulation entre ces outils et des concepts philosophiques et sociologiques, afin de donner sens à cette nouvelle pratique⁹.

Vers une extension européenne : 1996-2000

En 1996, l'ampleur de cette commission et les exigences nationales rendent nécessaire la création d'une instance européenne autonome C'est ainsi qu'est créé le Forum Européen¹⁰. Les travaux du Forum Européen portent sur la formation mais aussi, sur l'ensemble des questions pédagogiques :

- L'accréditation des centres de formation
- La formation continue des médiateurs familiaux
- Un travail auprès des instances nationales en vue de la reconnaissance de cette pratique
- L'organisation de rencontres entre les centres de formation
- L'édition d'une revue intitulée « Tavola Redonda », revue à ce jour suspendue
- Un *projet de recherche*.

Le Forum est structuré en deux instances, le Bureau et le Comité des Standards, composées de membres élus et représentants les différents centres de formation des différents pays composant le Forum.

Durant ces mêmes années, en France, les travaux et la commission de l'A.P.M.F., animée par Jocelyne DAHAN, se poursuivent en associant, en 1999, aux représentants des centres de formations les représentants de la FENAMEF, des formateurs et des praticiens. Elle se fixe pour tâche d'approfondir et de réactualiser les critères de formation et d'exercice des médiateurs familiaux.

Lors de l'assemblée générale du 05 décembre 2000, l'A.P.M.F. adopte le projet d'actualisation de la Charte Européenne incluant cette fois-ci une dissociation de la formation théorique et du stage pratique ainsi que la mise en place d'une procédure d'accréditation professionnelle des médiateurs en exercice. En 2001, le Conseil d'Administration de l'A.P.M.F. adopte ce nouveau texte intitulé Charte 2000¹¹.

En effet, pour prendre en compte la difficulté des stagiaires de trouver des terrains de stage et le paradoxe qui prévoyait la validation de la formation conditionnée au stage pratique, la commission formation a adopté le fait d'une validation de la forma-

⁹ in Dahan, J. (1996). *La Médiation Familiale*. Edition Bernet.

¹⁰ in Bonafé-Schmitt, J.P., Dahan, J., & al. (1999). *La médiation, les médiations*. Ramonville Saint-Agne : Eres.

¹¹ Charte 2000 document A.P.M.F.

tion théorique qui place le candidat en position de « médiateur stagiaire » et lui octroie une période de deux années pour demander son accréditation professionnelle. L'A.P.M.F. met en place cette clause d'accréditation au cours de l'année 2001 par la création du Collège des médiateurs familiaux, réalisant ainsi une validation de la qualification entre pairs. Il a été également prévu une reconnaissance de la pratique des premiers médiateurs familiaux, exerçant avant 1992, leur accréditation peut être demandée et validée sur justificatifs¹² :

- D'une formation à la médiation familiale conforme à la Charte Européenne
- De leur exercice de médiateur familial
- D'un engagement au respect du Code de Déontologie
- Du *suivi d'une analyse de leur pratique*.

La mise en place de cette procédure d'accréditation est-elle le premier pas vers la mise en place d'un système ordinal à l'instar des professions médicales, juridiques ? Il est à noter que progressivement les contenus de formation se diversifient et qu'il semble que la plupart des centres de formation proposent une extension de la pratique des médiateurs familiaux à l'ensemble de la constellation familiale de ses acteurs et des différents dysfonctionnements dans le champ familial.

De la même manière, des modèles théoriques se dégagent (systémique, analytique, transformatif, narratif...), permettant de repérer des approches qui donnent un choix d'accès aux futurs stagiaires.

En conclusion, cette période a permis l'élaboration de tous les éléments nécessaires à l'organisation de la formation : formation continue, un accès pluridisciplinaire des stagiaires, des contenus de formation transversaux, responsabilité pédagogique des formations confiées à un médiateur familial en exercice et ayant compétence dans le domaine de la formation des adultes, une articulation des programmes entre disciplines théoriques et exercice pratique, enfin la définition des modalités d'évaluation terminale.

Vers l'institutionnalisation : 2000-2004

En 1999, la Mission Interministérielle à la Famille met en place un groupe de travail, les deux associations nationales y participent.

En novembre 2001, est créé, par l'A.P.M.F. le Collège des Centres de Formation, qui prend la suite des travaux de la commission formation. Ce Collège est composé de l'ensemble des centres de formation initiale et continue à la médiation familiale.

C'est aussi en 2000, à la demande de la Ministre de la Famille, qu'une commission de travail est mise en place, coordonnée par Madame Monique Sassier, alors, Directrice Générale de l'UNAF. Ce travail donne lieu à la parution d'un rapport : « Propositions et argumentaires pour la médiation familiale¹³ ». Parmi les propositions retenues, figure la création du Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale. Cette instance est mise en place par Mesdames les Ministres de la Justice et de la Famille le 8 novembre 2001 pour une durée de trois années. Il est composé de dix sept membres nommés par décret interministériels et issus :

- des Ministères concernés (Justice, Affaires Sociales)
- de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales
- Des corps professionnels (magistrats, avocats, notaires)

¹² Le collège des Médiateurs Familiaux A.P.M.F., cf site Internet A.P.M.F. www.apmf.fr

¹³ Paru en 2001, éditions Dunod.

- Des représentants d'associations nationales (l'Union Nationale des Associations Familiales, l'A.P.M.F., représentée par son président Pierre GRAND, et la FENAMEF, représentée par son président Roger LECONTE)
- De trois experts (deux universitaires et un médiateur familial, Jocelyne DAHAN.)

Le Collège des Centres de formation, poursuit ses travaux avec, cette fois-ci, pour objectif un travail en concertation avec les orientations du Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale. A l'issue de ces travaux, le CNCMF rend au Ministre de la Justice la synthèse de ses propositions sous la forme d'un livret intitulé : « La médiation familiale : un métier pour l'avenir ? »¹⁴.

Rappelons que les objectifs du CNCMF étaient d'affirmer la place de la médiation familiale au sein de la médiation en générale. En effet, si le champ d'application est spécifique et rend nécessaire l'apprentissage du contexte (juridique, psychologique, sociologique), il n'en reste pas moins vrai que le mode opératoire du médiateur reste identique à tous les champs d'application.

Par ailleurs, la volonté du CNCMF était la création d'un métier inter et transdisciplinaire afin de permettre, par un métissage des cultures et des identités professionnelles, de créer un métier innovant et transversal.

La Direction Générale de l'Action Sociale (DGAS.) prend le relais pour transposer les propositions du CNCMF en un texte déclinant les référentiels et les modalités d'exercice du métier. En 2003, est publié le décret d'application créant le Diplôme d'État des Médiateurs Familiaux, formation spécialisée rattachée à la formation continue de professionnels en activité. Ce diplôme, de Niveau 2, est placé sous l'autorité du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Il est accessible soit par voie directe, soit par la procédure de Validation des Acquis et de l'Expérience et ces deux modes d'accès à la certification sont placés sous la responsabilité des DRASS. Le 31 juillet 2004 est publiée la circulaire d'application, sa mise en application peut commencer.

Le développement de la formation, à ce jour

A ce jour, les instances nationales (A.P.M.F. & FENAMEF) continuent de mener leur réflexion pour le développement de la médiation familiale comme un métier offrant toutes les garanties de qualité tant en direction des familles que des partenaires professionnels mais aussi, pour un statut du médiateur familial.

- Les contenus et processus de formation

Au travers des textes officiels, qui encadrent l'exercice de la médiation familiale, nous retrouvons quasiment tous les éléments préconisés par les associations nationales :

- La responsabilité pédagogique est confiée à un médiateur familial en exercice, diplômé d'État et ayant compétence dans la formation des adultes
- Les contenus de formation prennent appui sur une articulation entre enseignements théoriques et professionnels
- Les référentiels d'évaluation ont repris les éléments d'évaluation des formations antérieures dans le cadre d'une certification officielle.

¹⁴ Document à télécharger sur le site web de l'UNAF : www.unaf.fr.

La formation d'un volume total de 80 jours (560 heures) est répartie sur deux années, elle se compose :

- D'une unité de formation principale portant sur le processus de médiation et l'intégration des techniques de médiation (315 heures)
- D'une unité de formation contributive de droit (63 heures)
- D'une unité de formation contributive de psychologie (63 heures)
- D'une unité de formation contributive de sociologie (35 heures)
- De méthodologie d'élaboration du mémoire (14 heures).

Le collège des centres de formation

Le Collège des Centres de Formation animé par les deux associations nationales est constitué de deux instances :

- Un groupe de coordination composé de trois représentants de chaque association, qui se réunit environ tous les deux mois pour organiser le travail, les objectifs
- Le groupe des centres de formation, qui est réunit deux fois par an. L'objectif de ce groupe est d'affirmer un engagement de qualité en respect des principes déontologiques qui encadrent ce métier, de favoriser les échanges entre centres de formation, et d'approfondir la réflexion quant aux référents référentiels mis en œuvre pour la formation. Chaque année, deux sessions de deux journées de travail ont lieu, elles réunissent 37 centres présents ou représentés, soit une large majorité des centres ayant reçu cet agrément ou depuis janvier 2005 l'accord administratif¹⁵ délivré par les DRASS. Le travail porte sur l'ensemble du référentiel de formation.

Il faut noter qu'avant la parution des textes officiels seuls 11 centres proposaient ces filières de formation, la question récurrente reste l'adéquation entre l'offre du nombre de médiateurs qui vont arriver sur le marché de l'emploi et la demande de médiation.

Les centres de formation interpellent les deux associations nationales pour être l'interface entre eux et les pouvoirs publics. A terme l'objectif final est la rédaction d'une Charte de qualité de la formation au D.E.M.F. et vraisemblablement une évaluation du fonctionnement des centres de formation.

Et du côté européen ?

Le Forum poursuit ses travaux, le changement réside dans le fait que plusieurs pays ont légiféré quant à la qualification des médiateurs familiaux, ainsi l'orientation est davantage vers un agrément sur la qualité, mais seule la France a opté pour un Diplôme d'État. La France semble avoir désaffecté cette instance, alors que les formations supérieures répondent aujourd'hui à une harmonisation européenne par les accords de Bologne, facilitant la libre circulation des étudiants.

Aujourd'hui 123 centres européens et hors Europe (Israël) sont adhérents de cette association qui se retrouve, chaque année, lors de leur Assemblée Générale pour deux journées d'étude. En 2009, un colloque sera co-organisé avec l'UNAF à Paris.

¹⁵ Le processus d'agrément des centres de formation est actuellement réalisé par les Directions Régionales de l'Action Sociale, il s'agit d'un agrément administratif : 40 centres de formation ont reçu cet agrément, ils représentent les secteurs publics (université) et privés.

En conclusion

L'évolution et la reconnaissance rapide du métier auront mis moins de vingt ans, ce qui est un laps de temps court au regard de la construction d'autres métiers tels que ceux du secteur social par exemple.

Ce passage d'une pratique empirique à l'institutionnalisation du métier peut permettre de poser l'hypothèse de la présence dans la culture de notre société de la médiation comme une mode de régulation social et de renforcement d'une éducation citoyenne basée sur une responsabilité de chacun, du respect des différences.

Le point sombre reste la pérennité de ce nombre important de centres de formation qui demeure lié à l'évolution de la demande de médiation, à l'activité et au financement des services.

Ce Diplôme d'État est, assurément, une première étape. Déjà quelques centres de formation, dont le Conservatoire National des Arts et Métiers de Montpellier, offrent une filière de formation généraliste, spécialisée par un partenariat avec un Centre de formation ayant obtenu l'agrément de la DRASS pour la formation au Diplôme d'État de Médiateur Familial. L'avenir pourrait se construire sur ce modèle, permettant aux médiateurs en activité de se spécialiser dans l'un ou l'autre des champs d'application par un système de capitalisation des acquis formation. Moins la médiation familiale sera isolée de l'ensemble des médiations plus elle se développera.

Conclure est illusoire car la formation continuera d'être interrogée, modifiée par les médiateurs familiaux pour être au plus près de l'évolution du métier dont nous ne connaissons pas encore les contours et peut-être pour rejoindre le « tronc commun » de la médiation dont la médiation familiale n'aurait pas dû être extirpée.

Pour terminer, nous citerons Monique Sassier, dans l'introduction des travaux du Conseil Consultatif National de la Médiation Familiale : « *Il convient qu'à l'heure délicate de la transmission de cet héritage concernant la construction du métier, la rigueur soit à la mesure de l'enjeu attendu : la qualité de la formation sera l'une des garanties majeures de la médiation familiale que nous souhaitons exemplaire* ».

oOo



Jocelyne Dahan

Sylvie Farnane, Aïssatou Condé et les autres... : le secrétariat

Stéphane DITCHEV

Médiateur familial

Administrateur de l'A.P.M.F. de 1996 à 2006

L'A.P.M.F. a vingt ans

En même temps que l'A.P.M.F. a vingt ans, Sylvie Farnane fête ses 5 ans de secrétariat au sein de notre association.

Sylvie prit possession des lieux, nos nouveaux locaux, rue Beccaria que nous occupions alors dès février 2001. Ce n'était pas le début de notre secrétariat, ni nos premières secrétaires. Depuis la naissance de l'A.P.M.F., plusieurs secrétaires sont venues travailler avec nous : bénévoles ou légèrement indemnisées, professionnelles ou adhérentes voulant ou acceptant de donner du temps et de l'énergie pour faire fonctionner l'association. Merci encore à toutes celles, et ceux, qui ont fait tout ce travail parfois fastidieux et dans de mauvaises conditions, pour faire vivre l'A.P.M.F. : Jacqueline Rio, Marie Dussaussois et Annie Kasseyet.

Au début, nous n'avions pas de locaux propres. Nous avons emprunté des bureaux, loué, voire un peu squatté par-ci, par-là des lieux où quelqu'un pouvait répondre au téléphone, faire quelques courriers ou enregistrer les adhésions. Bien-sûr, beaucoup de travail était fait par les membres fondateurs et les élus au Conseil d'Administration ; chacun faisant un peu ou beaucoup chez lui... D'ailleurs les réunions du Conseil d'administration se tenaient aussi dans plusieurs endroits, non attitrés.

Et puis, de plus en plus d'adhésions et un travail nécessaire accru nous ont poussés à prendre une grande décision : louer directement des locaux, un bureau. Enfin, nous allions pouvoir être "chez nous" ! Sitôt dit, sitôt fait... Un beau bureau fut trouvé, à deux pas de la gare de Lyon, à Paris, donc bien accessible, en particulier par train et RER. Un coup de peinture, un minimum de meubles neufs... Et voilà, nous étions prêts pour travailler dès février 2001. Nous avons à peine tenu un premier C.A. sur place qu'il nous parût évident qu'il faille un/une secrétaire, en permanence. Marie Dussaussois, adhérente, fut d'accord pour "lancer" le secrétariat pendant quelques mois. Ensuite Annie fut embauchée pendant presque deux ans. Et, en octobre 2003, Sylvie reprit ce poste. Depuis, elle a travaillé avec Fatiha, Joëlle, Malha, Paula, et maintenant Aïssatou.

Si vous téléphonez à l'A.P.M.F., vous aurez Sylvie qui vous parlera. Si vous écrivez ou envoyez un email, c'est encore Sylvie qui vous répondra. Si vous envoyez une

adhésion, c'est Sylvie qui l'enregistrera. Si vous passez sur place, c'est Sylvie qui vous recevra... Toujours avec sourire, gentillesse et efficacité ! Et ceci depuis cinq ans. Bien sûr, vous avez sans doute eu l'occasion d'avoir un contact avec d'autres personnes. Actuellement, c'est Aïssatou qui la seconde.

Sylvie, elle est notre point d'intersection, notre aiguillage, notre interface... Comme elle le dit elle-même ! Elle communique, elle diffuse, elle organise, elle gère, agit... « J'aime bien diffuser l'information d'une façon large... »

Elle fait tout cela, au-delà de ses soixante minutes de métro. Elle arrive tôt, très tôt. Elle aime bien être là, tôt le matin dans la tranquillité. Presque personne dans la rue. Seule au bureau... Là, Sylvie est à l'aise pour faire et agir. "J'aime bien aller jusqu'au bout..." Elle est autonome, et s'organise toute seule.

Chacun, chacune vient au local, entre, sort quand il y a une réunion d'une commission ou d'un groupe de travail. Cela fait une pression, cela fait beaucoup de monde parfois. C'est difficile de s'adapter à chaque personne qui passe tout en restant concentrée sur le travail en cours qui ne permet aucune dérive dans le temps. Pire encore lorsque le moment du renouvellement des membres administrateurs arrive, tandis que d'autres membres plus anciens s'en vont avec leur histoire.

Il faut s'y retrouver ! Sylvie doit bien faire face ! Surtout au milieu des tensions qu'il y a parfois... Même chez les médiateurs familiaux dont c'est pourtant le travail de les apaiser ! (oui, cela arrive...). Il ne suffit pas de préparer. "Le plus difficile, c'est d'anticiper..." On peut se demander comment elle nous supporte, Sylvie !

Mais, particulièrement en dehors du secrétariat, comment s'y retrouve-t-elle à propos de médiation familiale ? "Cela positive... Cela permet de mettre à plat les enjeux, les souhaits en présence ou tout simplement donner la parole à ceux qui ne l'ont pas prise... C'est une relation, juste entre distance et proximité !" C'est un petit peu comme le secrétariat : prendre une distance ; écouter l'histoire, comprendre l'histoire, et même aider à comprendre l'histoire... Mais ne pas être dans l'histoire !

Alors, si parfois, vous pensez à elle, faites lui un petit signe, un grand bonjour par email ou en passant lui dire des mercis pour tout ce qu'elle fait...

oOo

... Et des compagnons de route

Costanza MARZOTTO

*Psychologue
Médiatrice familiale (Italie)*

J' avais entendu parler de l'Association pour la promotion de la médiation dans l'année 1988 lors de ma venue à Paris pour rencontrer Annie BABU pour le travail de ma thèse de psychologie sur la médiation familiale en France.

C'était un moment magique en Italie car depuis quelques mois deux Services Publics pour l'aide dans la transition du divorce venaient d'être ouverts pour offrir aux couples séparés la médiation et on commençait à parler des voies alternatives pour la gestion des conflits familiaux.

A l'époque en Italie les modèles les plus répandus étaient le « thérapeutique » des américains H.H. Irving et M. Benjamin et le « structuré » de J. Heynes et d'O.J. Coogler, mais ma formation psycho-sociale, la collaboration avec le Centre d'Études et de Recherche interdisciplinaires pour la famille de l'Université Catholique de Milan et mes liens avec la langue française m'avaient poussée à la recherche de quelque chose de différent en France.

Le numéro de la revue « *Le groupe familial* » 1989 dédié à la médiation et les contacts avec l'École des Parents et des Éducateurs d'Ile de France m'ont fait rencontrer madame Babu, que nous aimons appeler familièrement la « *grande mère* » de la médiation familiale, dans le sens « génératif » du terme, celle qui a fait développer cette pratique dans les contextes francophones, mais aussi en Italie.

Après cette rencontre de Paris, on m'a demandé si je connaissais quelqu'un en Italie qui aurait pu apporter son expérience en tant que médiateur au Colloque International de l'Association en 1990 à Caen au Congrès Européen. Pour la première fois 4 italiens ont participé à cette importante rencontre de confrontation des besoins des couples séparés, des intervenants et des *policy makers* (les décideurs politiques).

Ce qui m'avait beaucoup surpris du colloque de Caen était surtout 3 choses : l'attitude ouverte et d'écoute réelle du représentant du Gouvernement ; la présentation au public du vécu des « médiés », et l'attention pour la dimension éthique de la médiation, aussi à partir du setting, du lieu où offrir cette ressource.

A l'occasion de cette écriture, je m'aperçois que ce qui m'avait passionnée dans la médiation sont effectivement ces trois caractéristiques : l'engagement des partenaires dans le processus qui se passe dans un contexte neutre, extrajudiciaire, mais à l'ombre d'un projet politique spécifique où le principe de subsidiarité est bien clair

(ne pas se substituer aux sujets mais les soutenir dans les passages critiques de leur vie !)¹.

Je vais très simplement reprendre mes souvenirs par rapport à ces 3 thèmes.

- Madame Michèle André secrétaire d'État aux droits des femmes et les autres représentants de la chose publique étaient là pour savoir effectivement qu'elle aurait pu être la meilleure législation possible, l'organisation des services la plus efficace, la formation des professionnels la plus adéquate pour introduire cette nouvelle prestation dite « médiation familiale », dans une perspective où le « *corps social* » écoute et répond aux nouvelles nécessités des « *corps familiaux* » en difficultés pour le bien-être de la communauté sociale. Les interventions en plénière et les rencontres individuelles dans les couloirs avec les représentants de l'Association, les pratiquants et les administrateurs, visaient toutes à confronter l'expérience réalisée dans les autres pays, manifestant déjà la vocation européenne de l'A.P.M.F. Je me souviens de la présence de Lisa Parkinson avec laquelle on a fait après de la formation en Italie, Marian Roberts du Royaume-Uni et l'intervention de son mari, du public qui souhaitait la séparation entre Tribunal et médiation suivie d'applaudissements sans fin !
- Mais encore, je n'oublierai jamais le silence lors de la prise de parole du couple qui avait fait recours au tiers : c'était à la fin d'une table ronde où les intervenants avaient peut-être eu eux-mêmes l'expérience de la séparation. Mais les experts prenaient la parole « au nom » des clients comme l'on fait dans les meetings internationaux académiques. Là au contraire la valeur de la « plénipotentiarité » des parents était manifeste, évidente et pratique dans la réalité : on écoutait de vive voix les besoins des personnes « souffrant » le conflit dans le sens d'être au milieu et aussi de pâtir la douleur d'une rupture ou la faillite d'un projet ! Il s'agissait d'un choix révolutionnaire qui signalait une perspective de travail où les clients et les praticiens partageaient la même finalité, avaient la même préoccupation de sauver la valeur des liens familiaux au delà de la rupture conjugale : pas simplement la recherche d'une adaptation au divorce, mais la régénération des liens après le conflit². Dans un article que j'ai publié à ma rentrée, je soulignais l'importance de la médiation familiale, un don pour la communauté produit d'un mouvement complexe où les associations familiales, les groupes des clients et les psychosociaux coopéraient pour la construction d'un changement culturel, pour le maintien des liens symboliques entre les genres, les générations et les lignées, les tâches spécifiques de la famille³.
- Enfin la question déontologique, mais je dirais plus, l'attention à l'éthique intrinsèque au travail du médiateur. L'A.P.M.F. n'avait pas seulement le but de promouvoir sur le marché des services sociaux un nouveau produit, mais on voyait bien que la pratique de cette ressource réclamait une transformation in-

¹Marzotto C., *Per una storia della mediazione familiare mediatrice familiare*, in "Mediazione Familiare sistemica", II, 2004, pp-32-42

²C. Marzotto e G. Tamanca *La mediazione e la cura dei legami familiari*, in Scabini E e Rossi G. "Rigenerare i legami: la mediazione nelle relazioni familiari e comunitarie" Studi Interdisciplinari sulla famiglia XX, /2004 Vita e Pensiero, Milano.

³C. Marzotto, *Un nuovo servizio di aiuto alla famiglia in crisi*, in "Politiche Sociali e Servizi", 2/1990, pp. 135-145.

dividuelle de la part des médiateurs, une adhésion explicite à un nouveau code professionnel. Nous disons en italien « fare un'opzione di fiducia » face à des parents qui se trouvent en difficulté, mais vers lesquels on maintient haut l'espoir et la confiance dans leur histoire relationnelle, malgré la séparation. Car la médiation délimite un champ où les personnes peuvent avoir accès à leurs responsabilités subjectives dans la manière de générer, où les enfants récupèrent l'appartenance aux deux souches. Un espace de transition où grâce à la présence d'un tiers la différence est soutenable dans le temps à venir⁴.

Dans les mois précédents et suivants le Congrès, l'Italie a aussi participé à la Commission sur le *Code déontologique*, dans le groupe coordonné par Jocelyne Dahan rencontrée à Caen et avec laquelle nous avons eu d'autres nombreuses occasions de travail fructueux ensemble. Le texte du Code de l'A.P.M.F. a été aussi la trame pour la rédaction du Code de la Simef, en 1995 et le Centre de Formation de mon Université (CSRF), lors de la promotion des premiers cours de formation en 1996 a voulu profiter de l'expérience formative de l'A.P.M.F. et recevoir l'agrément de la Commission

En particulier le débat sur l'accès « volontaire » à la médiation est encore ouvert en Italie : la récente Loi 54/2006⁵ a introduit dans le texte de réforme du divorce la possibilité, pour le juge de la séparation, de renvoyer le jugement pour que les parents puissent tenter avec des experts une médiation, pour rejoindre un accord, un projet éducatif pour les enfants, respectueux de leur besoins moraux et matériels, dans la perspective d'une continuité relationnelle avec les deux parents ! Nous avons pour tous les enfants un *affido condiviso*, dans le sens qu'après la séparation pour tous les enfants est prévue une continuité parentale, une responsabilité partagée et l'accès aux deux grands parents et aux deux lignées.

Anticiper un besoin pas encore reconnu mais qui a été toujours en augmentation en Europe et dans le monde entier - celui de la continuité des liens au-delà de la fracture conjugale pour la construction de l'identité des enfants - est un des mérites de l'A.P.M.F., qui a construit le long des années un réseau surprenant de collaborations interprofessionnelles, mais aussi d'amitiés parmi ceux qui, à titres divers, dans des contextes divers soignent les relations, une ressource invisible, mais symboliquement indispensable, pour édifier un monde à mesure de la personne humaine.

oOo

⁴C. Marzotto e R. Telleschi (a cura di), *Comporre il conflitto, La mediazione familiare: Metodo e strumenti*, UNICOPLI, Milano, 1999.

⁵Cfr. L. 54, 18.2. 2006, *Disposizioni in materia di separazione dei genitori e affidamento condiviso dei figli*, all'Art. 155-sexies on lit: « Il giudice qualora ne ravvisi l'opportunità, sentite le parti e ottenuto il loro consenso, può rinviare l'adozione dei provvedimenti di cui all'articolo 155 per consentire che i coniugi, avvalendosi di esperti, tentino una mediazione per raggiungere un accordo, con particolare riferimento alla tutela dell'interesse morale e materiale dei figli>>.

Lisa PARKINSON

Médiatrice familiale (Royaume-Uni)

Tout d'abord, je voudrais féliciter l'A.P.M.F. sur ses vingt ans de service pour la médiation familiale! C'est magnifique ! Je vous souhaite, tous et toutes, une très belle fête !

Je m'appelle Lisa Parkinson et depuis 30 ans je suis médiatrice familiale au Royaume-Uni - et aussi formatrice, superviseur et auteur d'environ vingt ouvrages sur la médiation familiale, publiés en plusieurs langues. J'étais co-fondateur et responsable du premier service de médiation familiale au Royaume Uni, fondé en 1978, co-fondateur et directeur de la Family Mediators Association (1988), co-fondateur du Forum Mondial de Médiation. Je continue ma pratique et mes apprentissages !

J'ai fait la connaissance d'Annie Babu en octobre 1988, lors du colloque à Genève organisé par le regroupement d'associations de parents qui devint Parents Forever International⁶.

J'étais intervenante au colloque à Genève et en parlant avec Annie Babu, nous avons découvert notre passion commune pour la médiation familiale, notre engagement mutuel pour son développement et un fort désir de partager nos idées et nos expériences.

Mes liens avec l'A.P.M.F., dès l'année de sa naissance, datent de cette rencontre avec Annie. J'ai été co-formatrice avec Annie, Linda Bérubé et d'autres pionnières et "grand-mères" de la médiation dans de nombreuses sessions de formation en France – surtout à Paris et aussi l'île de la Réunion et en Guadeloupe.

Les points marquants que j'ai relevés dans l'évolution de l'association sont :

- 1. Le premier congrès européen sur la médiation familiale, Caen, novembre 1990** – les interventions des médiateurs/trices venant de plusieurs pays européens et surtout le débat dans la Table Ronde avec neuf intervenants/tes. Chaque intervenant - même les anglophones !- parlait en français de la médiation familiale dans son pays (voir *La Médiation dans tous ses états*, Le groupe familial, n°125 octobre-décembre 1989).

⁶ Faites la médiation, pas la guerre, DITCHEV Stéphane in : AUFIERE PIERRETTE - BABU ANNIE, BILETTA ISABELLA, DAVID-JOUGNEAU MARYVONNE, DITCHEV STEPHANE, GIROT ALAIN, MARILLER NOELLE. Médiation familiale - Regards croisés et perspectives. Éditions Eres, 1997 (réédité en 2004).

2. L'établissement en 1991 du Forum Européen sur la Médiation Familiale – Formation et Recherches – dans le sein de l'A.P.M.F. À la suite du colloque, Jocelyne Dahan, déléguée de l'A.P.M.F., a invité les formateurs en médiation familiale de plusieurs pays européens à travailler dans un Comité de Standards pour écrire une ébauche de texte sur les critères de la formation à la médiation familiale, basée sur l'expérience des pays où elle était pratiquée. Une série de réunions organisées par l'A.P.M.F. ont eu lieu à Paris, Genève, Bruxelles. En 1992 ce travail a abouti à la publication d'une Charte Européenne sur la formation à la médiation familiale, en français et en anglais.

J'étais membre du Comité de Standards: nos échanges ont été riches et amicaux dans un bel esprit de coopération internationale. Je crois que ces échanges ont influencé le développement de la médiation familiale en Europe.

- Une anecdote :

Quand nous étions à l'aéroport de Genève, à la fin du colloque en 1988, Annie Babu m'a demandé : *“Qu'est-ce qu'il faut faire tout d'abord pour lancer un service de médiation familiale?”* et j'ai répondu *“Je crois qu'il faut rédiger un Code de Déontologie pour bien définir le processus de médiation familiale, ses principes de base, le rôle du médiateur etc.”* Puis, en gardant un œil sur le départ imminent de nos avions, nous nous sommes mis à traduire le Code de Déontologie de l'anglais en français!

- Mon regard sur l'A.P.M.F. aujourd'hui et son avenir.

Je voudrais voir le renouvellement des liens et des échanges entre les médiateurs familiaux français/britanniques, puisque nous partageons une longue histoire commune en développant la médiation familiale, nous avons une vision sur l'avenir à partager et un parcours encore à faire ...

Je regrette ne pouvoir assister à votre colloque les 14 et 15 novembre 2008, puisque je serai chez Annie Babu en Guadeloupe! Nous continuons nos vingt ans d'amitié et de coopération professionnelle en tant que co-formatrices dans une formation au Diplôme d'État en Médiation Familiale, organisé par l'Université des Antilles!

ENCORE, MES FÉLICITATIONS ET MES MEILLEURS VŒUX POUR L'AVENIR !

Lisa Parkinson, le 24 septembre 2008, Bristol

oOo

Discours d'Irène Théry pour la remise de la médaille de Chevalier de l'Ordre National du Mérite à Annie BABU

Irène THÉRY

Sociologue

Discours prononcé le 21 juin 2003

Ma chère Annie, me voilà donc, par la grâce de ton amitié, en charge de remettre pour la première fois de ma vie une médaille. Pour quelques instants, puisque c'est d'un peu plus que toi et d'un peu plus que moi qu'il s'agit, permets-moi de te dire « vous ».

Les rituels ne s'opposent ni à la liberté de l'individu, ni à la reconnaissance de sa personnalité propre, ni à l'attention que nous pouvons porter à la singularité d'un lien, au caractère unique d'un moment, à la beauté fugace d'un instant.

Les rituels existent pour inscrire nos vies toujours uniques dans un monde commun.

Et parfois, ils existent justement pour célébrer ensemble la façon dont quelqu'un a su inscrire sa vie exactement là, à la croisée du plus personnel et du plus universel, par une certaine façon de s'engager, de s'engager vraiment et durablement pour notre monde commun, et surtout pour que celui-ci soit plus accueillant à l'infinie diversité de nos « moi » privés, de nos choix singuliers, de nos amours, nos joies et nos détresses intimes.

C'est le cas aujourd'hui, où nous ne savons pas très bien si nous célébrons Annie Babu ou la médiation familiale.

De la médiation familiale, je ne dirai presque rien. D'abord, vous qui entourez aujourd'hui Annie, vous en êtes quasiment tous des praticiens et vous la connaissez bien mieux que moi. Ensuite, parce que je ne voudrais pas, par un panégyrique exalté, me défaire d'un coup de mon image ancienne de mère sévère de la médiation familiale. Autrefois, quand cette pratique naissait à peine en France, je ne vous ai rien passé de mes questions et de mes critiques...et ces critiques, loin de nous éloigner, nous ont rapprochés. Depuis, les médiateurs n'ont cessé de m'inviter avec chaleur et amitié à constater que j'avais eu tort : situation privilégiée, et bien trop agréable pour risquer de la perdre en quelques instants d'épanchement sentimental!

Mais en revanche, sur Annie Babu, ma chère Annie, j'ai beaucoup à vous dire. Ce sera ma façon de parler de la médiation, de dire en quelque sorte que si je suis contre la médiation familiale, décidément c'est « tout contre »!

Souvenez vous un instant - pas mal d'entre nous le peuvent - des années quatre vingt : période "trouble", à travers l'explosion du divorce. Certains ne voyaient se dessiner que

la mort de la famille, le déclin de la responsabilité, l'exaltation de l'égoïsme, le mépris des enfants. C'était un temps à la fois difficile et extrêmement inventif: Annie Babu, qui après ses études d'infirmière avait choisi le travail social de terrain, avait déjà pas mal roulé sa bosse et se consacrait à l'époque à l'enquête sociale auprès des juges du divorce, qu'on appelait alors JAM (juge aux affaires matrimoniales) et non JAF (juge aux affaires familiales).

Ces enquêtes étaient très importantes, puisqu'elles étaient l'élément principal sur lequel prenait appui la décision dans les cas difficiles. Mais elles étaient très complexes à réaliser et souvent insatisfaisantes. Non pas que l'enquêtrice soit de parti pris ou qu'elle ait dans la tête des modèles familiaux surannés : sur ce point, je peux témoigner que cette époque, où les assistantes sociales et les thérapeutes familiaux ont assuré les enquêtes à la place des fameuses « notabilités », a été d'une grande ouverture et d'une recherche sourcilleuse de l'impartialité. Non, l'insatisfaction qui saisissait les plus engagées des enquêtrices - et d'abord vous Annie - c'était celle des « paradoxes de l'enquête sociale » (Cécile Grandjean).

Comment peut-on donner au juge, sur la base d'une stricte évaluation, un avis sur « la solution la plus conforme à l'intérêt de l'enfant » ? Dans la plupart des cas conflictuels examinés par l'enquêtrice, l'intérêt de l'enfant était si bafoué qu'on ne voyait simplement pas quelle solution, en l'état, aurait pu le respecter. Il aurait fallu en réalité ne pas se contenter d'observer des conflits, des dégâts et des impasses, mais contribuer à les résoudre pour donner une chance au futur. Notre Annie, qui n'a jamais aimé se plier à la force des choses, se sentait de plus en plus mal à l'aise.

Et puis, un jour, « le déclic ». C'était en 1987, un colloque de l'Unesco. Le déclic en question est grande et rousse ; le déclic a l'accent canadien ; le déclic se nomme Lorraine Fillion. Elle parle d'une pratique nouvelle, la médiation familiale. Cette fois, il ne s'agit plus de décrire les situations difficiles, comme dans l'enquête sociale, mais d'agir pour les transformer, pour dénouer les conflits par une technique déjà assez sophistiquée de communication et de responsabilisation des individus. Annie est saisie : c'est exactement ce qu'elle cherchait sans avoir les mots pour le dire.

Mais surtout Annie est déjà, comme on dit à Québec, plutôt « front de bœuf » : elle fonce, vite, sans s'embarrasser de questions inutiles, sûre de son instinct. Elle va voir Lorraine Fillion à la fin de son intervention. Trois mois après, la voilà à Montréal, où Lorraine la plonge en immersion prolongée au cœur des pratiques du Service public de médiation familiale

La suite, vous la connaissez : le premier colloque de l'APME (Association Père Mère Enfant), puis le voyage à Québec en 1988 des 25 premiers pèlerins de la médiation, des pèlerins d'un genre particulier, plutôt vaccinés par expérience professionnelle à l'égard de toute révélation miraculeuse, mais capables d'enthousiasme communicatif. On raconte que les religieuses qui avaient hébergé ces pèlerins pour ce qu'elles croyaient être des stages de « méditation » familiale, n'en sont toujours pas revenues. La méditation... Un mot qui aura collé aux premières initiatives françaises tant celui de médiation, inconnu, peinait à émerger.

Encore en 1990, lors du grand congrès de Caen qui fut aussi le premier colloque européen sur la médiation familiale, et qui fut comme chacun sait une initiative d'Annie alors Présidente de l'Association Pour La médiation familiale (A.P.M.F.) les organisateurs eurent la surprise de découvrir en arrivant, grâce à l'immense banderole tendue au des-

sus de la porte, qu'ils avaient conçu le « Premier congrès européen de *méditation* familiale » !

Le tournant des années 80/90 est, comme le dit son amie Linda Bérubé, le cœur de la phase « pionnière » d'Annie. On ne vexera personne en disant qu'alors, la médiation en France, c'est elle. Première découverte de la médiation, premier voyage à Québec, premier service de médiation, première formation de médiateurs... Toutes ces « premières fois » dont elle peut être fière, témoignent qu'aux avant-postes Annie s'est lancée, et avec quel enthousiasme, quelle énergie!

En 1991, elle quitte l'École des Parents, qui avait su accueillir ses premières expériences de médiatrice familiale, et prend le risque d'un an sans salaire pour fonder l'*Institut Européen de Médiation Familiale*. Dès octobre 1991, la première formation est donnée à Paris, à une douzaine de futurs médiateurs, en collaboration étroite avec deux médiatrices familiales pionnières dans leur pays : Linda Bérubé du Québec et Lisa Parkinson d'Angleterre.

Cette année 1991, pour vous Annie, ne fut pourtant pas seulement une année heureuse, ce fut aussi l'une des plus difficiles de votre vie. Si je me permets d'évoquer ici la mort de votre époux Hubert, c'est parce que cette tragédie personnelle, qui vous brise, va aussi vous faire toucher ce fond où les gens de votre trempe savent donner le coup de talon pour remonter. Loin d'abandonner la médiation, vous en devenez alors un « bâtisseur » (c'est la seconde phase, après la phase pionnière, selon Linda), et même un « entrepreneur ». Si je m'arrête un instant sur ce mot, « entrepreneur », c'est que je sais que vous ne l'avez pas trop bien pris, quand vous l'avez lu sous la plume de notre ami le sociologue Benoît Bastard.

Chère Annie, laissez moi vous dire, pour une fois, une seule fois aujourd'hui, que vous avez tort. Être un « entrepreneur », qu'est-ce que cela veut dire ? *Se lancer, innover, construire* bien sûr. *Inventer, créer, démultiplier*, sûrement. Et tout cela, vous l'avez fait, multipliant les expériences et les formations non seulement en France, mais en Italie et dans toute l'Europe. Mais entreprendre, ce n'est pas seulement cela. C'est d'abord savoir *prendre des risques*. Prendre le risque d'échouer, prendre le risque de ne pas gagner sa vie, prendre le risque en un mot de donner vraiment de sa personne pour faire passer la médiation familiale du niveau de l'expérience chaleureuse à celui de la professionnalisation.

Cette fois, le mot est lâché : professionnalisation. Comme l'a rappelé Monique Sassier tout à l'heure, c'est bien cela que vous avez, plus que tout autre, initié, et qui est devenu aujourd'hui le cœur de tous les enjeux socio-politiques : faire reconnaître une pratique, au début quasi artisanale (même si elle ne fut jamais « bricolée »), puis de plus en plus exigeante, pour un vrai métier avec ses normes, sa déontologie, ses moyens d'action : une profession à part entière.

Dans ce mouvement, il n'était pas facile de s'inscrire au départ.

Pour préparer ces mots, j'ai relu mes critiques de 1993 (Le démariage) et je me suis aperçue que, maladroitement sans doute, c'était au fond cela que je tentais de dire : pourquoi tenir le langage du dévouement, de la charité, de l'aide et de l'amour du prochain, quand ce qui est en jeu est la perspective, parfaitement honorable - et bien plus que cela, souhaitable -, de l'émergence d'un nouveau marché professionnel ? Ce mouvement, il ne fallait pas seulement le faire pour développer la médiation, standardiser les

exigences de formation, et la déontologie du métier. Il fallait le faire parce que - nous le comprenons mieux aujourd'hui - c'était profondément salubre pour la médiation familiale elle-même, pour le cœur de sa pratique.

C'est ce mouvement de professionnalisation qui a dépouillé peu à peu non seulement la médiation familiale mais l'ensemble de notre compréhension du divorce et de la séparation, d'une certaine dimension sentimentale et moralisante traditionnellement attachée aux questions familiales, et qui empêche souvent d'en mesurer la dimension sociale et sociétale. A la culpabilité collective face à la fragilité nouvelle des couples, la professionnalisation de la médiation familiale a contribué à substituer un regard différent, plus froid et plus juste, sur la complexité d'un changement qui concerne non pas la psychologie de chacun (le fameux « égoïsme ») mais le lien familial dans son ensemble et dans toutes les sociétés modernes.

Dans ce mouvement, une certaine image du médiateur familial (le « bon médiateur » comme il y a le bon samaritain) est peut-être un peu tombée. Doit-on le regretter ? Grâce à cela, les médiateurs familiaux d'aujourd'hui n'auraient plus idée de se présenter comme les seules bonnes âmes au sein d'un univers régi par les intérêts professionnels des autres: ils veulent bien plutôt que leur soit reconnue leur juste place, de professionnels parmi les professionnels. Pourquoi ?

Tout d'abord parce qu'ils savent que, pour les "divorçants", avoir en face de soi une palette de professionnels différents, c'est pouvoir mieux distinguer et donc dénouer les différents aspects d'une séparation, sans tout mélanger. Mais aussi parce qu'ils savent que, pour le spécialiste de la famille, le risque principal est de prétendre, parce que tout est lié dans une séparation, être celui qui s'occupe de tout, et au fond qui est tout : ami, curé, confident, psychologue, avocat, juge, expert, sauveur... un petit dieu en somme. Face à ce risque, la vraie déontologie n'est-elle pas plutôt de savoir, face à la crise d'un couple, à la détresse d'un enfant, *rester* un juge, un avocat, un enquêteur, un thérapeute, un médiateur familial ? Pouvoir se définir comme un professionnel y aide grandement.

Chère Annie, vous avez été l'artisan numéro 1 de la professionnalisation de la médiation familiale en France. En prenant des risques, sans filet (y compris financier), vous avez donné à cette pratique plus que votre enthousiasme, plus que votre expérience, vous lui avez donné de quitter l'univers des bons sentiments ou des bonnes intentions pour devenir un MÉTIER. C'est là, je crois, la façon dont vous avez su régler votre dette à l'égard de vos amis de Québec et de Montréal, en transposant chez nous ce qui fait, pour tous ceux qui ont la chance de les connaître, leur « marque » propre : une certaine façon de ne pas se payer de mots, et de préférer aux grandes déclarations les actes qui impliquent, et les remises en question qui font avancer.

Désormais, cet apport qui est le vôtre vous est reconnu bien au-delà de nos cercles spécialisés. Je sais bien que vous pensez que ce qui est honoré aujourd'hui, ce n'est pas vous mais à travers vous quinze ans de construction de la médiation familiale en France, quinze ans au cours desquels bien des personnes différentes ont agi, se sont impliquées chacune à sa façon, et sans lesquelles la médiation, dans sa richesse et son inventivité, n'existerait pas. Il n'empêche. Aujourd'hui, pour nous qui sommes rassemblés ici, c'est d'une personne bien particulière, unique en son genre, qu'il est question.

Et puisque les rituels, comme je l'ai dit en commençant, sont des façons d'inscrire dans notre monde commun des vies singulières, c'est avec un plaisir tout particulier, et non sans émotion aussi que,

Au nom du Président de la République et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés nous vous faisons, Annie Babu, Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

oOo



Irène Théry

L'A.P.M.F. c'est aussi...

*... Tous ceux qui ont œuvré dans l'ombre
et dont les noms ne sont pas cités.
Ils ont fait cette histoire.
Qu'ils en soient les premiers remerciés.*

Les Membres Fondateurs de l'A.P.M.F.

Annie Babu
Georgette Bertin,
Françoise Bouthors
Marc Chapeau
Michèle Colombel
Gérard Coulon
Michel Deleau
Claire Denis
Michèle Fourtanier
Chantal Gingembre
Cécile Grandjean
Maryvonne Jaffrain-Randier
Muriel Laroque
Hans Lehmann
Claude Liehnard
Philippe Mahouin
Etienne Mouret
Jacqueline Mouret
Françoise Nérissou
Georgette Pélissier
Martine Péronnet
Monique Rondeleux
Joëlle Rudin
Hélène Van Den Steen

Les Présidents et Présidentes

Annie Babu et
Georgette Pélissier

Co-Présidentes de 1988 à 1990

Muriel Laroque

Présidente de 1991 à 1996

Jean-Claude Sury

Président de 1997 à 1998

Pierre Grand

Président de 1999 à 2002

Bernard Cortot

Président de 2003 à 2006

Isabelle Juès

Présidente depuis 2007



Les Administrateurs de 1988 à 2008

Depuis sa création le Conseil d'administration a vu passer... tant... et... tant d'hommes et de femmes...

Françoise Ancellin¹, Annie Babu, Claude Barrier, Nadine Benoit, Georgette Bertin, Françoise Bouthors, Marie-Christine de Caqueray, Pascal Cazé, Marc Chapeau, Michèle Colombel, Guylaine Comba, Bernard Cortot, Gérard Coulon, Jocelyne Dahan, Benedicte Défossez, Anne Delater, Michel Deleau, Claire Denis, Benoit Desmoulière, Stéphane Ditchév, Marie-Françoise Duval, Marie-Jo Fercot, Michèle Fourtanier, Danièle Ganancia, Brigitte Gary, Christine de Gaulejac, Muriel Geoffray, Chantal Gingembre, Pierre Grand, Cécile Granjean, Lucile Goldschmidt Lebrun, Danielle Hannedouche, Jean-Pierre Haza, Maryvonne Jaffrain Randier, Isabelle Juès, Muriel Laroque, Dominique Lefeuvre, Hans Lehmann, Françoise-Marie Leroy-Morin, Marie Lewis, Claude Liénhard, Philippe Mahouin, Martine Marchand, Maria Messias, Martine Mörch, Etienne Mouret, Jacqueline Mouret, Martine Murer, Françoise Nerisson, Isabelle Pasquier, Georgette Pélissier, Liliana Perrone, Martine Péronnet, Eugenio Populin, Jean Yves Rambaud, Emile Ricard, Audrey Ringot, Monique Rondeleux, Joëlle Rudin, Annie Selleron Porceda, Marie Rousseau, Cristina Sans, Marie José Saunier Bouchez, Marie Simon, Marie-Claude Sixdenier, Jean Claude Sury, Marie Théaut, Hélène Van Den Steen, Agnés Van Kote, Chantal Waysman, Hedi Znaïen

¹ En souligné, les membres du Conseil d'Administration actuel

Les Colloques et Journées d'Études

- 1990** Colloque Européen de Caen en association avec l'Association des Amis de Jean Bosco
- 1992** Journée d'étude : « *L'Enfant et la Médiation Familiale* »
- 1995** Journée d'étude « *Parents et Médiation Familiale* »
- 1996** Journée d'étude « *Le Décret du 22 Juillet 1996* »
- 1998** Colloque « *La Médiation Familiale, 10 Années pour Demain* » en partenariat avec l'APME de Versailles et le CERAFF-médiation.
- 2000** Journée d'étude sur « *La Professionnalisation* »
- 2001** Journée d'étude « *Identité de la Médiation Familiale* »
- 2002** Journée d'étude « *La Formation à la Médiation Familiale* »
- 2003** Journée d'étude sur « *Éthique et Pratiques de la Médiation Familiale* »
- 2004** Colloque de Lille « *Des Modèles, Cadre et Processus* » avec la région Nord
Journée d'études sur « *Médiation Familiale et Pratiques Sociales* »
- 2005** Colloque de Bordeaux « *La Médiation Familiale, à quel Prix ?* » avec la région Aquitaine
- 2006** Colloque de La Rochelle « *Du Pouvoir et de l'Autorité* » avec la région Poitou - Charente
Journée Collège des Médiateurs Familiaux A.P.M.F. et VAE
Journées de Montbard « *la Supervision et l'Analyse de la Pratique* »
- 2007** Journées du Collège des médiateurs familiaux à Dijon « *La Confidentialité* »
Journées de Montbard « *Le Lien Social* »
Journées de Montbard « *L'Évaluation* »
Journée d'étude « *Médiation Familiale et Protection de l'Enfance* »
- 2008** Journée d'études « *les Orientations Politiques de l'A.P.M.F.* »
Journée du Collège des Médiateurs Familiaux à Paris « *la Déontologie* »
Les vingt ans : Colloque « *Entre Liberté et Altérité, le Conflit Apprivoisé ?* »

oOo

Le Colloque de La Rochelle : une rencontre parmi d'autres

Claire DENIS

*Médiatrice familiale
Membre fondateur de l'A.P.M.F.*

Colloque de La Rochelle² - 27 et 28 avril 2006

La Rochelle, « belle et rebelle » a accueilli, entre terre et mer, 250 congressistes (médiateurs familiaux ; médiateurs généralistes, médiateurs en formation, avocats, magistrats, travailleurs sociaux, représentants d'associations) à l'invitation de l'association pour la médiation familiale. La ville a tissé une riche histoire avec le pouvoir et l'autorité ...des rois de France et d'Angleterre : elle a résisté, négocié, capitulé et s'est redressée ; elle a aussi mis le cap sur la médiation familiale dès les années 1987 : La première convention de France entre un Tribunal, un barreau et une association de médiation a été signé à La Rochelle en 1990 et des permanences de médiation familiale se sont tenues proches du Tribunal de Rochefort avant même que la médiation ne soit dans la loi.

Le colloque s'est décliné en deux temps : un temps de plénières et un temps d'ateliers autour de la question du pouvoir et de l'autorité en médiation familiale.

Pourquoi avoir choisi le thème de l'autorité et du pouvoir ?

- Pour ouvrir à penser
 - o Le pouvoir et l'autorité : pourquoi les désirer, les assumer, les fuir, s'y soumettre ; qu'est ce qui les rend légitimes, opérants, destructeurs et constructeurs
 - o Le passage entre fonction et profession autorisée
 - o Le pouvoir et l'autorité qui sied à la reconnaissance
 - o La place de médiateur institué en lien avec l'espace citoyen et les institutions.
- Pour aider à donner du sens aux interventions dans le lieu même de la médiation où se jouent des rapports de force, où s'exercent la domination, le contrôle, la séduction, la manipulation et aussi l'échange, la coopération, la solidarité, la fraternité (celle qui s'affiche au fronton de notre assemblée nationale)...

² Les travaux sont relatés dans la revue « Écrits et Manuscrits » de l'A.P.M.F. n°7, juillet 2006

- Pour proposer aux médiateurs familiaux de se pencher sur leur propre relation au pouvoir et à l'autorité, à ce qui les autorise à occuper la place de médiateur.

L'A.P.M.F. a organisé ce temps de rencontre, non dans la recherche de réponses mais de repères à penser.

Ce colloque a été conçu pour naviguer de la théorie à la pratique, de la pratique à la théorie, en un aller retour incessant, telle la marée.

Il a été organisé, en deux temps :

- Il s'agissait, dans le temps des plénières, de prendre de la hauteur avec le pouvoir et l'autorité et de placer ensuite cette question dans le lieu familial et du côté du social, dans son articulation avec la sphère privée. La question du pouvoir et de l'autorité était ensuite pensée « en séances », dans des espaces professionnels différents –
A l'issue de chaque plénière, la parole était donnée à la salle : « j'ai été étonné » m'a confié un intervenant de vous voir consacrer une heure de débat avec la salle à l'issue de la première plénière sans crainte de voir le silence s'installer et la parole se retrouver à la tribune ! J'ai pu constater que les médiateurs cultivaient le débat ! »....
- Le deuxième temps était consacré aux ateliers : Les médiateurs familiaux des régions de France se mettaient donc en scène ...et au travail sur la clinique... dans des ateliers conçus pour permettre à chacun de s'exprimer. Il s'agissait d'un travail « auto – réflexif » (la position du « nageur dans le courant » dirait Irène Théry) qui demandait du courage et appelait un cadre de confiance et de respect mutuel... Une expérience réussie selon le sondage réalisé au sortir des ateliers.
Le colloque prenait fin en plénière, avec les exposés de cinq médiateurs fondant leur vision du pouvoir et de l'autorité à partir de pré-supposés théoriques différents ; il s'ouvrait, au final, sur le débat et le feu d'artifice de propos glanés au cours de ces deux jours.

Tout colloque est une rencontre ; Celle ci s'est déroulée, « en toute simplicité » et « en toute évidence » .La simplicité ou le fait qu'il « n'y ait pas eu de plis inutiles », nous le devons au travail de la salariée et des médiateurs familiaux mobilisés au siège de l'A.P.M.F. et en région ...Du côté de la « toute évidence », nous pourrions aussi placer ceux qui étaient « à côté », du côté de l'imprévu, de la surprise : ceux dont l'esprit danse ...le tango... les acteurs, les peintres et sculpteurs, les écrivains, les amis

Le bilan est positif : il y eut une forte participation et implication des médiateurs familiaux dans le débat des plénières et dans les ateliers ; Il y eut des rencontres et de nouveaux liens créés à l'occasion de ces journées.

oOo

Réflexions sur la professionnalisation

Travail réalisé fin 1999 et début 2000 pour la préparation de l'Assemblée Générale du 10 mars 2000

Que penser de la professionnalisation de la médiation familiale ?

Les membres du C.A. répondent

L'A.P.M.F. s'est prononcée pour une avancée de la médiation familiale vers la professionnalisation.

Mais vers quelle professionnalisation ?

Qu'est-ce que chacun met dans ce mot ?

1 La médiation familiale est une profession au sens où c'est une technique qui répond à certaines exigences :

- Qui impose un apprentissage, une formation, prenant appui sur des compétences préalables aboutissant à un savoir faire
- Qui est accueillie par les utilisateurs comme une prestation à payer.

A ces titres être médiateur familial est un métier. La vraie question est : qui voudra en payer le coût ?

°Oo°

2 La professionnalisation :

- Permet une conformité des acquis en médiation familiale par une formation, une obligation de supervision, soumis au code de déontologie et une éthique professionnelle
- Permet la transmission ; des acquis ; le maintien de la mémoire historique dans son application française, européenne et un pôle de recherche en lien avec son évolution
- Formation d'une corporation à l'égard des pouvoirs publics et de la

société ; tant pour les praticiens que pour la promotion sous diverses formes.

°Oo°

3 Le médiateur familial "travaille" avec "l'humain", au moment des crises qui souvent dénaturent les sentiments et les attitudes. Les objectifs essentiels sont de responsabiliser au maximum les adultes dans le respect et la satisfaction des besoins de tous parents et surtout enfants.

1988 - 2000

Après douze ans de "travail intensif" et de réflexion profonde, tous azimuts,

- Par l'A.P.M.F. et le CNASMF Par les organismes de formation
- Par les médiateurs familiaux formés et praticiens

la professionnalisation est souhaitable et nécessaire pour garantir aux usagers une intervention de qualité et éviter les dérives.

Savoir être, savoir, savoir faire, donc :

- Sélection sérieuse, les professionnels du social me semblent mieux disposés à cette pratique

- Formation sérieuse
- Pratique : code de déontologie et analyse de la pratique
- Accréditation
- Statut avec reconnaissance financière.

°Oo°

4 La médiation, c'est la création. Tout ce qui peut rigidifier la pratique peut faire craindre d'étouffer la création, d'enfermer dans des modèles, de modéliser la famille (contrôle social)... L'essentiel sera toujours pour moi de me questionner sur les écarts qui existent entre ce que je veux faire et ce que je fais, entre l'intention et acte, entre les valeurs énoncées comme supérieures et l'action dans la réalité (éthique).

Formation, qualification, supervision, interrogation... oui.

Professionnalisation, je n'en suis pas persuadée... fonction ou métier... peut-être métier dans le sens de service qui peut être repéré comme utile dans la société... occupation reconnue par les citoyens et dont on peut retirer des moyens d'existence.

Profession : la légitimité vient "d'en haut" ; ma légitimité pour moi vient des citoyens et des personnes qui me sollicitent comme tiers ("d'en bas" ?).

°Oo°

5 Nous sommes maintenant dans un monde où quasiment toutes les activités sociales sont professionnalisées, c'est-à-dire identifiées clairement comme des fonctions réalisées par des gens qui ont un savoir faire et une qualification certaine. Aujourd'hui, professionnalisation est synonyme de travail bien fait et efficace, métier utile et pertinent, activité particulière et partialisée répondant à un besoin spécifique.

Les enfants et les parents ont besoin de cette médiation familiale dans ce cadre là, alors qu'ils ne retrouvent pas du tout la médiation dans une autre profession actuelle. Il est donc grand temps de professionnaliser la médiation familiale.

°Oo°

6 Le médiateur familial est un professionnel : il exerce son métier après avoir acquis une compétence qui répond à des critères stricts de professionnalisme (formation, accréditation, respect du code de déontologie, supervision ou analyse de la pratique...).

Professionnalisation et formation sont liées : La formation théorique que le médiateur reçoit en premier lieu se centre sur les savoirs et a pour objectif de construire la profession de médiateur. Elle a pour visée une formation diplômante.

Après cette formation théorique, le médiateur acquiert "un savoir faire" par une formation pratique en vue d'être accrédité par les pairs et donc reconnu comme répondant aux garanties de professionnalisme.

Il ne peut exercer sa profession qu'en respectant les exigences de supervision ou d'analyse de la pratique et en respectant le code de déontologie.

Il se réfère à une éthique et en cela sans doute le médiateur familial est plus une profession qu'un métier reposant sur une technique.

°Oo°

7 La professionnalisation semble être un souhait majoritaire. Le médiateur familial deviendrait un acteur dans le champ social dont l'objectif est de développer la prise de responsabilité. Cela exige qualification, cohérence de la formation, transmission des savoirs, contrôle, déontologie, reconnaissance et recommandations éthiques. Le danger existe :

« abrasion de l'art, perte de sens ». L'A.P.M.F. doit être une presqu'île de résistance.

°Oo°

8 La pratique solitaire de la médiation familiale m'amène à considérer le statut de professionnalisation comme un objectif nécessaire pour un développement contrôlé de cette activité.

Le statut professionnel requiert un savoir-faire supposant responsabilité (conscience), déontologie (respect), formation (compétence), évaluation (objectivité), supervision (distance).

L'accès à la professionnalisation permet au praticien de se référer à un groupe garant apte à le représenter (A.P.M.F...)

°Oo°

9 Professionnalisation, pourquoi pas, mais laissant la place au bénévolat. Dans tous les cas, formation indispensable (pas forcément 300 h. !)

°Oo°

10 Voici ce qui à mes yeux caractérise une profession :

- L'existence d'un besoin non satisfait
- La compétence des intervenants (nécessité d'une formation s'appuyant sur une expérience : savoir être + savoir faire)
- La régularité de l'activité
- La rémunération de cette activité
- L'existence d'un cadre de référence garantissant les pratiques professionnelles.

La médiation familiale sera une profession lorsque tous ces critères auront été clairement définis, ce qui signifie critères de formation, ordre professionnel et code de déontologie, mais aussi structures d'intervention et modes de rémunération. A nous de les affiner afin qu'à travers une reconnaissance nationale ils permettent de garantir la singularité et

l'indépendance de cette nouvelle profession.

°Oo°

11 L'accréditation est une validation des savoirs professionnels. Elle doit prendre en compte : la validation des acquis de la formation selon les critères réactualisés de la "Charte européenne", la pratique de médiation familiale dans un cadre professionnel qui présente des garanties de respect du code de déontologie.

La réflexivité est la capacité d'un professionnel de faire état de sa capacité à produire des savoirs spécifiques à partir de sa pratique. Démarche qui rend possible l'accès à une culture et la reconnaissance par la société de la cohérence et la diversité de pratiques.

L'implication du médiateur professionnel ne repose pas sur l'explication qui relève d'un rapport d'extériorité. Il participe à la construction des personnes qui passe par l'autonomie des personnes et des changements inter et intra-personnels.

La distanciation est une condition de garantie d'un cadre qui soit de manière complémentaire support de sens et support d'action pour les parents et leur entourage familial, pour le médiateur familial dans le cadre de son institution et pour les professionnels de la séparation et du divorce.

Le militant a un projet pour l'autre ou sur l'autre, le professionnel se dote d'outils pour repérer son intervention dans l'espace entre les trois pôles judiciaires, psychologique et social.

°Oo°

12

Il va de soi d'aller vers une spécialisation professionnelle, c'est à dire l'acquisition des techniques propres à la médiation. Ce champ professionnel doit être ouvert

à tous. Les critères d'accréditation seuls doivent permettre la pratique.

°Oo°

13 Professionnalisation :

Oui : nécessité de prérequis, sélection, formation agréée avec mémoire pratique / théorique. Validation par critères professionnels : service / médiateur, sur l'éthique et déontologie. Statut : salarié / libéral / bénévole. Lieu ressource / recherche / formation continue. Représentation des associations de parents. Supervision.

Médiation familiale :

Acteurs responsables et libres légitiment la médiation familiale. Médiateur au service des acteurs et du dispositif : neutre, impartial, indépendant, distancié.

°Oo°

14 Une professionnalisation de la médiation permettrait de la faire reconnaître, de lui conférer un statut officiel tant dans un cadre légal que dans une formation qui définisse des normes qualifiantes, des règles pour l'exercice de la responsabilité professionnelle et la qualité des formations. Ce qui permettrait d'asseoir sa crédibilité aux yeux des usagers et des commanditaires.

°Oo°

15 La médiation familiale bénéficie maintenant d'un champ d'application mieux défini. Elle propose une pratique professionnelle identifiable au travers de techniques et d'un savoir-faire acquis durant un cursus structuré au sein d'une formation initiale, comme d'une formation et d'une réflexion en continue, par le biais de la supervision ou de l'analyse de la pratique.

Un code de déontologie reconnu encadre cette "nouvelle" pratique.

Enfin, les actes professionnels de la médiation familiale ouvrent droit à une ré-

munération quantifiée et repérable (cf. décret d'application de 1996).

L'enchaînement de tous ces éléments constitue bien, à mon sens, les conditions logiques d'une démarche vers une professionnalisation de la fonction de médiateur familial. Le foisonnement de ces trois, quatre dernières années, autour de la "médiation", aussi en matière familiale, va nécessiter qu'un état des lieux particulièrement affiné et pertinent fasse œuvre de référence, sans pour autant arrêter voire freiner une émulation créatrice.

Ainsi, la médiation familiale comme démarche d'appropriation et de conversion, devrait-elle pouvoir éviter une définition trop rapide de la compétence établie de ses acteurs. C'est ce qui, jusqu'ici, a sans doute fait sa richesse comme sa douce et lente progression. !

°Oo°

16. Allons d'un bon pas vers le métier !

- Acquérir ce métier pour être sûr de le transmettre.
- Travailler avec ses pairs
- Vérifier l'universalité des valeurs transmises.

Un métier pour quoi faire ?

- Pour comprendre qu'il faut apprendre, penser autrement, transmettre les acquis
- Pour sortir de la confidentialité de ce travail et placer les pouvoirs publics face à ces nouvelles pratiques organisées avec et pour les familles.
- Pour en vivre en tant que professionnel.

Ce qu'il faut instaurer :

- Le développement des lieux de médiations familiales.

°Oo°

17 Parler de praticiens de la médiation familiale plutôt que de promoteurs, c'est déjà changer le regard et le statut des

médiateurs. Aller vers une reconnaissance professionnelle, c'est asseoir définitivement la fonction de médiateur, lui donner une reconnaissance au même titre que la fonction de notaire, d'avocat, d'enseignant ou autre. Nous sommes des professionnels œuvrant au carrefour du social, du psychologique et du juridique. Nos fonctions sont complémentaires les unes des autres.

Professionnaliser le médiateur familial, c'est définir un espace d'intervention pour un métier nouveau qui cherche encore sans doute sa place exacte, mais c'est aussi et avant tout lui reconnaître une existence, lui donner une identité visible pour tous : ministères, partenaires, médiés... La garantie de lieux agréés, reconnus, avec des professionnels ayant acquis un diplôme nécessitant une solide formation.

°O°

18 Je suis favorable à la professionnalisation dans la mesure où elle offrira à l'usager des garanties en termes de formation et de compétence du professionnel auquel il s'adresse et parce qu'elle permettra au médiateur de prendre une place spécifique parmi les professionnels qui se préoccupent de relations humaines.

Je suis peu sensible à la reconnaissance que devrait nous conférer la professionnalisation. J'ai acquis une reconnaissance professionnelle en tant que psychologue et elle me suffit. Personnellement, je considère ma compétence en médiation comme une valeur ajoutée à ma profession initiale.

°O°

19 La médiation familiale est un espace nouveau, spécifique de prévention.

La légitimité de cet espace n'est inhérente qu'à une véritable profession, un cadre légal, des médiateurs familiaux

issus du champ : juridique - des sciences humaines et sociales.

Cette professionnalisation suppose de la part :

- Des médiateurs familiaux : une qualification (formation, compétence, indépendance, autonomie). Cette qualification est la garantie de la qualité de l'intervention. L'essence même de cette qualité réside également en l'éthique et au code de déontologie auxquels le médiateur familial se réfère
- Des pouvoirs publics : (État, département, CAF, Ministère de la Justice, Ville, etc.) une reconnaissance et des crédits
- Une concertation de l'ensemble des partenaires.

La professionnalisation permettra de définir :

- Le statut professionnel pour le médiateur familial
- Une validation de la médiation familiale dans la politique familiale et au soutien de la fonction parentale
- Une meilleure connaissance de cette profession par les usagers.

°O°

20 Professionnalisation

Où s'il s'agit de garantir :

- Un cadre d'intervention précis par rapport aux professions dans les mêmes champs
- Une déontologie
- Une éthique
- Une sécurité pour les usagers
- Une valorisation
- Une reconnaissance
- Une formation initiale
- Une formation continue.

Non s'il s'agit d'un conseil de l'ordre fermé sur l'auto-contrôle.

°O°

21 De façon habituelle, lorsqu'on fait appel à un professionnel, on sait à quel genre de service ce dernier peut répondre. Une profession définie donne au public une certaine lisibilité de son activité : champ d'intervention, spécificité, mode de formation et de qualification, etc. Une visibilité peut donc être aussi faite pour une activité nouvelle comme la médiation familiale par rapport aux autres professions déjà existantes dans les sphères du psychosocial et du judiciaire.

Après un temps de militantisme, de bénévolat et de construction, la médiation familiale a besoin aujourd'hui dans notre pays d'une identité plus forte, d'un statut professionnel clairement reconnu.

Il n'en demeure pas moins que la médiation familiale continuera à évoluer. Et au delà de l'aspect professionnel, chacun et chacune choisira son médiateur : celui ou celle avec qui quelque chose d'essentiel va se dérouler.

°O°

22 Le mot professionnalisation n'existe pas dans le dictionnaire.

Être médiateur familial, ce n'est pas une profession. Mais cela exige une qualification. Pour obtenir cette qualification, il faut plusieurs conditions :

- formation sérieuse à la médiation familiale, comprenant une formation théorique et une formation pratique
- obligation du respect d'un code de déontologie
- avoir eu une pratique professionnelle autre (juridique, sociale...)
- avoir fait un stage pratique dans un organisme de médiation
- accepter de se soumettre à une procédure d'accréditation.

Être médiateur : c'est un savoir faire (compétence) mais c'est aussi un savoir être.

Le danger de la professionnalisation de la médiation familiale est la confusion avec la profession et la naissance d'un métier :

- emprise des pouvoirs publics et des structures étatiques sur cette nouvelle profession, jusqu'à en faire un "outil de contrôle social"
- impossibilité pour des personnes issues de certaines professions (notamment juridiques comme avocat, notaire) d'être médiateur. Exemple : un avocat ne peut pas exercer parallèlement une autre profession
- dérive de la notion de médiation qui suppose avant tout un changement de philosophie et d'état d'esprit du conflit. On crée une nouvelle approche et on ne crée pas une nouvelle profession.

Il faut donc instaurer une qualification et une accréditation, et développer la notion de pratiques professionnelles de médiation familiale.

°O°

23 L'essor et la pérennisation de la médiation familiale passe nécessairement par la professionnalisation.

Le médiateur professionnel devra pouvoir exercer son activité à titre principal ou à titre accessoire à une autre activité professionnelle se situant dans le domaine de référence du contentieux familial ou de la gestion des crises familiales.

La professionnalisation implique une articulation contractualisée avec les acteurs des professions juridiques et judiciaires aussi bien au niveau local que national tout en préservant la souplesse nécessaire au dispositif de médiation et qui leur est inhérent sauf à les vider de leur sens.

°O°

24

1.- Définition de "professionnel" dans le Larousse :

- Personne qui exerce régulièrement une profession, un métier (par opposition à amateur et à dilettante)
- Personne qui a une expérience particulière dans un métier, une activité.

2.- Travail de professionnel dont la qualité témoigne du savoir faire de son auteur. Par opposition le travail d'amateur qui, vu péjorativement, signifie un travail fait par une personne qui ne fait pas sérieusement son travail.

3.- Définition du dictionnaire Hachette :

- "Professionnalisme" : caractère professionnel d'un travail.
- "Professionnaliser" : rendre une activité professionnelle, devenir professionnel
- "Professionnellement" : de façon professionnelle.

4.- Définition de "profession" :

- Activité rémunératrice exercée habituellement par quelqu'un.
- Corps constitué par tous ceux qui pratiquent le même métier.

De ce qui précède, quelques idées se dégagent pour moi.

On ne s'improvise pas médiateur !

Être médiateur, c'est avoir des compétences et donc un savoir ; c'est agir avec efficacité et donc avoir un savoir-faire ; mais c'est aussi respecter l'autre et donc avoir un savoir-être.

Savoir, savoir-faire & savoir-être, en tenant compte de l'évolution de la société, de nos lois, de nos mentalités et de nos découvertes relatives à l'être humain, demande une formation appropriée et implique une remise en question personnelle régulière.

Nous sommes d'accord sur le principe que pour être médiateur, il faut une for-

mation... se référer à un code de déontologie...

- La formation (l'apprentissage) constitue en fait la première étape de la professionnalisation, de l'acquisition des compétences d'un professionnel. D'autres étapes peuvent être constituées par la reconnaissance des médiateurs par les pairs ou par des tiers ou encore la mise en place d'un système de protection (cf. accréditation des médiateurs).
- Le code de déontologie constitue la référence d'un corps professionnel.

Être "professionnel" dans son activité (son métier) c'est utiliser toutes ses compétences. Il est donc possible d'être un professionnel rémunéré ou bénévole. Le fait d'être rémunéré ne modifie pas l'acte "professionnel".

°Oo°

25 D'une façon générale, chaque profession se caractérise d'une part par un ensemble de critères :

- Une formation qualifiante
- La référence à une déontologie
- Le regroupement au sein d'association représentative, voire d'ordre professionnel
- La rémunération pour l'exercer
- La transmission du savoir-faire par l'accueil de stagiaires
- Leur contribution par la participation à des revues professionnelles
- L'accès à des formations continues

Et d'autre part des tâches spécifiques :

- La prise en charge de dossiers familiaux
- Un travail de suivi de ces dossiers.

Or, si nous nous référons à la pratique actuelle de la médiation familiale, telle qu'elle est exercée le plus communément, nous retrouvons l'ensemble de ces critères et de ces tâches.

Nous ne pouvons pas nous empêcher de constater la construction progressive

de cette activité, depuis plus de dix années et d'affirmer la nécessité d'une professionnalisation pour que s'instaure une crédibilité confirmée, une réponse professionnelle aux besoins des familles pour mettre fin aux multiples confusions d'utilisation de la médiation, et qu'enfin le médiateur familial soit reconnu comme un acteur du changement social par sa contribution à la régulation au service de ses concitoyens.

L'avenir confirmera ou infirmera cette hypothèse, mais plutôt que de dépecer la médiation, il est temps d'œuvrer dans le sens d'une construction rigoureuse et conjointe de tous les acteurs concernés, et laissons le choix et la liberté de chacun d'organiser son temps de travail en qualité de médiateur familial avec toutes les différentes facettes énoncées ci-dessus, et acceptons le constat qui se dégage : la médiation familiale se doit d'être pratiquée par un professionnel qualifié dans un lieu clairement identifié sans juxtaposition avec d'autres fonctions.

Ce qui s'énonce clairement se repère clairement, et pour reprendre Héraclite "Il n'y a de permanent que le changement", et je rajouterai : l'avenir sera à ceux qui osent le changement !

∞Oo°

26 Voici quelques idées (en très "synthétique") concernant le devenir du statut de médiateurs familiaux.

Médiateur familial : fonction professionnalisée. Le médiateur ainsi nommé aura la capacité d'intervenir auprès des clients-partenaires (d'après la définition de la médiation familiale bien sûr) créant le cadre et les conditions nécessaires pour leur permettre de créer une organisation de vie "portable" et dans l'intérêt des enfants et d'eux-mêmes, y compris dans des situations hautement conflictuelles.

La capacité d'un professionnel à remplir cette fonction serait donnée par :

- Des connaissances au préalable acquises au cours de sa formation de base (juridique ayant trait aux problèmes familiaux / psychologique / travail social : éducateurs spécialisés ou assistants sociaux / conseillers conjugaux et familiaux / maîtrise en sciences de la famille ou diplôme de second cycle en psychologie, sociologie ou droit)
- Des connaissances acquises au cours d'une formation en médiation familiale tel qu'il est exigé actuellement (comité de standard de formation du Forum européen, et Charte de l'A.P.M.F.)
- Des possibilités et attitudes personnelles explorées dans le cadre des entretiens de sélection en vue de l'admission à la formation.

Je pense donc que, outre le fait qu'il n'est pas nécessaire de créer encore une nouvelle profession (il y en a assez) la formation actuelle de médiateurs familiaux permet une "greffe" de connaissances et aptitudes donnant lieu à une "spécialité". Ceci tel que l'on conçoit dans le cadre des études de médecine la psychiatrie, la gastro-entérologie ou d'autres spécialités ; dans le cadre des études de psychologie : la psychologie du travail ou la psychologie clinique ; ou encore dans le cadre des études de droit, le droit de la famille ou des affaires, etc.

Dans le cas de médiateurs, les acquis de base, se prenant dans les études nommées auparavant.

Considérer le médiateur comme un professionnel à part entière, signifierait obligatoirement qu'une personne doit acquérir toutes les conditions nécessaires dans le cadre de la formation des médiateurs.

Il me semble que la notion de fonction possible pour certains professionnels (ceux qui connaissent au niveau théorique et pratique) le contexte dans lequel peut se dérouler une médiation familiale (les conflits familiaux du point de vue juridique, psychologique ou social) la famille en souffrance, et la notion de "professionnelle", semblent correspondre à une réalité possible et exigible, tout en permettant de "brasser" différentes professions partenaires dans la pratique de la médiation familiale.

°O°

27 La professionnalisation... Le Robert donne comme définition de la "profession" : occupation déterminée dont on peut tirer des moyens d'existence, qu'elle soit un métier, une fonction ou un état.

En dehors du risque de rigidifier la pratique, la professionnalisation donnerait à la médiation familiale :

- La reconnaissance officielle d'une nouvelle pratique, une alternative à l'organisation de la séparation d'un couple ou à la résolution de conflit, dans une démarche d'accompagnement des parents qui se réapproprient leur histoire
- L'exigence d'une forme appropriée de formation au carrefour du social, du psychologique et du juridique, s'appuyant sur un code de déontologie garant de l'éthique
- Un mode de financement.

La professionnalisation évitera une pratique incontrôlée, par des gens incompetents qui feront tort aux personnes en souffrance.

°O°

28 Par rapport à l'avancée de la professionnalisation de la médiation, j'y vois des avantages et aussi quelques inconvénients.

En termes d'avantages :

- Une reconnaissance des médiateurs familiaux et de la pratique de la médiation par les ministères, les médias, le public
- Une uniformisation et une cohérence plus grande au niveau des formations, contenus et enseignant
- Possibilité d'être payé correctement pour les médiateurs
- Reconnaissance des lieux, visibilité et crédibilité des services de médiation.

En termes d'inconvénients :

- Institutionnalisation, fonctionnarisation, perte de sens et de valeurs, banalisation.

Questions :

- Peut-on faire de la médiation à plein temps ?
- Faut-il "professionnaliser" aujourd'hui la médiation familiale alors qu'elle se cherche encore ?
- Enfin, ne risque-t-on pas de comptabiliser les médiations "réussies ou pas" par rapport aux "accords" et non à la relation ?

°O°

29.-

1. La formation du médiateur : actuellement, elle me semble bonne et doit déboucher sur un diplôme (CEP Université Paris X -Nanterre, EPE, etc.). Charte européenne de formation.
2. Le stage, mais réellement en médiation. Il me semble incontournable, et encadré par des médiateurs reconnus. Une analyse de la pratique et une supervision.
3. Accréditation des médiateurs : comment ? par qui ? leurs pairs uniquement ? Ou alors, ouvrir à qui ? Présentation de deux médiations au moins (diplôme et stage, cf. ci-dessus).
4. Code de déontologie : le médiateur devra s'y référer.

5. Qui réfère à la médiation ? J.A.F. ? avocat (comme au Canada avant toute procédure conflictuelle) ou non ?
 6. Indépendance du médiateur par rapport à la justice ou autre. Rapport ? Contenu du projet d'entente ? Comment préserver la confidentialité des entretiens ? Le médiateur doit-il être tenu au secret professionnel ?
 7. Coût d'une médiation : qui paye ?
 8. Création d'une structure professionnelle de médiateurs : pourquoi pas au sein de l'A.P.M.F. ?
 - Un département pour la diffusion, le réflexion autour de la médiation, comme actuellement, ouvert à tous
 - Un second département de praticiens à créer.
- Intérêts :
- a. Colloque ou journée d'étude chaque année ou tous les deux ans sur un sujet précis
 - b. Organisation de réunions d'étude de cas, analyse de la pratique, une fois par trimestre ? des situations seraient apportées par les médiateurs
 - c. Possibilité pour les collègues ne travaillant pas en association de trouver des superviseurs.
9. Quid des enfants ? des grands-parents ? des familles recomposées ? en médiation.
 10. Reconnaissance de la profession par qui ? ministères ? autres ?

°°°

30 Profession (définition du Robert) : occupation déterminée dont on peut tirer des moyens d'existence - métier qui a un certain prestige - personne de métier opposé à amateur.

La médiation familiale doit s'orienter vers la professionnalisation pour donner des garanties aux usagers d'être en présence de médiateurs familiaux, per-

sonnes de métier opposés à des amateurs, pour permettre aux médiateurs familiaux de tirer des moyens d'existence de la pratique de la médiation familiale.

Confrontés à d'autres professionnels de la famille (avocats, thérapeutes) les médiateurs familiaux professionnels exerceront eux aussi un métier qui a un certain prestige.

°°°

31 Oui à la professionnalisation.

La médiation est un "art" mais nécessite une formation. Entre sphère privée et sphère publique, la médiation est un espace intermédiaire qui doit le rester, mais la professionnalisation permettra :

1. De cadrer la spécificité de ce mode d'intervention (je n'aime pas ce mot, il a quelque chose de chirurgical) et ainsi de le distinguer d'autres formes d'interventions sociales liées à des professions déjà instituées
2. D'affirmer son indépendance et son autonomie par rapport aux autres professionnels - partenaires potentiels issus des champs du judiciaire, du travail social, du psychothérapeutique
3. De clarifier les enjeux de la formation en codifiant et définissant les compétences et aptitudes nécessaires à l'exercice de cette pratique
4. De clarifier le cadre d'exercice et de donner ainsi des garanties quant au respect des personnes (code de déontologie + formation)
5. De fonder théoriquement une pratique qui s'est développée au carrefour de plusieurs disciplines.

°°°

32 Professionnalisation ou non ? Souhaitez-vous offrir aux demandeurs un minimum de garanties ou préférez-vous le laxisme d'aujourd'hui ? Poser le débat

en ces termes c'est inévitablement être assuré d'un vote plébiscitaire pour la première proposition. Aurons-nous pour autant clarifié la seule question d'importance que nous évacuons de manière récurrente :

- Quel modèle de médiation familiale proposons-nous ? Celui qui place le sujet au centre de nos préoccupations ou un modèle qui prend en compte la demande institutionnelle ?

C'est la réponse à cette question que professionnalisation, formation, accréditation, prendront du sens.

S'abstenir de répondre, ou feindre d'y avoir répondu, c'est escamoter la réflexion sur la nature profonde de la médiation familiale qui ne peut se décliner sur les fondements organisateurs des métiers du social. Les comparaisons proposées à ce jour avec ceux-ci, au nom du principe que la très grande majorité d'entre nous s'originent du champ social, ont une odeur de contrôle social qui n'a rien pour m'enthousiasmer.

oOo°

EN CONCLUSION...

Claire DENIS

Médiatrice familiale

Membre fondateur de l'A.P.M.F.

A la recherche de l'histoire

Avant Hérodote et Thucydide, l'histoire des hommes était construite autour de mythes et d'épopées. Puis l'histoire s'est mue en récits, en descriptions qui tentaient d'intégrer toutes les dimensions des faits (dimensions « archéologiques » (Michel Foucault) économiques, politiques..... individuelle, collective ...ou encore idéologiques, utilitaires, morales, esthétiques ...)

Alors,

Pourquoi nous arrêter au seuil des vingt ans de l'A.P.M.F. ?

Pourquoi réveiller les mémoires endormies ou assoupies ?

Pourquoi appeler les récits, convoquer les souvenirs ?

Parce que l'histoire de l'A.P.M.F. possède une fonction d'entretien de la mémoire collective des médiateurs familiaux. Elle peut nous éclairer à la fois sur les significations constructives et les écueils du passé et nous conduire à comprendre le présent, à envisager le futur.

Alors ce travail de mémoire n'est pas l'instrument de seule promotion d'un passé glorifié, il a aussi à sortir de l'ombre les éléments plus troubles de notre histoire.

Pour cela il nous faudra probablement passer par l'histoire- récit subjectif, vivant, vécu, de nature « artistique », à l'histoire méthodique qui prend en compte les archives, décrypte, décortique, analyse, à l'histoire- temps, à l'histoire -problème qui tente de mettre à jour les causes, les moteurs de changement

Il s'agira de penser une histoire globale difficile à réaliser et qui saura faire place aux tendances et aux mouvements de fond tout en respectant la part subjective et le hasard.

Une histoire qui reste à faire et à écrire...

Notre mémoire est un album à feuilleter mais aussi des souvenirs réécrits, modifiés à chaque évocation... à notre insu.

Pour les vingt ans de l'A.P.M.F., Claire Denis

°Oo°

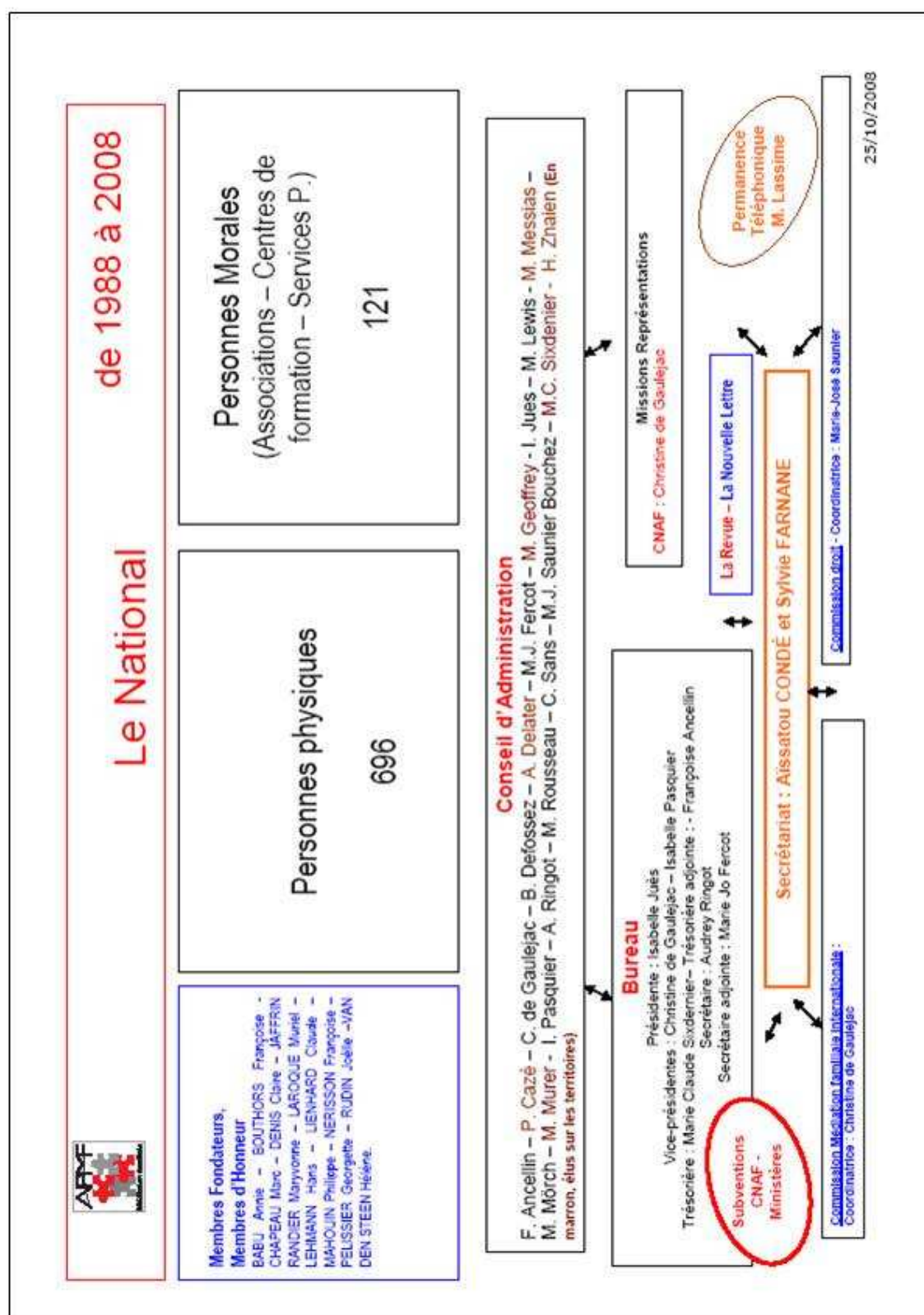
ANNEXES

Sigles et abréviations

A		E	
AAJB	Association des Amis de Jean Bosco	EPE	École des Parents et des Educateurs
Addemas	Accueil, documentation et défense des enfants mineurs et adultes séparés	ETP	Équivalent temps plein
ADVSEA	Association Départementale de Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte	FENAMEF	Fédération Nationale de la Médiation Familiale
AFCCC	Association Française des Centres de Consultation Conjugale	GPM	Groupement Pro Médiation
AGMF (Suisse)	Association Genevoise pour la Médiation Familiale	IEMF	Institut Européen de Médiation Familiale
AM'S	Association MédiationS	JAF	Juge aux Affaires Familiales
APME	Association Père Mère Enfant	JAM	Juge aux Affaires Matrimoniales
ASM	Association Suisse de Médiation	JOC	Jeunesse Ouvrière Chrétienne
ASMF	Association Suisse pour la Médiation Familiale		
C		M	
CERAFF	Centre d'Étude, de Recherches et d'Accompagnement Familial	M.C.P. (Suisse)	Mouvement de la Condition Paternelle pour une égalité parentale
CES	Contrat Emploi-Solidarité	MgeM	Maison genevoise des Médiations
CNAF	Caisse Nationale d'Allocations Familiales		
CNASMF	Comité National des Associations et Services de Médiation Familiale		
CNCMF	Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale		
CNIDFF	Centre National d'Information et de Documentation des Femmes et des Familles	PFI	Parents Forever International
CNRS CSO	Centre National de la Recherche Scientifique, Centre de Sociologie des Organisations	Simef (Italie)	Società Italiana di Mediazione Familiare
CSRF (Italie)	Centro Studi e Ricerche sulla Famiglia		
D		U	
D.E.M.F.	Diplôme D'État de Médiateur Familial	UDAF	Unions Départementales des Associations Familiales
DGAS	Direction générale de l'action sociale	UNAF	Union Nationale des Associations Familiales
DRASS	Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales	VAE	Validation des acquis de l'expérience

oOo

Présentation générale de l'A.P.M.F.



Statuts de l'A.P.M.F.



Association Pour la Médiation Familiale

A.P.M.F. - 11 rue Bercana, 75012 PARIS - Tel. 01 43 40 29 32 - Fax 01 43 40 30 09

STATUTS

Article 1 - Constitution

Il a été créé le 10 novembre 1988 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. Les présents statuts adoptés le 25 novembre 2006 ont pour but de modifier ceux déposés initialement.

Art. 2 - Dénomination

L'association a pour dénomination : Association Pour la Médiation Familiale et pour sigle : A.P.M.F.

Art. 3 - La médiation familiale

Pour l'A.P.M.F., depuis 1995, "la médiation familiale, notamment en matière de séparation et de divorce, est un processus de gestion des conflits dans lequel les membres de la famille demandent ou acceptent l'intervention confidentielle et impartiale d'une tierce personne, le médiateur familial.

Son rôle est de les amener à trouver eux-mêmes les bases d'un accord durable et mutuellement acceptable, tenant compte des besoins de chacun et particulièrement de ceux des enfants dans un esprit de co-responsabilité parentale.

La médiation familiale aborde les enjeux de la désunion, principalement relationnels, économiques, patrimoniaux.

Ce processus peut être accessible à l'ensemble des membres de la famille (ascendants, descendants, collatéraux) concernés par une rupture de communication dont l'origine est liée à une séparation.

A l'occasion de la création du Diplôme d'Etat de médiateur familial, en décembre 2003, la médiation familiale a été définie comme "un processus de construction ou de reconstruction du lien familial axé sur l'autonomie des personnes concernées par des situations de rupture ou de séparation dans lequel un tiers impartial, indépendant, qualifié et sans pouvoir de décision : le Médiateur Familial, favorise, à travers l'organisation d'entretiens confidentiels, leur communication, la gestion de leur conflit dans le domaine familial entendu dans sa diversité et dans son évolution.

Son champ d'intervention recouvre :

- toutes les modalités de l'union, et notamment : mariage, concubinage, PACS,
- la situation des liens intergénérationnels dans leur diversité,
- le contexte de la protection de l'enfance et de l'adolescence,
- toutes les situations de rupture telles que : deuil, séparations, questions patrimoniales, incommunication
- les situations familiales à dimension internationale."

Art. 4 - Objet de l'association

L'A.P.M.F. a pour objet :

- De promouvoir la médiation familiale, en direction du public, des institutions, des pouvoirs publics, des médias, etc.

- De garantir l'éthique et les conditions professionnelles nécessaires à l'exercice de la médiation familiale telles que définies par son code de déontologie.

- De poursuivre toutes actions visant la pratique, la recherche et la formation :

- concernant la médiation familiale en lien avec tous les partenaires susceptibles d'y contribuer,
- concernant la professionnalisation de la fonction de médiateur familial.

Art. 5 - Siège social

Le siège social est fixé à PARIS.

Il pourra être transféré en tous lieux.

Art. 6 - Durée

L'association est constituée pour une durée illimitée.

Art. 7 - Membres

7. A - Catégories

Au nombre de ceux, l'association se compose de membres actifs et de membres d'honneur.

1) Sont membres actifs, les personnes physiques ou morales qui participent activement au fonctionnement de l'association et à la réalisation de son objet.

2) Sont membres d'honneur, ceux ayant particulièrement mérité la gratitude de l'association.

Il va être précisé ci-après les modalités d'acquisition de la qualité de chacun de ces membres et leurs prérogatives.

7. B - Acquisition de la qualité de membre

7. B.1. - Pour devenir une personne physique membre actif de l'A.P.M.F., il faut être agréé par le Bureau dont la décision on la matière est discrétionnaire et n'a pas à être motivée.

La demande de membre actif doit être présentée au Président de l'association par le pétitionnaire et ce par lettre simple.

Conditions de l'agrément :

- S'engager à se conformer aux statuts et aux règlements de l'association.
- Satisfaire les obligations financières vis-à-vis de l'A.P.M.F. par le paiement annuel des cotisations.

La qualité de membre actif est conférée sans limitation de durée pour autant que le membre concerné remplisse les conditions susvisées.

Prérogatives de membres actifs :

- La participation aux Assemblées Générales de l'association avec voix délibérative
- L'éligibilité au Conseil d'Administration de l'A.P.M.F.
- La nomination par le Conseil d'Administration comme Président, membre du Bureau, ou membre des commissions.

Association Pour la Médiation Familiale - Statuts - 11 rue Becaria, 75012, PARIS - Tél. 01 43 40 29 32 - Fax 01 43 41 30 09

7. B.2 - Pour devenir une personne morale membre actif de l'APMF :

- Il faut être agréé par le Bureau après avis de la région d'appartenance dont la décision en la matière est discrétionnaire et n'a pas à être motivée.

La demande de membre moral doit être présentée au Président de l'association par le pétitionnaire et ce par lettre simple.

Conditions de l'agrément :

- S'engager à se conformer aux statuts et aux règlements de l'association.
- Satisfaire les obligations financières vis-à-vis de l'APMF par le paiement annuel des cotisations.

La qualité de membre actif est conférée sans limitation de durée pour autant que le membre concerné remplisse les conditions susvisées.

Prérogatives de membres moraux :

- La participation aux Assemblées Générales de l'association avec voix délibérative.

7. B.3 - Pour devenir membre d'honneur de l'APMF :

- Il faut avoir particulièrement mérité, par les fonctions, les activités et les travaux concernant, entre autres, la médiation familiale, de la reconnaissance de l'association.

La qualité de membre d'honneur est décernée par le Conseil d'Administration.

Prérogatives des membres d'honneur :

La participation aux activités de l'association en qualité de conseil.

Il sont par ailleurs membres d'honneur les membres fondateurs dont les noms suivent :

Annie BABU - Françoise BOUTHORS - Marc CHAPEAU - Claire DENIS - Maryvonne JAFFRAIN-RANDIER - Muriel LAROCHE - Hans LEHMANN - Claude FENIARD - Philippe MAHOUIN - Françoise NERISSON - Géorgette PELISSIER - Joëlle RUDIN - Hélène VAN DEN STEEN

7. B.4 - Pour devenir une région A.P.M.F. :

Les régions A.P.M.F. sont des groupements de membres actifs agréés par le conseil d'administration, sur un territoire donné correspondant à une ou plusieurs régions administratives. Elles reçoivent délégation du C.A. d'agir au nom de l'APMF dans le sens des objets définis à l'article 4.

- Les régions A.P.M.F. sont animées par un délégué élu par les adhérents de la région à partir de critères définis par le conseil d'administration.
- Les régions A.P.M.F. disposent de fonds propres pour remplir leur mission, elles peuvent recevoir par ailleurs une subvention de l'APMF nationale.
- Les régions A.P.M.F., sur leur demande et après accord du C.A., peuvent être constituées sous forme associative distincte, dès lors que leurs statuts sont approuvés par le C.A. et que l'ensemble de leurs membres est membre de l'APMF.

7. C - Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l'association, actif, d'honneur, région, peut se perdre par :

1. La démission notifiée par lettre simple adressée au Président de l'association.
2. Le décès des personnes physiques.
3. L'exclusion prononcée par le Conseil d'Administration pour motifs graves, l'intéressé ayant été préalablement invité à

faire valoir ses moyens de défense devant les instances compétentes.

Ces constatations, qui relèvent des pouvoirs du Conseil d'Administration sont soumises aux mêmes règles de forme et de fond que l'acquisition de la qualité de membre.

Dans tous les cas, le Conseil d'Administration tient informés les membres actifs du nom du membre concerné et du motif de la perte de la qualité de membre et ce au plus tard lors de la plus proche Assemblée Générale annuelle.

L'organe qui décide de la perte de la qualité de membre prononce la radiation des listes et la notifie à tout milieu utile, si elle concerne un membre actif inscrit à l'un des ses registres. Les décisions du Conseil d'Administration en la matière ne peuvent faire l'objet d'aucun recours, sauf ceux prévus pour la procédure d'exclusion fixés par le règlement intérieur.

Art. 8 - Ressources

Les ressources de l'association se composent :

- Des cotisations de ses membres. Le montant desdites cotisations est fixé par le Conseil d'Administration. Il peut être revu chaque année.
- Des subventions de l'Etat, des régions, des départements, des communes et de leurs établissements publics.
- Des recettes provenant de biens vendus, ou de prestations fournies par l'association : recherches, participation aux frais demandés aux auteurs libres, produits de manifestations et des activités éditoriales réalisées à l'initiative de l'APMF.
- Des revenus de biens de valeurs de toute nature appartenant à l'association.
- De toutes ressources autorisées par la loi, la jurisprudence, et les réponses ministérielles.

Art. 9 - Conseil d'Administration

9. A - Composition

Le Conseil d'Administration est composé au maximum de 24 membres élus en deux collèges :

- 12 membres élus sur liste nationale
- 12 membres élus sur liste définie par secteur pour assurer une meilleure répartition géographique.

Les modalités de constitution de ces deux collèges seront définies par le règlement intérieur.

Les membres élus le sont par l'Assemblée Générale ordinaire, pour une durée de trois ans, parmi les membres actifs. Le renouvellement du Conseil a lieu par tiers. Le nom des membres sortants au premier renouvellement sort. Les membres sortants sont rééligibles une fois.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateurs élus, le Conseil d'Administration peut les pourvoir provisoirement par cooptation. Les fonctions d'administrateurs ainsi cooptés prennent fin à l'époque où devaient normalement expirer les fonctions des administrateurs remplacés.

Les fonctions des administrateurs cessent par la démission, la perte de la qualité de membre de l'association prononcée par l'Assemblée Générale ordinaire uniquement pour justes motifs, et la dissolution de l'association.

Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs en qualité d'administrateur.

9. B - Pouvoirs

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus, pour gérer, diriger et administrer l'association, sous réserve de ceux statutairement réservés aux Assemblées Générales, et notamment :

- 1° Il définit la politique et les orientations générales de l'association.
 - 2° Il décide de l'acquisition et de la cession de tous biens meubles et objets mobiliers, fait effectuer toutes réparations, tous travaux et agencements, et achète et vend tous titres et toutes valeurs.
 - 3° Il prend à bail et acquiert tout immeuble nécessaire à la réalisation de l'objet de l'association, confère tous baux et hypothèques sur les immeubles de l'association, procède à la vente ou à l'échange desdits immeubles, effectue tous emprunts et accorde toutes garanties et sûretés.
 - 4° Il arrête les grandes lignes d'actions de communications et de relations publiques.
 - 5° Il arrête les budgets et contrôle leur exécution.
 - 6° Il arrête les comptes de l'exercice clos.
 - 7° Il contrôle l'exécution par les membres du Bureau de leurs fonctions.
 - 8° Il nomme et révoque les membres du Bureau.
 - 9° Il nomme et renouvelle les membres des commissions.
 - 10° Il fixe le montant des cotisations des membres de l'association, les tarifs et péremies à appliquer pour le paiement des prestations assurées par l'A.P.M.F. au bénéfice de ses membres ou de tiers extérieurs à l'association.
 - 11° Il approuve le règlement intérieur de l'association.
 - 12° Il autorise les actes et engagements dépassant le cadre.
 - 13° Il nomme les membres d'une commission appelée «des différends» qui traite les problèmes liés à l'exercice de la médiation familiale dont l'A.P.M.F. pourrait être saisi.
 - 14° Il délègue à une instance nommée «conseil des régions» les pouvoirs qu'il estime relever de celle-ci.
- Ce conseil des régions est constitué de l'ensemble des délégués régionaux.
- Pour assurer une bonne cohérence associative, le CA nomme un de ses membres pour assister aux travaux du conseil.
- De même, celui-ci nomme deux de ses membres pour assister au CA et lui transmettre toute information.

9. C - Fonctionnement

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par an, à l'initiative et sur convocation du Président ou à la demande d'un quart de ses membres.

Les convocations sont effectuées par lettre simple et adressées aux administrateurs au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Les convocations contiennent l'ordre du jour de la réunion qui est établi par le Président de l'association.

Le Conseil d'Administration peut valablement délibérer, dès la présence du quart des administrateurs, présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité simple à main levée des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Si une seule personne le demande, les votes seront émis d'office à bulletin secret.

Tout administrateur empêché peut se faire représenter par un autre membre administrateur muni d'un pouvoir spécial à cet effet.

Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne est limité à deux. Tout administrateur absent à trois CA consécutifs perd la possibilité d'être représenté au CA.

Le Conseil d'Administration peut entendre toute personne susceptible d'éclairer ses délibérations.

Il est tenu procès-verbal des réunions du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux sont établis sans blanc

ni rature, et signés par le Président et un administrateur. Ils sont approuvés à la séance suivante du Conseil d'Administration et retranscrits dans l'ordre chronologique, sur le registre des délibérations de l'association coté et paraphé par le Président.

Art. 10 - Bureau

10. A - Composition

Le Bureau de l'association est composé de 5 à 10 membres :

- Un président,
- Un ou plusieurs vice-président(s),
- Un secrétaire,
- Un ou plusieurs secrétaires adjoint(s),
- Un trésorier,
- Un trésorier adjoint si besoin,
- Un ou plusieurs consultants.

Les membres élus le sont par le Conseil d'Administration et choisis parmi ses membres.

Les membres du Bureau sont élus pour un an. Les membres sortants sont rééligibles.

Les fonctions de membre du Bureau prennent fin par la démission, la perte de la qualité d'administrateur et la révocation par le Conseil d'Administration, laquelle ne peut intervenir que pour de justes motifs.

10. B - Pouvoirs

Le Bureau assure collectivement la gestion courante de l'association, et veille à la mise en œuvre des décisions du Conseil d'Administration.

Il détermine la date, l'heure et le lieu des Assemblées Générales.

Il établit le règlement intérieur.

Il se prononce sur l'admission des membres.

10. C - Fonctionnement

Le Bureau se réunit au moins deux fois par an sur convocation du Président qui établit l'ordre du jour.

Art. 11 - Président

11. A - Qualités

Le Président cumule les qualités de Président du Bureau, du Conseil d'Administration et de l'association.

11. B - Pouvoirs

Le Président assure la gestion quotidienne de l'association. Il agit au nom et pour le compte du Conseil d'Administration, et de l'association.

1° Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile, et possède tous pouvoirs à l'effet de l'engager.

2° Il a qualité pour représenter l'association en justice, tant en demande qu'en défense. Il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

3° Il peut déléguer, par écrit, ses pouvoirs et sa signature, il peut à tout instant mettre fin aux dites délégations.

Tout acte, tout engagement dépassant le cadre des pouvoirs ci-dessus définis devra être autorisé préalablement par le Conseil d'Administration.

Art. 12 - Vice-président(s)

Le ou les vice-président(s) ont vocation à assister le Président dans l'exercice de ses fonctions.

Ils peuvent agir par délégation du Président et sous son contrôle. Ils peuvent recevoir des attributions spécifiques temporaires ou permanentes, définies par le Bureau.

Association Pour la Médiation Familiale - Scabée - 11 rue Beccaria, 75012, PARIS - Tél. 01 43 40 20 32 - Fax 01 43 41 30 09

Art. 13 - Secrétaire et secrétaire adjoint

Le secrétaire veille au bon fonctionnement matériel, administratif, comptable et juridique de l'association établi sous son contrôle, les procès-verbaux des réunions du Bureau, du Conseil d'Administration, et des Assemblées Générales. Il tient ou fait tenir sous son contrôle, les registres de l'association.

Il procède, ou fait procéder sous son contrôle, aux déclarations à la Préfecture, et aux publications au Journal Officiel, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires.

Il peut agir par délégation du Président. Il peut être assisté dans ses fonctions par un secrétaire adjoint, ou plusieurs secrétaires adjoints.

Art. 14 - Trésorier et Trésorier Adjoint

Le trésorier établit, ou fait établir sous son contrôle, les comptes annuels de l'association.

Il procède à l'appel annuel des cotisations.

Il établit un budget prévisionnel en fonction des dépenses du Bureau qu'il soumet au Conseil d'Administration.

Il établit un rapport financier, qu'il présente avec les comptes annuels de l'Assemblée Générale ordinaire annuelle. Il procède au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes.

Il est habilité à ouvrir et à faire fonctionner, dans tous établissements de crédit ou financiers, tous comptes et tous livrets d'épargne.

Il peut être assisté dans ses fonctions par un trésorier adjoint.

Art. 15 - Commissions - Collèges

Il sera instauré autant de commissions ou de collèges que nécessaire.

Les modalités de création, de constitution et de fonctionnement de chaque commission ou collège feront l'objet du règlement intérieur.

Art. 16 - Assemblées Générales

16. A - Dispositions communes

1° Seuls les membres actifs, à jour de cotisation à la date de ladite assemblée, ont accès aux Assemblées Générales ordinaires et extraordinaires, et participent aux votes.

2° Les Assemblées Générales sont convoquées par le Président par lettre simple au moins quinze jours à l'avance. La convocation contient l'ordre du jour fixé par le Président.

3° Au début de chaque réunion, l'Assemblée Générale appelée à délibérer, procède à la désignation de son Bureau de séance, (Président et secrétaire).

4° Le Président de séance préside les Assemblées Générales, expose les questions à l'ordre du jour et conduit les débats. En cas d'empêchement, il se fait suppléer par un vice-président.

5° Les Assemblées Générales ne peuvent statuer que sur les questions figurant à l'ordre du jour.

6° Les Assemblées Générales sont ordinaires, ou extraordinaires.

7° Tout membre empêché peut se faire représenter par un autre membre muni d'un pouvoir spécial à cet effet.

8° Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne est limité à deux. Les pouvoirs en blanc retournés au siège social sont attribués par le Président de l'A.P.M.F., et utilisés dans le sens de l'adoption des résolutions approuvées par le Conseil d'Administration.

9° Les votes ont lieu à main levée. A la demande du quart des membres présents ou représentés, ou de ceux du Conseil d'Administration, ils peuvent avoir lieu à bulletin secret.

10° Il est tenu procès-verbal des délibérations et résolutions des Assemblées Générales. Les procès-verbaux sont établis sans blanc ni rature, et signés par le Président et le secrétaire de séance ; ils sont retranscrits dans l'ordre chronologique, sur le registre des délibérations de l'association coté et paraphé par le Président.

16. B - Assemblée Générale ordinaire

1° Pouvoirs

L'Assemblée Générale ordinaire se réunit au moins une fois par an et chaque fois que nécessaire, à l'initiative du Président.

L'Assemblée Générale ordinaire entend tout rapport utile, et le rapport financier.

L'Assemblée Générale ordinaire approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget prévisionnel et donne quitus de leur gestion aux administrateurs.

L'Assemblée Générale ordinaire procède à l'élection et à la révocation des administrateurs autant que de besoin.

L'Assemblée Générale ordinaire autorise le Conseil d'Administration à signer tous actes, à conclure tout engagement, et à contracter toute obligation qui dépassent le cadre de ses pouvoirs statutaires.

L'Assemblée Générale ordinaire délibère sur toutes questions figurant à l'ordre du jour.

2° Quorum et majorité

L'Assemblée Générale ordinaire peut valablement délibérer, si un dixième du nombre des membres de l'Association présents ou représentés est atteint.

Les décisions sont prises à la majorité simple des votants, membres présents ou représentés.

16. C - Assemblée Générale extraordinaire

L'Assemblée Générale extraordinaire peut être organisée sur convocation ou par correspondance.

1° Pouvoirs

L'Assemblée Générale extraordinaire a compétence pour procéder, sur proposition du Conseil d'Administration, à la modification des statuts, à la dissolution de l'association et à la dévolution de ses biens, et à la fusion ou transformation de l'association.

Elle est convoquée chaque fois que nécessaire, à l'initiative du Président, ou d'au moins les deux tiers des membres du C.A. ou d'au moins un quart des adhérents.

2° Quorum et majorité

L'Assemblée Générale extraordinaire peut valablement délibérer, si un dixième du nombre des membres présents ou représentés est atteint.

Les décisions sont prises à la majorité simple des votants, membres présents ou représentés.

Si le quorum n'est pas atteint lors de la réunion de l'Assemblée sur première convocation elle sera à nouveau réunie à quinze jours d'intervalle et pourra valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Art. 17 - L'exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

Association Pour la Médiation Familiale - Statuts - 11 rue Bergaria, 75012 PARIS - Tél. 01 43 40 25 32 - Fax 01 43 40 38 09

Art. 18 - Comptabilité, comptes et documents annuels

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un bilan, un compte de résultat et, le cas échéant, une ou plusieurs annexes.

Les comptes annuels sont tenus à la disposition de tous les membres, avec tout rapport utile et le rapport financier pendant les quinze jours précédant la date de l'Assemblée Générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos.

Article 19 - Dissolution

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation.

A la clôture des opérations de liquidation, elle prononce la dévolution de l'actif net conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

Article 20 - Règlement intérieur

Un règlement intérieur, élaboré par le Bureau de l'association et approuvé par le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale, précisera et complètera, en tant que de besoin, les dispositions relatives au fonctionnement de l'association.

L'adhésion aux statuts emporte de plein droit adhésion au règlement intérieur.

oOo

Association constituée le 2 juillet 1988, statuts d'origine
dépôts en Préfecture le 10 novembre 1988,
Statuts modifiés le 13 septembre 1997,
Titre et adresse modifiés le 11 mars 2000,
Statuts modifiés le 25 novembre 2008.